

صلى الله عليه وسلم

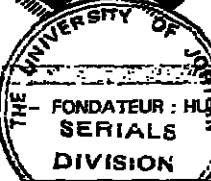
Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14404 - 8 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 MAI 1991



La « nuit blanche » d'Orly



Mille sept cents passagers ont été bloqués à l'aéroport de Paris-Orly, dans la nuit du 17 au 18 mai, à la suite d'une panne d'ordinateur des services de la navigation aérienne. Les dépannages ont tourné court et un campement de fortune s'est organisé dans l'aérogare.

Lire nos informations page 20

Carres 91 Deux moments forts sur la Croisette : la projection d'Anna Karamazoff de Roustam Khamdamov, metteur en scène ouzbek, film fleuve, peut-être trop riche, qui porte le poids de toutes les tragédies russes - accueilli avec une désinvolte perplexité - et celle du Livre de Prospero de Peter Greenaway, d'après le Tempête de Shakespeare, vingt minutes éblouissantes d'une œuvre encore inachevée.

Lire page 14 les articles de nos envoyés spéciaux

Accord de principe entre les Kurdes irakiens et Bagdad

Un texte en vingt points prévoyait la démocratisation de l'Irak et le retour à la stabilité au Kurdistan

page 20

Le processus de paix au Proche-Orient

L'étrange optimisme du président Bush

page 3

La guerre de l'avortement en Pologne

Défaite des adversaires de l'interruption de grossesse

page 2

Les élections en Inde

M. Rajiv Gandhi espère une revanche malgré le renouveau de l'hindouisme

page 20

Les grèves en URSS

Les contrôleurs aériens menacent de paralyser le pays

page 2

« Grand Jury RTL - le Monde »

M. Hocine Ali Ahmed, président du Front des forces socialistes, parti d'opposition algérien, invité de l'émission dimanche à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

La Yougoslavie sans président

Ce qui devait être une simple formalité, une banale passation de pouvoirs au sein de la présidence - collégiale et « tournaute » - de la Yougoslavie, est devenu une nouvelle crise politique. Le principe étant que chaque République ou province autonome exerce, à tour de rôle, pendant un an, la fonction suprême, le Croate Slobodan Milošević, un ex-communiste « vassal » à vie, devait succéder le 15 mai au Serbe Borisav Jović à la tête de l'Etat. Depuis l'invention par Tito, en 1974, de ce système quelque peu surréaliste, jamais la transition n'avait fait problème. Elle était automatique et réglée à l'unanimité.

Événement exceptionnel : les huit membres du collège ont décidé cette fois de passer au vote. Immédiatement, les allégeances politiques ou ethniques et les nationalismes ont refait surface. Les « fédéralistes », partisans d'un pouvoir central fort - avec la Serbie et ses alliés dociles du Kosovo, de la Voïvodine et du Monténégro - ont fait bloc contre les « décentralisateurs », qui estiment que la Yougoslavie, pour survivre, doit se transformer en une association d'États démocratiques et souverains.

DANS ce camp, on trouve la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Quatre contre quatre : depuis quelques jours, M. Milošević recherche en vain cette cinquième voix qui lui permettrait d'être élu. Certes, la présidence fédérale, à présent paralysée, n'a que des pouvoirs limités - et même si les militaires ne donnent pas l'impression de vouloir prendre les choses en mains le fait est qu'aujourd'hui, l'armée n'a plus de chef suprême : elle est donc théoriquement libre de ses mouvements.

Bien que M. Milošević ait choisi de se proclamer « président désigné », en vertu des usages de la Constitution, cette nouvelle période de vide politique va sans doute relancer les tentations sécessionnistes et les risques d'affrontements intérieurs. Les discussions s'accroissent entre Serbes, Croates, Bosniaques et Macédoniens, qui redoutent l'hégémonie serbe. Elles portent sur la création d'une confédération démocratique à quatre, qui laisserait de côté les Républiques du Sud, où les communistes rebaptisés « socialistes » sont toujours aux commandes.

MAIS le divorce ne réglerait pas la crise, loin s'en faut. La Serbie n'assistera pas à cette séparation sans réagir. Un tiers environ de sa population vit dans les autres Républiques - notamment en Bosnie et en Croatie - et elle réclame un redécoupage des frontières. En Croatie déjà, où un référendum était organisé, dimanche 19 mai, sur l'avenir de cette République, les violences ethniques de ces dernières semaines ont fait une vingtaine de morts, et la minorité serbe a proclamé son autonomie et déclaré unilatéralement son rattachement à Belgrade...

La situation est à ce point inquiétante que certains dirigeants européens ont suggéré l'envoi d'un « comité de sages » pour tenter de trouver une solution démocratique et éviter des bains de sang. De facto, la Yougoslavie héritée du modèle titoïste de 1948 n'existe plus. Elle n'est plus qu'un fragile collage. Mais personne - Washington, Paris, Londres, la CEE et Moscou sortent ici d'accord - ne souhaite son démantèlement, qui menacerait l'ensemble des Balkans, toujours minés par les querelles de nationalité.

M0146 - 0520 0 - 6.00 F



Avant la déclaration de politique générale de M^{me} Cresson

M. Mitterrand demande « homogénéité » et « autorité » au nouveau gouvernement

M. Mitterrand a demandé, vendredi 17 mai, aux membres du nouveau gouvernement de faire preuve d'« homogénéité » et d'« autorité ». M^{me} Cresson a complété son équipe en adjoignant seize secrétaires d'Etat aux vingt-neuf ministres nommés la veille. M^{me} Cresson devait consacrer le week-end de Pentecôte à la mise au point de la déclaration de politique générale qu'elle fera mercredi 22 mai devant le Parlement pour exposer son programme d'action. Cette déclaration ne sera pas suivie d'un vote. M^{me} Cresson veut essayer de convaincre l'Assemblée nationale et le Sénat de soutenir les projets de son gouvernement avant de tirer les conclusions d'un éventuel blocage.

Fin de la récréation

par Alain Rollat

M. François Mitterrand a été agacé par les commentaires tendant à réduire la nomination de M^{me} Edith Cresson à un vulgaire règlement de comptes politiques avec son ancien rival, et la mise à l'écart de M. Michel Rocard à

un banal calcul électoraliste. Il l'a fait savoir par le canal de son entourage en soulignant que s'il existe un parallélisme temporel entre le calendrier des prochaines consultations électorales et l'échéance du marché unique européen de 1993, c'est l'avenir de la France dans l'Europe des Douze qui importe plus, à ses

yeux, que le destin électoral du Parti socialiste.

L'Elysée a donc fait circuler le message suivant pour ponctuer le propos présidentiel du mercredi soir 15 mai sur la nécessité du « nouvel élan » : ce changement de gouvernement correspond à un impératif européen vital pour la France, et personne n'était plus qualifié que M^{me} Cresson pour y faire face si l'on veut bien considérer que M. Jacques Delors reste indispensable à Bruxelles et que M^{me} Elisabeth Guigou manque encore d'expérience politique dans la gestion des affaires communautaires.

Le président de la République est néanmoins intervenu lui-même, vendredi après-midi 17 mai.

Lire la suite page 7

M. Giscard d'Estaing : pouvoir et thérapie

« L'Affrontement », le second tome des souvenirs de l'ancien président de la République, annonce sa « guérison »

par Jean-Marie Colombani

« J'ouvre les yeux. M'étais-je endormi ou était-ce seulement une vague torpeur ? Anne-Aymone fait un travail de tapisserie de l'autre côté de la table, un coussin, me semble-t-il, dessiné avec des fils de laine qui s'entrecroisent sous l'aiguille et qui pendent de chaque côté du canevas, bleu, rose et vert pâle. »

N'était le prénom de la dame qui fait de la tapisserie, rien n'indique que le héros de l'histoire, qui se met ainsi en scène, soit un ancien président de la République.

Tout invite au contraire à plonger dans ce qui pourrait être un grand feuilleton populaire, une sorte de Santa Barbara à la française - que l'auteur, soit dit en passant, ne déteste pas regarder -

et dont l'intrigue se situerait dans les hautes sphères du pouvoir parisien. « Ainsi, c'est donc moi qui vais rendre visite à Boumediène ! Je reclasserai mes idées à la hâte. J'ai l'esprit brumeux. Où est le texte de ma déclaration ? Je le relis, pour le fixer une dernière fois dans ma mémoire. Du côté de l'appareil où nous sommes ici on découvre, au loin, Alger. »

Lire la suite page 8

LE MONDE diplomatique

Mai 1991

- **LE CRI DES CITÉS-BANLIEUES** : Jeanes sans avenir, par Denis Clerc. - Où donc apprendre encore à maîtriser le sort ? par Claude Liauzu.
- **PROCHE-ORIENT** : La paix, sans les Palestiniens, par Samir Kassir. - A nous l'oubli sur les territoires occupés, par Florence Beaugé. - La Turquie réclame son dû... à Chypre, par Christophe Chielet.

MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE

un dossier de huit pages

- **YUGOSLAVIE** : La fédération est-elle menacée d'écroulement ? par Catherine Samary. - Les cicatrices de l'histoire, par Catherine Lutard.
- **CUBA** : Les exilés de Miami pour le dialogue avec la Havane, par Francis Pisan.
- **ÉCONOMIE** : Au nom du libre-échange, Washington à l'assaut du continent latino-américain, par James Petras et Morris Morley.
- **CINÉMA** : Des films pour croire en l'avenir de l'Afrique, par Thérèse-Marie Deffontaine.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Le sorcier belge de Marseille

Derrière le succès de l'Olympique de Marseille, vainqueur du championnat de France un entraîneur étranger haut en couleur : Raymond Goethals

par José-Alain Fralon

« S'il va à gauche, tu vas à gauche ; s'il va à droite, tu vas à droite. S'il va à l'enfer, tu vas à l'enfer. » Voilà comment Raymond Goethals, qui n'a pas l'habitude des floritures, explique à un de ses joueurs la façon dont il doit surveiller un adversaire. L'entraîneur de l'Olympique de Marseille ne gagnera peut-être pas la finale de la Coupe d'Europe, le 29 mai à Bari, après avoir conquis le titre national une journée avant la fin du championnat de première division, mais il aura, à tout le moins, réussi un autre exploit : battre les Marseillais sur leur propre terrain, celui de la gouaille.

« Pour un Belge, il est encore plus méridional que nous », avoue, admiratif, un supporter de l'OM, qui ignore que, de tout temps, la « Zwanze » bruxelloise n'a rien eu à envier à la galéjade de la Canne-

bière. « Cet être raille, braille, gouaille, bataille. » Telle pourrait être la définition - par Victor Hugo - de Raymond Goethals.

A-t-on déjà vu un entraîneur, tellement pris par un mouvement de jeu, plonger en même temps que son gardien de but, comme Goethals l'a fait lors d'un Belge-URSS ? Ou se faire sortir du stade par des carabiniers, à San Siro, comme un vulgaire supporter trop enflammé ? Ou entrer, à la suite d'un tournoi perdu par son équipe, dans le vestiaire adverse et engueuler copieusement les

joueurs, croyant avoir affaire à sa propre équipe ? Ou encore, lancer un tonitruant : « Alors, là, il est bon votre beaujolais ! », à l'issue d'un dîner mondain donné par une grande famille... du Bordelais ?

Qu'il entraîne une équipe française, brésilienne ou portugaise, qu'il gagne une Coupe d'Europe à Paris, Anderlecht ou Bari, Raymond Goethals, un des entraîneurs les plus titrés du monde, reste avant tout un enfant de Bruxelles.

Lire la suite page 9

HEURES LOCALES

■ La province, éternelle oubliée ■ Un bain de jouvence pour Thonon ■ L'endettement des collectivités locales ■ Début de concertation à Sartrouville ■ La seconde chance de l'usine pour déchets d'Amiens ■ Les paradoxes de la croissance urbaine

pages 11 à 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 75 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,75 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1 10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

ÉTRANGER

URSS : bravant un décret de M. Gorbatchev

Les contrôleurs aériens appellent à une grève illimitée

A peine la grève des mineurs de charbon s'est-elle terminée sur une humiliation du président soviétique, qui a dû concéder à son rival Boris Eltsine la haute main sur ce secteur clé de l'économie, qu'un autre foyer s'allume. Le président du syndicat des contrôleurs aériens, M. Vladimir Kououssenko, a en effet appelé ses adhérents à une grève illimitée à compter du mardi 21 mai.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le syndicat des contrôleurs aériens est de création récente, puisqu'il n'a été enregistré auprès du ministère fédéral de la justice que le 17 avril. Il revendique douze mille adhérents, soit la tota-

lité des contrôleurs aériens du pays. M. Kououssenko demande le triplement des salaires, la semaine de trente-six heures et quarante-cinq jours de repos par an, ainsi que le versement aux contrôleurs eux-mêmes d'une partie des redevances en devises payées par les compagnies étrangères qui utilisent l'espace aérien soviétique.

Revendications matérielles

En même temps, les contrôleurs sont, pour l'instant, nettement moins politisés que les mineurs, affirme le journal *L'Independent*. Ils ne font pas état de leur dégoût total envers le communisme et ses apparatchiks locaux comme l'ont fait les mineurs. Ils se cantonnent à des revendications purement matérielles.

Cette grève annoncée a néanmoins toutes les allures d'un

camouflet pour M. Gorbatchev. Le président soviétique a en effet décrété, jeudi 16 mai, la suspension du droit de grève dans plusieurs secteurs d'activité jugés essentiels, en particulier les transports. Les contrevenants sont passibles d'un licenciement immédiat.

Le décret de jeudi est d'une interprétation difficile. Il renforce une fois de plus les pouvoirs théoriques du président soviétique en matière de gestion des crises sociales, mais il y a déjà belle lurette que la machine économique ne répond plus aux commandes du « centre » et que certaines catégories sociales se sentent délaissées de tout devoir d'obéissance à l'égard des décisions du Kremlin. Les contrôleurs aériens ont déclaré, apparemment sans crainte, qu'ils n'observaient pas l'« oukaze » (décret) présidentiel.

M. Vitali Tchetcherbakov, premier vice-premier ministre chargé de

l'économie, a déclaré que la grève des contrôleurs serait à l'évidence « illégale » et qu'il appliquerait le décret présidentiel. Pourtant, le « centre » n'a que deux solutions également mauvaises à sa disposition : la réquisition et le recours aux contrôleurs militaires. La première entraînerait probablement des violences.

La seconde ne permettrait pas le maintien de l'ensemble du trafic aérien national et international, car les quatre mille contrôleurs militaires ne sont pas en mesure de remplacer au pied levé leurs collè-

gues civils. Or les compagnies internationales, Air France par exemple, versent des sommes considérables pour le survol de la Sibérie sur leurs lignes à destination du Japon et de l'Extrême-Orient.

Pour couronner le tout, les pilotes ont annoncé également pour le 21 une grève d'avertissement et de solidarité de vingt-trois heures. Leurs revendications sont approximativement les mêmes que celles des contrôleurs.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Boris Eltsine à la présidence. « Cet attentat est l'acte de terrorisme politique le plus grave depuis plusieurs décennies », a déclaré M. Vladimir Bosker, l'un des dirigeants de ce mouvement. (AFP.)

POLOGNE : échec des adversaires de l'avortement

Le projet de loi est renvoyé « sine die »

Les adversaires de l'avortement ont essuyé un échec, vendredi 17 mai, au Parlement, avec la décision prise par les députés de reporter sine die l'examen d'un projet de loi très répressif, que ses auteurs voulaient offrir en présent au pape Jean-Paul II à l'occasion de sa visite en Pologne, du 1^{er} au 9 juin.

Dans une ambiance très passionnelle, la Diète (chambre des députés) a adopté, par 208 voix contre 135 et 14 abstentions, une motion de l'Union démocratique (centre gauche), le parti de l'ancien premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki, proposant de ne pas débattre maintenant d'un projet de loi qui punissait tout avortement d'une peine de deux ans d'emprisonnement.

Le texte adopté prévoit toutefois que la nouvelle Constitution devra garantir « le droit à la vie » et demande d'abroger la loi de 1956, autorisant de manière très libérale l'interruption de grossesse. Les sénateurs, dont les membres sont issus à 99 % de Solidarité, étaient à l'origine du projet de loi anti-avortement, qui bénéficiait du soutien de l'Eglise catholique.

Bien que catholiques à plus de 90 %, une majorité de Polonais sont toutefois opposés à une interdiction totale de l'avortement, seuls 12 % y étant favorables, selon les sondages. Entre cinq cent mille (selon les organisations féministes) et un million (selon l'Eglise) d'avortements sont pratiqués chaque année en Pologne, où les moyens de contraception sont très peu répandus.

Accélération des réformes

La Diète avait entamé, jeudi 16 mai, son débat sur la « protection de la vie de l'enfant conçu », lequel s'est enlisé dans des questions de procédure, et a souvent donné lieu à de vifs échanges entre députés catholiques intégristes et députés libéraux. Un parlementaire catholique a ainsi traité ses collègues de « criminels » et de « poltrons », alors qu'une manifestation de jeunes en majorité, scandait devant le Parlement des slogans anticléricals comme « le pape ne passera pas » ou « nous sommes en Pologne, pas au Vatican ».

D'autre part, M. Lech Walesa a lancé, vendredi à Varsovie, lors de l'ouverture d'une table-ronde économico-politique, les principales forces politiques du pays, une mise en garde voilée à son gouvernement en réclamant une « accélération » des réformes. Le chef de l'Etat a implicitement indiqué que la « période de grâce » offerte au gouvernement de M. Jan Krzysztof Bielecki touchait à sa fin. « La production stagne, il y a la question paysanne [à résoudre], la politique sociale pose des problèmes. Bref, la situation peut devenir dramatique », a-t-il dit. Au cours de la campagne présidentielle, a-t-il ajouté, « j'ai promis une accélération des réformes ». La période des préparatifs à cette accélération doit désormais prendre fin.

M. Walesa entame, lundi 20 mai, une visite de quatre jours en Israël, la première jamais effectuée par un chef de l'Etat polonais. A l'instar des autres pays du bloc communiste, la Pologne avait rompu tout lien diplomatique avec l'Etat hébreu en 1967, au lendemain de la guerre de six jours. Les relations diplomatiques n'ont été rétablies complètement que l'an dernier. (AFP, AP.)

BELGIQUE : l'agitation maghrébine

Le gouvernement renforce les effectifs de police

Alors qu'on redoutait pour le week-end de Pentecôte la reprise de l'agitation maghrébine qui a marqué le « pont » de l'Ascension à Bruxelles, le gouvernement de M. Wilfried Martens a annoncé, vendredi 17 mai, la poursuite de la politique d'intégration des jeunes immigrés et des mesures visant à maintenir l'ordre si nécessaire.

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Martens a clairement indiqué au cours d'un débat parlementaire que les troubles de ces derniers jours ne remettraient pas en question la politique officielle d'intégration. Il a simplement souligné les difficultés de la tâche en raison de la complexité de l'organisation administrative du pays : par exemple, l'éducation dépend des communautés (linguistiques), le logement est de la compétence des régions (flamande, wallonne et bruxelloise), la législation sur la naturalisation et le statut juridique relève des instances nationales.

S'agissant du volet sécuritaire, le ministre de l'Intérieur, M. Louis Tobback, a annoncé un renforcement des effectifs policiers et une meilleure coordination entre eux, puisqu'ils dépendent des différentes communes qui les

emploient. Des auxiliaires seront recrutés, y compris des Maghrébins pour faciliter le dialogue. Une partie des amendes et des contraventions seront affectées aux communes pour les aider à faire face à ces nouvelles dépenses.

Lors du débat, les députés ont évité les avis trop tranchés, à l'exception du Vlaams Blok, parti flamand d'extrême droite, qui est résolument hostile à l'intégration et espère bien profiter, lors des prochaines législatives, de l'évolution de l'opinion publique belge devant l'afflux des immigrés et le comportement de certains. Selon un sondage publié vendredi par le quotidien *La Dernière Heure*, 78 % des Bruxellois sont inquiets, 94 % demandent plus de fermeté envers les éléments violents et 63,8 % pensent que, quels que soient leurs griefs, « les jeunes immigrés n'ont pas le droit de réagir de cette façon ».

Une longue suspicion

Une grande confusion règne quant aux résultats de l'enquête sur l'origine des troubles. Selon le commissaire en chef de Forest, une des communes chaudes, ceux-ci étaient d'abord locaux et spontanés. « Puis on est entré dans une phase de récupération avec l'apparition d'un tas de gens qui vont de l'extrême droite (dans un but de

provocation pour amplifier le phénomène de rejet) à l'extrême gauche (qui fait feu de tout bois). On observe à présent que certains milieux islamistes intégristes commencent à interférer sur ces mouvements ainsi que des groupuscules agissant pour des « dealers » de drogue, lesquels ont tout intérêt à ce que des espèces de zones franches, où la police ne circulerait plus, se créent à Bruxelles ».

L'imam qui dirige le Centre islamique et culturel de Belgique, M. Sameer Radhi, estime que « le traitement subi par les ressortissants arabes est parfois loin de la justice et de l'humanité », mais il a demandé aux jeunes d'arrêter leurs protestations. Le problème est que, malgré l'abondance des prétendants, personne, à titre individuel ou parmi les associations, n'est écouté ou reconnu comme représentatif par les intéressés.

Des spécialistes se demandent si tout cela ne résulte pas en partie d'une trop longue suspicion pendant la crise du Golfe, les mesures de sécurité ayant été nombreuses à Bruxelles et l'opinion belge acceptant mal certaines prises de position des radios libérales arabes. Peut-être que les autorités marocaines, qui ont eu, vendredi 17 mai, un entretien avec l'ambassadeur de Belgique à Rabat, ont leur idée sur la question.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ALLEMAGNE : en modifiant la Constitution

M. Kohl veut élargir le champ d'intervention de la Bundeswehr

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl va effectuer, à partir du samedi 18 mai, sa première visite aux Etats-Unis en tant que chef de gouvernement de l'Allemagne unifiée. Accompagné du ministre des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, il va s'attacher à démontrer qu'en dépit de sa non-participation dans le conflit du Golfe, l'Allemagne nouvelle est bien décidée à assumer « les responsabilités qui sont liées à son poids accru sur la scène internationale ».

En réponse aux objections récemment émises par l'ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, qui avait publiquement condamné l'idée de l'autonomie européenne en matière de défense et de sécurité, le chancelier a été très clair : « L'alliance atlantique et le partenariat transatlantique restent le garant de notre sécurité », a-t-il déclaré, ajoutant : « Cela implique le maintien d'une présence substantielle des troupes américaines en Europe. Notre sécurité commune est indivisible ». Il n'y aura donc l'avenir aucune compétence partielle qui irait à l'encontre de ce principe », a-t-il précisé.

Dans l'esprit du chancelier, les réactions en cours sur l'union politique européenne et sa dimen-

sion de défense et de sécurité doivent avoir pour objectif de « renforcer le pilier européen de l'OTAN ». M. Kohl s'est, dans ce contexte, prononcé de manière très nette pour qu'une modification de la Constitution permette aux troupes allemandes de participer aux actions militaires engagées sous l'égide des Nations unies.

Cette question fait actuellement l'objet d'âpres controverses. Dans l'état actuel de la législation allemande, le champ d'action de la Bundeswehr est constitutionnellement limité à la zone couverte par l'OTAN, ce qui avait rendu impossible la participation de Bonn à la coalition anti-irakienne.

Une « base » pacifiste

Le chancelier s'est déclaré « très à l'aise » pour défendre cette position de « responsabilité internationale face aux isolationnistes ». Ce vocable désigne essentiellement les courants qui, au sein de l'opposition social-démocrate, sont fondamentalement hostiles à toute modification de la Constitution dans ce domaine, comme M. Oskar Lafontaine. L'issue d'un scrutin au Bundestag sur cette question reste incertaine tant que le SPD n'a pas fixé sa position.

Toute modification de la Constitution nécessite en effet la majorité des deux tiers au Bundestag. M. Willy Brandt, appuyé par M. Egon Bahr, expert du parti pour les questions de sécurité, est favorable à une participation militaire allemande lors d'actions engagées sous l'égide des Nations unies, et devrait tenter de faire valoir ce point de vue face à une « base » pacifiste au sein du congrès du parti qui doit se tenir à Brême à la fin de ce mois.

LUC ROSENZWEIG

AMÉRIQUES

CHILI : un choix très controversé

M. Enrique Correa élu à la présidence de la Cour suprême

SANTIAGO

de notre correspondant

L'élection de M. Enrique Correa par ses pairs à la présidence de la Cour suprême, vendredi 17 mai, n'est pas de nature à détendre les rapports entre le gouvernement et le pouvoir judiciaire. Malgré ses 84 ans, M. Correa est un flegmeux défenseur de la haute magistrature, qui s'est déconsidérée, aux yeux de la majorité des Chiliens, pour ne pas avoir sanctionné les violations des droits de l'homme commises par le régime militaire.

« Le plus dur des durs », comme le définit un journal du soir, avoue

lui-même être un homme « peu aimable ». L'ironie de l'histoire veut qu'il ait été le seul juge nommé à l'époque à la haute cour par la grâce d'un décret présidentiel de Salvador Allende, sans doute favorablement disposé à son égard en raison de son passé franc-maçon et radical.

Se disant aujourd'hui « indépendant », M. Correa est surtout le digne représentant de l'extrême conservatisme des autorités judiciaires. Aussi se déclare-t-il « ennemi absolu » du projet gouvernemental de réforme de la justice, actuellement soumis à l'examen des partis politiques.

Deux jours avant l'élection de son nouveau président, la Cour suprême a rendu publique sa réponse au rapport des « sages » sur les exactions de la dictature, qui dénonce aussi sa « passivité complice ». En 17 ans, 10 000 demandes d'habes corpus ont été rejetées par les tribunaux, par ailleurs peu empressés à instruire les affaires de disparition ou d'assassinats d'opposants au régime militaire. Mais abondant dans le sens du général Pinochet, les magistrats qualifient les conclusions des « sages » de « téméraires et tendancieuses ».

/ GILLES BAUDIN

COLOMBIE : dix-sept policiers pris en otage par la guérilla. – Dix-sept policiers ont été pris en otage vendredi matin 17 mai par la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale), lors d'un affrontement à Morales (province de Bolivar), au nord-ouest du pays. Au cours de l'attaque, un policier est mort et un autre a été blessé. L'attaque a eu lieu alors que se tenaient à Cravonorte, dans le nord du pays, des négociations entre le gouvernement et le mouvement de coordination de la guérilla, Coordinadora Nacional Guerrillera Simon Bolivar (CNGSB). – (AFP.)

MEXIQUE : dix-sept morts au cours d'une bataille rangée dans une prison. – Dix-sept détenus au moins, de la prison de Matamoros, située à 730 km au nord-est de Mexico, ont été tués et cinquante autres blessés, vendredi 17 mai, au cours d'une fusillade entre bandes rivales dans l'enceinte du pénitencier. La fusillade a duré près de trois heures et a opposé des détenus appartenant à des bandes rivales s'affrontant pour « imposer leur loi aux autres prisonniers et s'assurer le contrôle de la vente de stupéfiants dans la prison », ont précisé les autorités. – (AFP.)

PÉROU : un Canadien tué à Lima dans un attentat. – Un ressortissant canadien travaillant pour l'organisation internationale de secours World Vision est mort vendredi 17 mai dans un hôpital de Lima, après avoir été atteint de plusieurs balles. M. Norm Tattersall, se trouvait devant les bureaux de World Vision à Lima avec le directeur local de cette organisation, lorsque des coups de feu ont été tirés sur eux depuis une voiture. Cet attentat intervient le jour du 11^e anniversaire de la fondation du mouvement de guérilla péruvien Sendero Luminoso. – (AFP.)

CHYPRE

Elections législatives sans surprises

Près de 400 000 électeurs chypriotes-grecs se rendent, dimanche 17 mai, aux urnes pour des élections qui devraient voir le Rassemblement démocratique (DISY, conservateur) de M. Glafcos Clerides conforter sa position de premier parti de la République de Chypre. Il avait recueilli 33,5 % des voix lors du dernier scrutin de 1986. Le Parlement monocaméral compte 56 députés, élus au scrutin de liste avec vote préférentiel, selon un système proportionnel avec répartition des voix au niveau national. Depuis 1964 et la première rupture politique entre chypriotes-grecs et chypriotes-turcs, seuls les premiers participent aux élections.

La seule inconnue de ce scrutin est le score qu'obtiendront deux nouvelles formations sur une scène politique dominée depuis l'indépendance par quatre formations : l'ADISOK, créé par des dissidents du Parti communiste et le PAKOP, qui affirme parler au nom des

120 000 réfugiés qui ont dû fuir le nord de l'île lors de l'invasion turque de 1974.

Le Parti démocratique (DIKO, centriste) de l'ancien président, M. Spyros Kyrianiou, est en perte de vitesse et sa chute devrait profiter aux conservateurs. Assuré d'un électoral réduit mais fidèle, et sans véritable rival, le Parti socialiste EDEK de Vassos Lyssariotis, président du Parlement, devrait obtenir environ 10 % des voix.

En revanche le Parti communiste (AKEL), qui avait recueilli plus de 27 % des voix et 15 sièges en 1986 devra cette année affronter un mouvement communiste réformateur (ADISOK) créé en 1990 par cinq anciens députés d'AKEL.

Selon le régime présidentiel en vigueur, le résultat des élections ne devrait pas inquiéter le président George Vassiliou, élu en 1988 comme candidat indépendant, avec le soutien, principalement, des communistes. – (AFP.)

صكنا في الامم

صلى الله عليه وسلم

DIPLOMATIE

Une rencontre entre ambassadeurs français et allemands en Europe de l'Est

Paris et Bonn à la recherche d'une politique commune à l'Est

La France et l'Allemagne ont à maintes reprises affirmé leur volonté de mener en direction des pays d'Europe centrale et orientale une politique commune. Dans cette optique, les ambassadeurs français et allemands en poste dans ces pays se sont réunis à Weimar les 16 et 17 mai, avec les diplomates concernés des deux ministères, sous la présidence de M. Roland Dumas et de son homologue allemand, M. Hans Dietrich Genscher, à qui revenait l'idée de cette rencontre sans précédent dans les annales diplomatiques.

WEIMAR

de notre envoyée spéciale

C'était une première et on en est resté à des considérations d'ordre assez général. Mais chacun convenait, à l'issue de ces deux journées, de l'utilité que peut avoir ce type

de rencontre entre des hommes de terrain pour donner à la concertation des politiques envers l'Est de Paris et de Bonn, à la fois plus d'impact et un contenu plus concret. Le domaine de la culture et de la formation en particulier appelle la mise en commun des moyens, et c'est probablement dans ce secteur d'abord que l'initiative de M. Genscher trouvera ses prolongements concrets s'il y en a.

Alors que le réveil d'anciennes querelles de cobaltisation ou de voisinage apparaît aujourd'hui comme l'un des plus graves facteurs d'instabilité en Europe orientale, on insiste beaucoup à Weimar sur la valeur d'exemplarité que peut avoir dans cette région du monde la coopération franco-allemande, illustration de la réconciliation entre les deux pays.

Cela étant, même s'il s'agit d'un premier pas, l'analyse de la situation en Europe de l'Est et sur la nécessité d'agir, les deux pays n'envisagent pas tout à fait de la même manière l'avenir du continent, et les formulations de compromis de la déclara-

tion commune adoptée vendredi à Weimar reflètent ces divergences quant à la future « architecture » de l'Europe.

L'idée d'une « confédération européenne » lancée par M. Mitterrand n'enthousiasme pas, c'est clair, M. Genscher et le texte de Weimar se borne à annoncer que les deux pays vont, à son sujet, « poursuivre une réflexion commune ». Les Allemands font valoir que des institutions paneuropéennes existent déjà, celles de la CSCE notamment, qu'il faut les développer et que rien ne sert d'en surajouter d'autres. Ils sont en réalité surtout sensibles à ce que la proposition de M. Mitterrand peut avoir d'irritant pour les États-Unis qui n'y sont pas inclus et jugent le moment mal venu pour se lancer dans une telle entreprise.

Le duo Dumas-Genscher

On répond du côté français qu'on ne fait pas du neuf avec du vieux, que la CSCE n'a pas vocation à s'occuper de certains problèmes géographiquement limités à l'Europe (les réseaux de transport et de communication, l'environnement, par exemple) et que les États-Unis n'ont strictement rien à perdre à ce que se développent entre l'Est et l'Ouest du continent des coopérations sectorielles de ce type qui auraient globalement un effet stabilisateur.

M. Genscher s'appuie d'autre part à recevoir au mois de juin à Berlin une réunion des ministres des affaires étrangères de la CSCE dont il attend beaucoup. Il n'appréhendait pas que les « assises de la confédération » qui doivent se tenir à Prague fin juin, pour plus tôt lui valent la vedette et il a pris soin récemment d'aller s'en entre-

tenir avec les dirigeants tchécoslovaques. Son discours pourrait avoir auprès d'eux plus de force que le discours français. M. Genscher affirme en effet, comme il l'a fait de nouveau à Weimar, souhaiter une intégration de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie « aussi rapide que possible » dans la CEE. C'est plus alléchant que le délai de dix ou quinze ans que M. Mitterrand opposait à M. Vaclav Havel lors de son dernier passage à l'Élysée.

M. Dumas ne désespère cependant pas d'amener le moment venu son homologue allemand sur les positions françaises quant à la confédération. Et en dépit de ces divergences de fond, c'est dans une parfaite bonne humeur que s'est déroulée la rencontre de Weimar. M. Roland Dumas arrivait euphorique de Paris, où il avait pris part

à la mise sur pied de la nouvelle équipe gouvernementale. Euphorie partagée par M. Genscher qui tient énormément à sa connivence avec le ministre français.

Le chef de la diplomatie allemande mène actuellement dans l'ex-RDA, où le chancelier Kohl ne recueille pour l'heure que des manifestations hostiles, une véritable campagne à laquelle M. Dumas se prête de bon gré : après une réunion des ministres de la CEE à Dresde prochainement, Weimar, tenue par M. Genscher pour le symbole des valeurs universelles de l'Europe, sera de nouveau en août, sous prétexte d'hommage à Goethe, le lieu d'une rencontre entre les deux ministères auxquels se joindra leur homologue polonais.

CLAIRE TRÉAN

L'ONU a adopté le budget pour l'organisation du référendum au Sahara occidental

NEW YORK

de notre correspondant

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, vendredi 17 mai - sans vote ni déclaration - le budget de la Mission pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dont la création avait été décidée par le Conseil de sécurité fin avril. Ce budget est définitivement fixé à 180 millions de dollars, auxquels s'ajouteront 34 millions de dollars de contributions volontaires destinées à financer le rapatriement et l'installation dans des centres d'accueil (sous

l'égide du Haut-Commissariat aux réfugiés) des personnes participant au scrutin.

Le feu vert de l'ONU - qui ouvre la période de trente-six semaines, prévue entre l'adoption du budget de la MINURSO et le début du référendum prévu pour fin janvier 1992 - a été donné le jour même où le roi du Maroc visitait la ville de Smara, capitale spirituelle et religieuse du Sahara occidental (le Monde du 17 mai). Une visite que certains à New York ont estimé « assez malvenue et susceptible d'électrifier inutilement le climat ».

S. M.

En visite à Paris

M. Moubarak plaide en faveur de l'allègement de la dette égyptienne

Le président égyptien Hosni Moubarak est arrivé, vendredi 17 mai, à Paris pour une visite de vingt-quatre heures, à l'occasion d'une tournée dans plusieurs pays européens avant la prochaine réunion du Club de Paris, le 21 mai, sur le rééchelonnement de la dette publique égyptienne.

M. Moubarak a rencontré vendredi M^{me} Edith Cresson, ainsi que le ministre de la défense, M. Pierre Joxe et le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy. Il devait être reçu par M. Mitterrand samedi matin, après un entretien avec M. Roland Dumas.

Jeudi à Rome, le président égyptien avait estimé qu'Israël ne donnait « aucun signe d'espoir » pour un règlement des problèmes du Proche-Orient. Lors de son escale à Luxembourg, vendredi, il a cependant estimé que la mission Baker au Proche-Orient n'était pas un échec. « On vient d'effectuer de grands pas en avant et je crois et j'espère qu'on pourra aboutir à quelque chose avant la fin de l'année. » Il s'est également déclaré prêt à recevoir M. Shamir au Caire « à une condition : cette rencontre doit être bien préparée et avoir des résultats concrets ».

Les entretiens de M. Moubarak à Paris devraient également porter sur la situation économique et financière de l'Égypte qui s'efforce d'obtenir un allègement de sa dette. Elle est assurée de bénéficier d'un traitement aussi favorable que la Pologne qui a obtenu du Club de Paris une réduction de 50 % de sa dette auprès des créanciers publics.

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Le gouvernement paraît se préparer à l'épreuve de force

Le bilan des violences du jeudi 16 mai s'est alourdi, cinq personnes, au moins, ayant été tuées lors des émeutes antigouvernementales. L'agence Camnews, qui a confirmé la mort de quatre personnes à Douala (le Monde du 18 mai), a annoncé une cinquième victime, tuée à Kumba, une localité des environs. Les manifestants auraient pris totalement, vendredi, le contrôle des quartiers populaires de Douala, où ils ont érigé des barricades pour résister aux charges des forces de l'ordre. Le gouvernement, apparemment impulsant à ouvrir le dialogue avec l'opposition, semble désormais se préparer à l'épreuve de force, estimant des observateurs à Yaoundé, commentant la récente promotion du chef de la police politique, M. Jean Fochive - un homme à poigne, redouté de la population - à la tête de la Sûreté générale. En outre, un officier supérieur, le général Jean-René Youmba, a été nommé commandant opérationnel de la région de Douala, un des fiefs de l'opposition. - (AFP, Reuters.)

CORÉE DU SUD

Nouvelles manifestations et nouveaux suicides par le feu

La poursuite des suicides d'étudiants et des manifestations risque de déstabiliser le gouvernement sud-coréen. L'état-major de la formation au pouvoir a en effet demandé vendredi 17 mai au président Roh Tae-woo de démettre l'actuel premier ministre, M. Ro Jai-bong, afin de résoudre la grave crise politique que connaît le pays depuis qu'un étudiant a été tué par la police le mois dernier, ont indiqué des responsables du Parti démocratique libéral.

Samedi matin, deux nouveaux étudiants se sont immolés par le feu, l'un à Séoul, l'autre à Busong, au sud du pays. Ils ont été hospitalisés dans un état critique. La capitale avait été mise en état de siège en prévision d'une manifestation étudiante, organisée pour

célébrer le onzième anniversaire du massacre de Kwangju, au cours duquel des centaines de jeunes avaient été tués par l'armée. Plus de vingt mille policiers ont été mobilisés et l'armée mise en état d'alerte, les autorités s'attendant que cette manifestation soit la plus violente depuis l'arrivée au pouvoir de M. Roh en 1988. - (AFP, Reuters.)

CUBA

Plusieurs organes de presse soviétiques quittent La Havane

Plusieurs importants journaux soviétiques - *Trud*, *Komsomolskaya Pravda*, *Temps nouveaux* et *Amérique latine* - vont fermer leurs bureaux à La Havane, a rapporté, jeudi 16 mai, l'agence Tass en faisant état de raisons économiques.

Tass ajoute toutefois que Cuba « est très circonspect à l'égard du pluralisme d'opinion dans les médias soviétiques », allusion apparemment à la censure exercée par les Cubains à l'encontre de la presse soviétique. Au cours de l'été 1989, le Parti communiste cubain avait interdit la diffusion en espagnol des *Nouvelles de Moscou* et du mensuel *Sputnik*. Dans l'éditionnaire annonçant cette décision, l'organe du PC cubain, *Granma*, affirmait : « Nous nous battons pour le socialisme et le communisme. Par conséquent, de telles publications ne correspondent pas à notre réalité ni à nos intérêts. »

Depuis, la presse soviétique ne s'est pas privée d'égratigner le jadis intouchable Leader Maximo et, à plusieurs reprises, les *Nouvelles de Moscou* ainsi que les investissements cubains dans l'économie cubaine mais fait des commentaires sur « l'apathie sociale » et l'émergence de groupes contestataires « favorables à la perestroïka ».

GUINÉE

M. Alpha Condé est rentré d'exil

Après un exil partagé entre Paris et Abidjan (Côte-d'Ivoire), M. Alpha Condé, secrétaire général du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG, parti d'opposition interdit), a pu regagner son pays,

vendredi 17 mai. Arrivé à Conakry - où il n'était pas revenu « depuis 1985 » - M. Condé a été accueilli par quelque deux mille de ses partisans qui ont manifesté en faveur du multipartisme. Malgré le refus de l'ambassade de Guinée à Paris de lui renouveler son passeport, et en dépit des rumeurs malveillantes que le gouvernement avait fait circuler sur son compte, M. Condé n'a pas été inquiété par la police. En revanche, celle-ci a refoulé, sans explications, une journaliste camerounaise, M^{me} Marie-Roger Biloa, rédactrice en chef d'*Africa International*, qui avait fait le voyage avec M. Condé.

Ce dernier n'a pas caché son intention de tenir des réunions politiques et de lancer prochainement un journal. Le régime militaire du président Lansana Conté, hostile au multipartisme, semble convaincu que cet opposant a reçu le soutien de la France. « Le gouvernement et en particulier le ministre de l'Information, M. Harvé Bangoura, aimeraient à tout prix me discréditer. Ces bruits sont ridicules », avait confié au Monde M. Condé, quelques jours avant de quitter Paris. De son côté, l'ambassadeur de France en Guinée, M. Robert Thomas, a dû démentir publiquement, lundi 13 mai, ces rumeurs d'« ingérence » qu'il a qualifiées d'« absurdes ».

LIBAN : quatre morts dans un attentat. - Quatre Libanais ont été tués et deux autres blessés, vendredi 17 mai, dans l'explosion de deux engins piégés dans le sud du Liban. Les explosions se sont produites à proximité du passage de Beit-Yahoun, qui relie la « zone de sécurité », créée par Israël, au reste du Liban. A la suite de ces explosions, les miliciens de l'Armée du Liban-Sud (ALS, entraînée par Israël) ont bombardé des positions du Hezbollah, mouvement chiite pro-iranien, qui a revendiqué la responsabilité de cet attentat. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : explosion de deux bombes à Johannesburg. - Deux bombes ont explosé, vendredi 17 mai, dans le centre de Johannesburg, blessant au moins cinq femmes et un enfant, a indiqué la police. Les engins explosifs étaient placés dans les toilettes réservées aux Noirs d'un centre commercial de la ville. La veille, un autre attentat à la bombe avait fait huit blessés devant un café du centre. Deux autres bombes avaient pu être désamorçées. - (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

Les efforts diplomatiques des États-Unis

L'étrange « optimisme » de M. Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

Sans qu'on sache très bien pourquoi, M. Bush est « optimiste » quant aux chances de parvenir à un règlement au Proche-Orient. Après s'être entretenu avec le secrétaire d'État, M. James Baker, rentré la veille d'une nouvelle tournée dans la région qui n'a permis aucun progrès sur l'essentiel et de très modestes résultats sur l'accessoire (l'ébauche de la négociation d'une procédure de négociation), M. Bush a affirmé, vendredi 17 mai, une « surprenante confiance » : « Il y a de vraies raisons d'être optimistes, et nous allons continuer d'œuvrer à ce processus, nous n'allons pas abandonner. »

Pré d'en dire un peu plus sur les raisons qui fondent cet optimisme, M. Bush s'est toutefois réfugié derrière la nécessité de rester discret pour mener une « diplomatie tranquille ». Mais certains responsables de l'administration mêmes admettent que les résultats obtenus par M. Baker ne sont guère encourageants, sauf à se satisfaire de très peu. La plupart des observateurs sont, eux aussi, profondément sceptiques, et les médias américains n'ont accordé qu'une attention limitée à ce dernier épisode de la diplomatie proche-orientale des États-Unis.

L'optimisme de M. Bush, qu'il soit ou non de commande, présente en tout cas un sérieux avantage pour l'administration : il lui évite de procéder à des remises en cause douloureuses, dispense le président de frapper un grand coup sur la table, comme certains lui en prêtaient l'intention, et en particulier de mettre clairement Israël et certains pays arabes en face de leurs responsabilités. Continuer dans la même voie est la solution la plus facile, même si cette voie risque de ne pas conduire bien loin : il y a mouvement, ou du moins apparence de mouvement, et les États-Unis peuvent légitimement prétendre tenir parole et poursuivre leurs efforts pour créer un nouvel ordre régional, après l'élimination de la menace irakienne.

Quelles pourraient être les prochaines étapes de ce long cheminement ? L'administration améri-

caine va-t-elle organiser une réunion à Washington, lançant des invitations aux parties intéressées et faisant savoir que les absents auraient tort ? L'hypothèse a beaucoup couru ces derniers jours, mais, a fait savoir M. Bush, « c'est un détail dont je ne discute pas ». Le secrétaire d'État retournera-t-il au Proche-Orient ? S'il y a des raisons pour qu'il y retourne, il le fera... Tout indique pour l'instant que M. Bush, loin de tenter de forcer l'allure, souhaiterait plutôt la ralentir un peu : tel est d'ailleurs le conseil donné vendredi par l'ancien secrétaire d'État, M. Henry Kissinger, qui ne voudrait pas que les États-Unis « se retrouvent dans une position où l'urgence semble plus grande pour nous que pour les parties ». Que l'administration décide de prendre son temps serait d'ailleurs tout à fait conforme aux vœux des amis d'Israël, qui s'inquiètent toujours de toute velléité de « pression » de la part de la Maison Blanche. Et plus le temps passera, plus on s'engagera dans la campagne pour les élections de l'automne 1992, période éminemment peu favorable à des initiatives politiques audacieuses.

Le constat qui s'impose dans l'immédiat est que ni Washington ni Jérusalem n'ont intérêt à donner l'impression que le processus de paix est dans une impasse, et que les deux partenaires préfèrent se concentrer sur des questions de procédure plutôt que d'entrer dans le vif du sujet. Les visites de M. Baker ont certes apporté quelques clarifications et permis en particulier de dissiper l'illusion selon laquelle une normalisation des relations israélo-arabes pourrait être traitée en priorité, la question palestinienne étant renvoyée à plus tard. Au contraire, Washington semble plutôt vouloir orienter désormais ses efforts vers l'ouverture d'un dialogue israélo-jordanien-palestinien. Et parmi tous les interlocuteurs de M. Baker, ce sont les Palestiniens des territoires occupés qui se sont montrés les plus conciliants. Peut-être parce qu'ils sont aussi les seuls à éprouver le besoin urgent que les choses ne restent pas indéfiniment en l'état.

JAN KRAUZE

ISRAËL

Trois Israéliens poignardés par un Palestinien à Jérusalem

Un Palestinien a blessé trois Israéliens à coups de couteau, vendredi 17 mai, à Jérusalem-Ouest, et le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a regretté qu'il n'ait pas été tué sur place. « C'est très grave, cet acte criminel qui a encore eu lieu en pleine rue à Jérusalem », a dit M. Shamir sur Radio-Israël. « Mon regret, l'agresseur a été capturé vivant et cela me fait très mal. » L'auteur de cet attentat, un homme de vingt et un ans, habitant près de Ramallah en Cisjordanie, s'est jeté sur ses victimes en criant « Allah ou Akbar » (Dieu est grand). L'attentat a été revendiqué par le Jihad islamique dans un tract distribué dans la bande de Gaza. Le groupe y explique qu'il s'agit d'un acte de protestation face aux « projets américains ». Des passants ont roué de coups l'agresseur, qui a été hospitalisé. Les trois victimes, deux hommes et une femme, n'ont été que légèrement blessés. D'autre part, un journaliste de la radio israélienne en langue arabe, Omar Shahine (quarante-sept ans), a été assassiné à coups de pistolet à Jérusalem-Est (arabes), a-t-on appris de source policière. - (AFP, Reuters.)

Le président de l'Assemblée générale de l'ONU établit un parallèle entre l'Holocauste et l'intifada. - « L'ONU a une responsabilité à l'égard des enfants de ceux qui ont souffert dans les camps de concentration comme à l'égard des enfants de l'intifada d'aujourd'hui », a écrit le président de l'Assemblée générale de l'ONU, le Malaisien Guido de Marco, en conclusion d'un rapport daté du 26 avril 1991 et qui vient d'être publié à New-York. Ce point de vue a entraîné une vive réaction en Israël. « Si vraiment un tel parallèle a été établi, il est scandaleux et constitue une insulte à la mémoire de six millions de juifs qui ont été massacrés dans les camps de concentration nazis », a déclaré M. Avi Pazner, proche conseiller du premier ministre Itzhak Shamir. - (AFP.)

IRAK : prison à vie pour un Britannique accusé d'espionnage. - Arrêté en septembre alors qu'il tentait de fuir l'Irak, un Britannique, M. Douglas Brand, cinquante et un ans, a été condamné à la prison à vie pour espionnage, a annoncé, vendredi 17 mai, le Foreign Office (nos dernières éditions du 18 mai). - (Reuters.)

Le nouveau gouvernement

Premier ministre : M^{me} Edith Cresson, PS (*).

MINISTRES D'ÉTAT

Education nationale : M. Lionel Jospin, PS.

Économie, finances et budget : M. Pierre Bérégovoy, PS.

Affaires étrangères : M. Roland Dumas, PS.

Fonction publique et modernisation de l'administration : M. Jean-Pierre Soisson, France unie (**).

Ville et aménagement du territoire : M. Michel Delebarre, PS (**).

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice : M. Henri Nallet, PS.

Défense : M. Pierre Joxe, PS.

Intérieur : M. Philippe Marchand, PS.

Culture et communication, porte-parole du gouvernement : M. Jack Lang, PS (**).

Agriculture et forêt : M. Louis Mermaz, PS.

Affaires sociales et intégration : M. Jean-Louis Bianco (*).

Travail, emploi et formation professionnelle : M^{me} Martine Aubry (*).

Équipement, logement, transports et espace : M. Paul Quilès, PS (**).

Coopération et développement : M^{me} Edwige Avice, PS (**).

Départements et territoires d'outre-mer : M. Louis Le Pen, PS (**).

Recherche et technologie : M. Hubert Curien, PS.

Relations avec le Parlement : M. Jean Poparen, PS.

Jeunesse et sports : M^{me} Frédérique Bredin, PS (*).

Environnement : M. Brice Lalonde, Génération écologie (**).

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Auprès du ministre d'État, ministre de l'économie des finances et du budget, chargé du budget : M. Michel Charasse, PS.

Auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de l'industrie et du commerce extérieur : M. Dominique Strauss-Kahn, PS (*).

Auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du commerce et de l'artisanat : M. François Doubin, France unie-MRG.

Auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la poste et des télécommunications : M. Jean-Marie Rausch, France unie (**).

Auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de la justice : M. Michel Sapin, PS (*).

Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : M^{me} Elisabeth Guigou, PS.Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie : M^{me} Catherine Tasca (**).

Auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, chargé de la santé : M. Bruno Durieux.

Auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication : M. Georges Kiejman (**).

Auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, chargé du tourisme : M. Jean-Michel Baylet, France unie-MRG.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Auprès du premier ministre, chargé des anciens combattants, M. Louis Mexandeau, PS (*).

Auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique, M. Jacques Guyard, PS (*).

Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner ; chargé des affaires étrangères, M. Alain Vivien, PS (*).

Auprès du ministre d'État, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, M. André Laignel, PS (**).

Auprès du ministre de la défense, chargé de la défense, M. Jacques Mellick, PS (**).

Auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, PS (*).

Auprès du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, chargé des grands travaux, M. Emile Blasini.

Auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, chargé des affaires sociales et de l'intégration, M. Kofi Yamgnane, PS (*); chargé de la famille et des personnes âgées, M. Laurent Cathala, PS (*); chargé des handicapés et des accidentés de la vie, M. Michel Gillibert.

Auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé des droits des femmes, M^{me} Véronique Neiertz, PS (**).

Auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, chargé du logement, M. Marcel Debarge, PS (*); chargé des transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre, PS; chargé de la mer, M. Jean-Yves Le Drian, PS (*).

Auprès du ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, chargé du commerce extérieur, M. Jean-Noël Jeanneney (*).

(*) Nouveau membre du gouvernement.

(**) Membre du gouvernement précédent ayant changé d'attribution.

(***) Membre du gouvernement précédent ayant changé de titre sans changer d'attribution.

M^{me} Edith Cresson a gagné une de ses premières batailles : il y a plus de femmes dans le gouvernement, qu'elle a fini de constituer vendredi 17 mai, que dans celui dont M. Michel Rocard a présenté la démission mercredi 15 mai.

Contrairement à son prédécesseur, elle en a fait accéder trois au titre de ministre de plein exercice. Deux sont ministres délégués, alors qu'elles étaient trois dans l'équipe sortante. Une est secrétaire d'État au lieu de trois précédemment. Ainsi aujourd'hui, en comptant le premier ministre, elles sont sept au lieu de six.

Le nouveau gouvernement compte quarante-cinq membres non compris son chef. Le gouvernement sortant en rassemblait quarante-sept, après la démission, le 29 janvier, de M. Chevènement. L'équipe de M^{me} Cresson n'est guère plus compacte que la précédente.

Les plus grandes nouveautés apparaissent au niveau des secrétaires d'État. Ils sont seize contre quinze dans l'équipe démissionnaire. Comme pour les ministres, les rocardiens sont les principales victimes de ce remaniement : quatre s'en vont (M^{me} Michèle André, M^{me} Tony Dreyfus, Robert Chapuis et Roger Bambuck), alors qu'ils ne sont que deux à faire leur entrée (M^{me} Alain Vivien et Jean-Pierre Sueur). Un fabiusien quitte l'équipe (M. André Méric), mais quatre l'intègrent (M^{me} Jacques Guyard, Kofi Yamgnane, Laurent

Cathala et Marcel Debarge). Aucun jospiniste n'est chassé, mais ils ne sont que deux à être intégrés (M^{me} Louis Mexandeau et Jean-Yves Le Drian). Les adhérents de France unie ne sont pas mieux dotés que les amis de M. Rocard : trois d'entre eux ne sont pas confirmés (M^{me} Lionel Stoléru, Thierry de Beaucé et M^{me} Hélène Dorihaci) alors qu'aucun nouveau n'est appelé au gouvernement. En revanche, si un divers gauche n'est pas reconduit (M. Gérard Renon), un autre fait son entrée (M. Jean-Noël Jeanneney).

Ainsi constitué dans sa totalité, le gouvernement comprend onze fabiusiens, dix jospinistes, quatre rocardiens, quatre socialistes sans appartenance de courant, un popériste, deux membres de Socialisme et République, dont un en rupture : soit trente-deux membres du PS, mais sans que soient respectés les rapports de forces entre les courants apparus au congrès de Rennes. A ces socialistes s'ajoutent sept divers gauche, trois France unie, deux MRG et un adhérent de Génération écologie.

C'est dire que, par rapport à l'équipe sortante, les fabiusiens gagnent quatre places, les jospinistes trois, les rocardiens en perdent quatre, les divers gauche en gagnent deux, mais France unie en perd sept : l'ouverture est close.

Le changement se manifeste aussi dans les structures. De l'ancienne équipe, quatre secrétaires d'État seulement res-

Les secrétaires d'État

Affaires étrangères

M. Alain Vivien : terres connues

Rapporteur spécial du budget de la coopération depuis plusieurs années, M. Alain Vivien, cinquante-deux ans, d'origine alsacienne, est inconnu au secrétariat d'État aux affaires étrangères.

Ancien professeur d'histoire à l'Université de Strasbourg, il a été nommé à la députation en 1973 dans la première circonscription de Seine-et-Marne, réélu sans interruption depuis, il s'était investi dans plusieurs organismes tournés vers les questions internationales. Il a été notamment vice-président de l'association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement et président du groupe d'études sur les problèmes du Sahara occidental. Il est actuellement administrateur parlementaire du Fonds d'aide et de coopération.

S'il a mis, depuis 1981, un soin particulier à remplir sa fonction de rapporteur pour la coopération (avec une interruption durant la collaboration), son nom est surtout attaché à un rapport qui lui a valu, pendant plusieurs années, coups de fil anonymes et menaces de mort. En 1982, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, confia à ce rocardien la tâche difficile d'établir un rapport sur le phénomène des sectes. Quatre ans plus tard, il s'était rendu au Guyana où il avait pu constater les terribles dégâts humains que pouvait provoquer le fanatisme : à l'appel de leur « gourou », neuf cents adeptes de la secte du « Temple du peuple » s'étaient suicidés. Remis à Maitignon en 1983, son rapport, compte tenu de sa matière, attendra deux ans avant d'être rendu public. Plusieurs sectes demandent en vain la levée de son immunité parlementaire.

P. S.

[Né le 20 août 1938 à Melun (Seine-et-Marne), fils d'industriel, marié, deux enfants, M. Alain Vivien est titulaire d'un DES de lettres. Il a été professeur au lycée-pilote de Montgeron et à l'Institut national technique pour les sciences humaines avant d'enseigner à Melun. Député depuis 1973, réélu sans interruption, il a été vice-président de l'Assemblée (1982-1983).]

Logement

M. Marcel Debarge : un diplomate-né

Cela faisait longtemps que M. Marcel Debarge avait envie d'entrer au gouvernement. Il y avait fait une courte apparition, dans la première équipe de M. Pierre Mauroy, en mai 1981, pour garder une place promise à un communiste après les élections législatives de juin. Depuis, le sénateur de la Seine-Saint-Denis partageait son temps entre le palais du Luxembourg, sa mairie du Pré-Saint-Gervais et un rôle de négociateur à la direction du PS, où il a longtemps été chargé des relations extérieures, puis des élections : discussions épineuses avec les communistes et conflits internes en tout genre. Après le congrès de Rennes, il y a un an, ses dons de diplomate, sa bonhomie et sa loyauté avaient valu à ce fabiusien tranquille d'être plébiscité comme numéro deux du PS par... les autres courants du parti.

Parce qu'il a milité à la fédération CGT des FTT, cet ancien postier est considéré comme un bon connaisseur du syndicalisme de la fonction publique. Parce qu'il est élu d'un département qui est un bastion communiste, il a ses « sources » sur les débats internes du PCF. Mais M. Debarge, venu au PS en 1969 après s'être engagé au PSU, procède d'Alain Savary avant de rejoindre le courant de M. François Mitterrand en 1977, à d'autres cordes à son arc. En 1980, quand le futur président de la République cherche le contact avec les gaullistes les plus hostiles à M. Valéry Giscard d'Estaing, le sénateur de la Seine-Saint-Denis y travaille en prenant langue avec son collègue des Vosges, M. Christian Poncellet.

D'origine ouvrière, de sensibilité populaire, d'inclination marquée à gauche, M. Debarge ne met rien au-

dessus de son indépendance, même s'il tient à sa relation personnelle avec M. Mitterrand, qu'il reçoit, chaque année, au Pré-Saint-Gervais.

P. J.

[Né le 16 septembre 1929 à Courmoulin (Pas-de-Calais), cadre aux FTT, membre du Parti socialiste, M. Debarge est élu maire du Pré-Saint-Gervais en mars 1977 (réélu en 1983 et en 1989) et sénateur de la Seine-Saint-Denis en septembre de la même année. Membre du secrétariat national du PS depuis le congrès de Metz, en avril 1979, chargé successivement des collectivités locales, des relations extérieures, des fédérations et du contentieux, puis de la coordination (numéro deux), il a appartenu au premier gouvernement de M. Mauroy (mai-juin 1981) en qualité de secrétaire d'État à la formation professionnelle. Ayant retrouvé son siège de sénateur en juin 1981, il y a été reconduit en septembre 1986.]

Commerce extérieur

M. Jean-Noël Jeanneney : l'héritier d'une dynastie

Jules, le grand-père, fut président du Sénat. Jean-Marcel, le père, fut ministre du général de Gaulle. Le fils est désormais, à quarante-neuf ans, secrétaire d'État au commerce extérieur de François Mitterrand. Pour beaucoup, l'héritage aurait été écrasant. Pour Jean-Noël Jeanneney, il a été une référence et une discipline, une éducation et un atout. De cette prestigieuse filiation, l'homme puise quelques convictions républicaines simples et des valeurs - aujourd'hui qualifiées de désuètes - incarnées par les « hussards noirs » de la III^e République. « Intègre » est le qualificatif qui vient spontanément à la bouche de ses plus proches collaborateurs.

Plus méandriste que socialiste, l'universitaire normalien, historien, professeur à Sciences-Po, n'effarouchait ni à droite ni à gauche lorsque la Haute Autorité le propulsa PDG de Radio-France en 1982. Son indépendance, pourtant, irrita - le socialiste Georges Fillioud comme le libéral Philippe de Villiers - et lui valut, dit-on, l'estime de François Mitterrand. Et s'il entre par mariage dans le cercle politique - il épouse Annie-Lou Cot, la sœur de Jean-Pierre, - c'est la CNCL qui le fait tomber à gauche, fin 1986, en le renvoyant à ses chères études.

Entre-temps, le jeune homme politisé et affable a su muer en qualité de chef d'entreprise audiovisuelle son évident intérêt pour les médias - livres, recherches et même émissions de télévision en témoignent. (1). L'observateur dépressif n'a appris à décider et à trancher, ce qui lui vaut parfois de solides inimitiés. « Pourquoi aurais-je eu pitié de ceux qui avaient du répondant ? », confiait-il à l'Express en juillet 1988. Je jouais de mon autorité, ils jouaient leur jeu ».

La réélection de François Mitterrand acquiesce, on le voit de retour à la tête d'une chaîne de télévision, voire ministérielle. Mais la faveur du prince se fait attendre. Et celle-ci prend le détour de la tragédie, puisque ce sont les décès successifs de Michel Baroin et d'Edgar Faure qui le conduisent à la tête de la Mission du bicentenaire

de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme.

P.-A. G.

(1) Jean-Noël Jeanneney est notamment l'auteur, en collaboration avec Jacques Lelièvre, du *Monde de Boue-Méry ou le métier d'Alceste*; il est par ailleurs membre du conseil d'administration de la Société des lecteurs du *Monde*.

[Né le 2 avril 1942 à Grenoble, M. Jean-Noël Jeanneney est normalien, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé d'histoire et docteur en lettres. Il a été successivement maître de conférences puis professeur des Universités, Conseiller de programmes à l'INA en 1979, il rejoint le Haut Conseil de l'audiovisuel de 1979 à 1982, puis devient PDG de Radio-France de 1982 à 1986, PDG de RFI de 1983 à 1986. Il a été également administrateur de l'AFP, de l'ORTF et de la SFRT avant de rejoindre les éditions du Seuil en 1987. Président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française de 1988 à 1989, il a écrit une douzaine d'ouvrages dont *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir*.]

Dans la presse internationale

« Edith I^{re}, la combattante »

« Intransigente », « courageuse », « pugnace », « combative », « batailleuse »... Quand M^{me} Edith Cresson a franchi le seuil de l'hôtel Matignon, sa réputation était déjà faite à l'étranger. Chefs de gouvernement de tous les pays, il va falloir vous bagarrer : votre homologue française n'est pas une tendre. Telle est la substance des commentaires suscités dans la presse internationale par la nomination d'Edith la First (The Economist).

Qu'elle soit « la première » (femme à ce poste en France) laisse la presse étrangère relativement indifférente. En revanche, son ferme caractère donne matière à une floraison de superlatifs. Les cousins de la Belle Province sont les plus démentés : « M^{me} Cresson est une énigme pour le milieu politique québécois » (le Soleil de Québec) : les Italiens les plus enthousiastes : « Élegante, forte, dotée d'une personnalité volontaire et pugnace », le nouveau chef du gouvernement français, pour le *Corriere della Sera*, « aime la lutte et n'a peur de rien ».

Le *New York Times* intitule sa biographie « La combattante de France ». Elle va insuffler une touche de militantisme à ce parti teinté de social-démocratie ennuyeuse (...) (The Guar-

dian). « Edith Cresson donne au gouvernement socialiste un nouveau visage, physiquement attrayant mais avant tout politiquement militant » (le quotidien néerlandais Handelsblad).

Que la barre restera entre les mains de celui qui l'a nommée là, nul n'en doute. Tout en reconnaissant que l'idée d'appeler une femme aux affaires, dans un pays « qui commença à s'ennuyer », est « géniale », *La Repubblica* souligne qu'en France « le vrai pouvoir réside à l'Élysée et non à Matignon (...) la réédition d'une « Dame de fer » sur les rives de la Seine » est impossible. « Cresson est une militante active et parfois imprudente, et ne constitue pas, du moins en théorie, la solution la plus logique. Mais, sans aucun doute, c'était la solution Mitterrand », note l'éditorialiste du quotidien espagnol ABC.

Avis partagé par le *Süddeutsche Zeitung* : « Edith Cresson est la fille politique de Mitterrand, elle interprète et met en œuvre sa volonté, à tel point qu'un échec de sa mission rejaitrait obligatoirement sur le président. » En cas de succès, en revanche, M^{me} Cresson aurait beaucoup à gagner de cette sujétion selon le *Times* : « En quatre ans, beaucoup de choses peuvent mal tourner dans la présidence d'un sep-

tuagénnaire. La fonction du premier ministre est de faire en sorte que ce ne soit pas le cas. Si elle y parvient, Edith Cresson a de fortes chances d'hériter de l'Élysée. »

C'est évidemment à gauche, dans le panorama du socialisme français, qu'est situé le premier ministre. Le *Washington Post* voit dans ce changement « un retour au passé de gauche du président François Mitterrand ». Mais le quotidien américain ne prévoit « toutefois pas de modification significative dans la politique économique modérée de Michel Rocard ».

The Economist souligne l'absence de marge de manœuvre du nouveau chef de gouvernement : « La France est impliquée dans l'objectif de l'union économique et monétaire européenne et ne peut s'écarter de sa politique monétaire serrée qu'à prix fort. Ce qui laissera peu de champ à plus de générosité en matière de politique sociale ». Le *Financial Times* partage cet avis : « M^{me} Cresson n'est pas une Européenne née : elle est nationaliste. Si elle colle à l'objectif existant d'union économique et monétaire, elle sera aussi obligée de coller à une politique économique rigoureuse. Il est difficile d'imaginer comment elle pourra promouvoir une politique sociale plus géné-

reuse que celle de son prédécesseur. » Les Japonais ont évidemment largement commenté la nomination de cette « partisane d'une politique européenne commerciale protectionniste » (The Washington Post).

Si le quotidien économique *Nihon Keizai* analyse plus la politique française à l'égard du Japon qu'il ne s'intéresse à la personnalité de M^{me} Cresson, il rappelle néanmoins que le nouveau premier ministre français considère le Japon comme « un ennemi » et qu'il n'est peut-être pas fortuit que le mari de celle qu'il nomme familièrement « *salada-chan* » (« la petite Madame Salade ») ait travaillé pour Peugeot. Le *Mantichi* est inquiet : M^{me} Cresson, écrit en substance le quotidien, « rationalise » la création de la forteresse Europe et, étant donné que le déficit commercial européen vis-à-vis du Japon augmente, il n'est pas impossible que les thèses de M^{me} Cresson bénéficient d'un soutien accru. Sur le dossier automobile en particulier, souligne le quotidien, M^{me} Cresson « a compliqué le problème avec des demandes de réciprocité, et le seul résultat tangible est qu'il n'y a pas eu d'accord ».

M.-P. S.

صلى الله عليه وسلم

DU GOUVERNEMENT

tant en place avec les mêmes attributions (MM. Bernard Kouchner, Emile Blasini, Georges Sarre et Michel Giliert). Trois changent d'affectation : M. André Laignel qui passe de la formation professionnelle à la ville et à l'aménagement du territoire, M. Jacques Mellick qui quitte la mer pour aller à la défense - et qui, au passage, est privé de son titre de ministre délégué et donc du droit d'assister à tous les conseils des ministres - et M. Véronique Neiertz qui abandonne la consommation au profit des droits des femmes.

Quatre fonctions ne sont plus dotées d'un responsable ministériel : le plan, la consommation, l'économie sociale et les relations culturelles internationales.

Seul le secrétariat d'Etat aux anciens combattants n'est rattaché à aucun ministère de tutelle. L'affectation de certains autres changent : l'action humanitaire dépend des affaires étrangères et non plus du premier ministre ; les droits des femmes quittent aussi le premier ministre pour aller au travail. Des secrétariats d'Etat sont créés auprès des ministres de la ville et de l'aménagement du territoire et des affaires sociales et de l'intégration. Ceux des collectivités locales, rattachés à l'intérieur, et du logement, dépendant de l'équipement, sont recréés. En revanche, le ministre des affaires étrangères n'est plus assisté que d'un secrétaire

d'Etat et non plus d'un ministre délégué. De même la mer perd son statut de ministère délégué pour n'être plus qu'un secrétariat d'Etat. Le commerce extérieur n'a plus aussi droit qu'à ce titre, alors que c'était jusqu'alors un ministère de plein exercice.

Neuf députés quittent l'Assemblée nationale pour entrer au gouvernement, réduisant d'autant la faible majorité du gouvernement, durant le mois pendant lequel ni eux, ni leurs suppléants, ne peuvent participer aux scrutins. Ce sont : M. Frédéric Bredin, MM. Dominique Strauss-Kahn, Michel Sapin, Louis Mexandeau, Jacques Guyard, Alain Vivien, Jean-Pierre Sueur, Laurent Cathala et Jean-Yves Le Drian. Un sénateur suit le même chemin : M. Marcel Debarge.

En revanche six anciens députés quittent le gouvernement sans pouvoir retrouver leur siège, sauf à provoquer des élections partielles ou à ce que l'Assemblée soit dissoute : MM. Michel Rocard, Louis Besson, Claude Evvin, Jacques Mellick, Lionel Stoléru et Robert Chapuis. Trois sénateurs sont dans la même situation : MM. Paul Durefou, Jacques Pelletier et André Mérie.

Sept régions, en dehors de l'outre-mer, ne sont toujours pas représentées au gouvernement : Alsace, Champagne-

Ardennes, Corse, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Deux l'étaient et n'y sont plus : Pays de Loire et Picardie. Une ne l'était pas et y est : la Haute-Normandie. La Bretagne passe de un à trois représentants. Le plus important est, probablement, l'entrée en force de la banlieue parisienne. Jusqu'alors un seul de ses élus, en plus de M. Rocard, siégeait dans l'équipe ministérielle : M. Neiertz (Seine-Saint-Denis). Elle est aujourd'hui rejointe par MM. Debarge (Seine-Saint-Denis), Sapin (Hauts-de-Seine), Cathala (Val-de-Marne), Strauss-Kahn (Val-d'Oise), Guyard (Essonne), Vivien (Seine-et-Marne).

Ainsi, à la veille des élections régionales, alors que Paris a deux représentants (MM. Quilès et Sarre), voire trois avec M. Joxe, seul, en Ile-de-France, le département des Yvelines n'a aucun élu siégeant au gouvernement. Pourtant, y compris dans la région de l'ancien premier ministre, les rocardiens sont loin d'être privilégiés : sur ses dix ministres, ou secrétaires d'Etat, ils ne sont que deux, alors que les fabiusiens sont cinq, les jospinistes deux, les amis de M. Chevènement un. Ce gouvernement prépare peut-être les législatives, mais certainement aussi les régionales.

Th. B.

qui arrivent

Anciens combattants

M. Louis Mexandeau : brave soldat

M. Louis Mexandeau a, depuis dix ans, un privilège toléré par tous les socialistes et envié par quelques uns : il organise les repas d'anniversaire de la première élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, et choisit lui-même les invités. Ancien militant communiste, vieil ami de M. Louis Mermaz, il a participé à l'aventure de la Convention des institutions républicaines avec M. François Mitterrand. Il chante à merveille, chaque fois que l'occasion se présente, « Salut à vous, braves soldats du 17^e ».

Ce ne sont pas ses seuls titres d'an-

cient combattant de la République et de la gauche. Militant laïque, auteur en 1976 d'un « plan pour l'éducation » que ses amis préfèrent oublier tant il était explosif, il passe pour l'un des derniers « archaïques » du socialisme, comme disaient les rocardiens. Cet agrégé d'histoire, auteur d'un ouvrage sur les capétiens, député du Calvados depuis 1973, regrettait encore, en 1990, que le mot « prolétaire » ait été banni des programmes socialistes. En 1981, ministre tout neuf des PTT, il avait pris le métro, comme de coutume - et en 2^e classe, le ticket faisant foi - pour

venir au premier comité directeur du PS réuni après la victoire de M. Mitterrand.

Il n'est pas averse de formules audacieuses, parfois maladroites, qui donnent la mesure de son farouche engagement dans le camp socialiste. En 1986, à la veille de la « cohabitation » consulté par M. Mitterrand sur le choix du premier ministre de droite, il s'était exclamé, horrifié à l'idée que M. Chirac pourrait entrer à Matignon : « C'est Hindenburg qui a appelé Hitler. Hitler, à l'époque, était tout à fait présentable. Souvenez-vous, jaquette et chapeau haut de

forme ». Cela donne, aussi, la mesure de l'enthousiasme de ce jospiniste et des relations chaleureuses et confiantes qu'il entretient avec M. Mitterrand.

J.-Y. L.

[Né le 6 juillet 1931 à Wanquetin (Pas-de-Calais), M. Louis Mexandeau, agrégé d'histoire, a été membre du bureau politique de la Convention des institutions républicaines (1969-1971). Elu député socialiste du Calvados en 1973, et conseiller général la même année, il a été ministre des PTT (1981-1983), puis ministre délégué chargé des PTT jusqu'en 1986.]

Collectivités locales

M. Jean-Pierre Sueur : une passion toute neuve

Depuis qu'il a été élu maire d'Orléans, M. Jean-Pierre Sueur n'a d'eux que pour sa ville. Comme s'il s'ennuyait encore que la très bourgeoise cité du Loiret, après trente années de pouvoir sans partage à droite, se soit soudainement, en mars 1989, révoltée socialiste. Mais ce quadrangulaire, compagnon de M. Michel Rocard, a le socialisme rassurant.

C'est par la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) dont il rédige les journaux que l'élève de Normale Sup, agrégé de lettres, est venu à la politique. Mais parallèlement, il milite dès 1967 au PSU, qu'il quittera en 1974, comme la plupart de ses amis rocardiens, pour rejoindre le PS. Le hasard d'un poste universitaire l'envoie à Orléans, en 1973. Sous la houlette de Michel de la Fournière, lui aussi ancien de la JEC, les rocardiens prennent le contrôle de la fédération socialiste du Loiret et mènent une lutte acharnée contre les maires successifs d'Orléans.

En 1981, la chance va sourire une première fois à M. Sueur. La « vague rose » du printemps lui offre un fauteuil inattendu de député.

Très présent dans les débats à l'Assemblée nationale, notamment sur les questions d'enseignement, M. Sueur n'en oublie pas moins de labourer consciencieusement ses terres électorales. Aux municipales de 1983, Orléans lui préfère toutefois largement M. Jacques Douffia-gues. Mais une nouvelle occasion se présente au député socialiste, lorsque, en 1988, le maire décide de quitter la politique et de laisser sa place à son premier adjoint. Celui-ci ne parvient pas à s'imposer et M. Sueur recueille, en mars 1989, les fruits de quinze ans de militantisme à Orléans.

Le mandat de maire l'avait comblé. Sa nouvelle responsabilité ministérielle devrait permettre à M. Sueur de nourrir encore sa passion toute neuve pour les collectivités locales.

P. R.-D.

[Né le 28 février 1947, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), M. Sueur est agrégé de lettres modernes. Maître-assistant de linguistique à l'université d'Orléans de 1973 à 1981, il a été élu député (PS) de la 1^{re} circonscription du Loiret en 1981, et réélu en 1986 et en 1988. M. Sueur est maire d'Orléans depuis mars 1989.]

Mer

M. Jean-Yves Le Drian : atypique

M. Jean-Yves Le Drian est un socialiste résolument atypique. Avec une petite dose de Rocard et une grosse de Mauroy, le maire de Lorient fait partie de ceux que l'on a appelés les « transcourants », tribuns du PS qui se sont efforcés, en vain, ces dernières années, d'obtenir un dépassement des clivages internes. Avec les amis Jean-François Hollande, devenu depuis député de la Corvée, et Jean-Michel Gaillard notamment, il avait signé, dans le *Monde*, de nombreuses tribunes, sous le nom collectif de Jean-François Trans, afin d'appeler à la modernisation des structures et de la pensée du PS. Il est l'un des créateurs

du club Démocratie 2000 constitué autour de Jacques Delors.

Il s'est fait une spécialité des problèmes de défense et de la mer. Il est l'auteur d'un rapport sur la marine marchande publié en 1989, que Michel Rocard lui avait commandé.

J. Y. L.

[Né le 30 juin 1947 à Lorient, agrégé d'histoire contemporaine, M. Jean-Yves Le Drian a été élu conseiller municipal de Lorient en 1977, député socialiste du Morbihan l'année suivante, et maire de Lorient en 1981. En 1988, il devient vice-président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.]

Enseignement technique

M. Jacques Guyard : le notable de la ville nouvelle

Avec M. Jacques Guyard, l'Es-sonne fait son entrée au gouvernement. L'Es-sonne ou, plutôt, en la personne du maire d'Evry, l'un des deux piliers de cette fédération socialiste turbulente, l'autre étant Massy, dont le maire est M. Claude Germon. Le premier, fabiusien, second, jospiniste, qui ne s'aime guère, ont fort à faire avec les jeunes militants et élus qui les cernent, ceux de la Nouvelle Ecole socialiste de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, les amis de M. Marie-Noëlle Lienemann, maire d'Atthis-Mons, sans compter les jeunes fabiusiens réunis autour de M. Thierry Mandon, et d'autres encore.

Au milieu de ces agitateurs d'idées et de mouvements revendicatifs divers, le maire de la ville préfecture fait figure de notable administrant consciencieusement sa commune. Sa jeunesse militante dans le syndicalisme enseignant et au CERES de M. Jean-Pierre Chevènement - il a été, parce que ce courant y était majoritaire, premier secrétaire de la fédération de Paris de 1971 à 1974 - a rendu M. Guyard méfiant devant les engagements idéologiques. Avec M. Christian Pierret, il avait pris ses

distances en 1978 vis-à-vis de M. Chevènement et avait rejoint, au congrès de Metz, le courant de M. François Mitterrand. Adjoint, en 1977, au maire d'Evry, auquel il succédera en 1983 (il sera réélu en 1989), M. Guyard se consacre à l'aménagement de la ville nouvelle.

Député depuis 1981, M. Guyard a soutenu, au congrès de Rennes, l'an dernier, M. Laurent Fabius, dont le courant s'était réuni pour la première fois dans sa ville en septembre 1989.

P. J.

[Né le 19 novembre 1937 à Paris, professeur agrégé d'histoire, M. Guyard a appartenu, de 1962 à 1967, au secrétariat du SNES et à celui de la FEN. Maître assistant à l'université Paris-I de 1968 à 1981, entré au Parti socialiste en 1969, il est élu adjoint au maire d'Evry et président du syndicat d'aménagement de la ville nouvelle en mars 1977, maire en mars 1983. Elu député de l'Es-sonne en juin 1981, il a été réélu en mars 1986 et en juin 1988. Il a présidé le groupe socialiste au conseil régional d'Ile-de-France de 1982 à 1986.]

Famille et personnes âgées

M. Laurent Cathala : un fabiusien de choc

M. Laurent Cathala est l'un de ces élus socialistes représentatifs des militants venus en PS dès le début des années 70, parfois après un passage dans un autre mouvement de gauche ou d'extrême gauche, et bientôt partis à la conquête de mandats locaux. Il est né dans une famille de viticulteurs de l'Aude, il a dix-sept ans lorsqu'il adhère, en 1962, au PSU. Infirmer, il se syndique à la CFDT et, en 1968, employé à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, il y anime les grèves de mai et juin. Trois ans plus tard, il quitte le parti de M. Michel Rocard. En 1973, il rejoint le PS et, au sein de celui-ci, le courant CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Créteil est, depuis le milieu des années 60, une ville qui connaît un développement urbanistique intense et dont les quartiers d'habitation nouveaux se peuplent d'une population composée principalement d'employés. Son maire, le général Pierre Billotte, membre du parti gaulliste, voit son électorat devenir bientôt minoritaire. M. Cathala remporte, en mars 1976, une élection cantonale et compte bien, dès lors, conduire la liste de la gauche aux élections munici-

pales de l'année suivante. Au terme d'une intense compétition interne, il obtient l'investiture des militants, et sa liste bat celle de M. Billotte avec 57 % des voix.

Ayant rejoint le courant de M. François Mitterrand au congrès de Nantes, en juin 1977, M. Cathala doit attendre juin 1981 pour pouvoir se présenter aux élections législatives et devenir député. Délégué national du PS aux DOM-TOM, puis aux sports, il soutient M. Laurent Fabius et même, en vue du congrès de Rennes de mars 1990, une bataille animée contre la direction fédérale, jospiniste, du Val-de-Marne.

P. J.

[Né le 21 septembre 1945 à Saint-Jean-de-Barrou (Aude), surveillant des services médicaux, membre du Parti socialiste, M. Cathala est élu, en mars 1976, conseiller général du canton de Créteil-Sud (mandat renouvelé en mars 1982 et auquel il renonce, pour cause de cumul, en 1988, de même que, plus tard, à celui de conseiller régional). Elu maire de Créteil en mars 1977, réélu en mars 1983 et en mars 1989, il devient député du Val-de-Marne en juin 1981, mandat qui lui est renouvelé en mars 1986 et en juin 1988.]

Affaires sociales et intégration

M. Kofi Yamgnane : le « Celte noir »

Elu « Breton de l'année » en 1990 par le magazine *Armor Magazine*, M. Kofi Yamgnane a reçu ce titre comme l'aboutissement ultime de son intégration : « J'en suis fier, confie-t-il, et je le revendique en hommage à la population de mon village pour qui être noir n'est ni une vertu, ni une tare » (le *Monde* daté 9-10 décembre 1990). Un an et demi plus tôt, cet ingénieur d'origine togolaise avait été élu à la mairie de Saint-Coulitz (prononcez Saint-Coult), une petite commune de 363 habitants de l'arrondissement de Châteaulin, dans le centre du Finistère. Maire noir d'un village blanc, il est devenu aussitôt le symbole très médiatique de l'intégration à la française.

Longtemps après ce matin de crachin du 22 septembre 1984 où il débarquait à Brest pour entrer en « prépa » scientifique, Kofi, fils d'un modeste planteur de brousse, n'a pas oublié les terrains vagues où il jouait avant qu'un Père jésuite ne lui ouvre le chemin de l'école. Naturalisé depuis 1975, il se sent pourtant encore suffisamment africain pour créer « un conseil des sages » dans sa commune. Breton et Togo-lais, celui qu'on appelle désormais dans la région le « Celte noir » est français avant tout. Au point de refuser l'invitation des maires noirs

des Etats-Unis pour leur congrès, en avril dernier à New-York, parce que, disait-il : « Moi, je lutte pour l'intégration, eux se battent pour leur différence ».

Socialiste de longue date, ce che- vènementiste devenu fabiusien a su utiliser sa notoriété nouvelle pour obtenir des moyens pour sa commune. A son nouveau poste, il servira en retour d'emblème à la politique du gouvernement : l'intégration par l'insertion sociale.

« Je suis très surpris par cette nomination, a commenté dès vendredi le nouveau secrétaire d'Etat. J'ai eu très peur, mais j'ai dû oui. Je vais voir ce que je peux faire pour moderniser le modèle d'intégration de la France pour faire de la politique, tout en restant un homme du peuple ».

J.-J. B.

[Né en 1948 à Bassar (Togo), M. Yamgnane, après des études secondaires à Lomé, est diplômé de l'école des mines de Nancy, puis entre à la direction de l'équipement du Finistère. Marié à Anne-Marie, professeur de mathématiques à Châteaulin, il s'installe en 1973 à Saint-Coulitz. Aux élections municipales de 1983, il est le candidat le mieux élu de la liste. Elu maire le 20 mars 1989, il devient vice-président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) en mai 1990.]

Intégration tous azimuts

Assisté d'un secrétaire d'Etat d'origine togolaise, M. Jean-Louis Bianco se voit confier un ministère des affaires sociales et de l'intégration. La formule est nouvelle. La mot intégration aussi : il n'a fait son apparition officielle dans le vocabulaire politique que depuis un an et demi. Jusqu'alors, on préférait parler plus timidement d'une « insertion » des immigrés dans la société française, étant entendu que seuls des extrémistes pouvaient prôner l'assimilation.

A l'automne 1989, en pleine affaire du foulard islamique, certains réclamaient un ministère de l'immigration. D'autres, soulignant que l'immigration était officiellement stoppée, demandaient plutôt un ministère de l'intégration. D'autres encore proposaient un ministère de la population qui s'occuperait aussi bien des immigrés que des personnes âgées et de la natalité. M. Mitterrand semblait être favorable à cette dernière solution. Finalement, l'idée d'un ministère a été écartée. C'est un « secrétaire général à l'intégration », confié à M. Hubert Prévot et dépendant du premier ministre, qui a vu le jour en janvier 1990. L'intégration des personnes exclues, marginalisées ou appartenant à des cultures diffé-

rentes, expliquait-on, relève de plusieurs ministères (affaires sociales, emploi, éducation etc.). Si on la confie à un seul, les autres seraient tentés de s'en désintéresser.

La mission confiée à M. Bianco remet donc en question le fonctionnement du secrétariat, sinon son existence même. L'intégration ris- que fort désormais de se confondre avec la personne du sympathique M. Kofi Yamgnane, Noir et Breton d'adoption.

Une politique sans tapage

Intégrer qui ? Tous ceux qui sont en marge, précisait M. Rocard. Il refusait de distinguer les personnes d'origine étrangère du reste de la population et affirmait le « droit à l'indifférence ». C'était une intégration sans tapage. Moins on parlait des immigrés, et mieux la France se portait.

Les choses auraient pu en rester là si les émeutes de Vaucluse-Velin, en octobre 1990, n'avaient mis en évidence la situation détestable qui régnait dans certaines communes de banlieue - même dans celles où l'on croyait avoir « réparé » les cages d'ascenseurs. Le choc de Vaucluse-Velin a conduit, deux mois plus tard,

à ajouter un volet supplémentaire au dispositif : M. Michel Delebarre a été nommé « ministre de la ville », chargeant ainsi deux organismes existants, la Délégation interministérielle à la ville et la mission Banlieues 89.

Tout cela fait beaucoup de structures, se chevauchant un peu et dont aucune ne traite spécifiquement des questions liées à l'immigration. Or, il est clair que, depuis sa création, le secrétariat général à l'intégration s'occupe essentiellement des personnes d'origine étrangère. Et, à moins de se boucher les yeux et les oreilles, force est de constater que les jeunes des banlieues qui rencontrent les plus grandes difficultés et posent le plus de problèmes sont souvent des enfants d'immigrés maghrébins ou africains noirs. « Intégrés », ils ne le sont guère, faute de qualifications ou d'emploi. Ce qui ne les empêche pas d'être parfaitement « assimilés » sur le plan culturel et de ne pas avoir d'autre patrie que la France où ils sont nés.

Il n'y a aucune raison de réserver à ces jeunes un traitement à part, souligne-t-on à juste titre dans les milieux gouvernementaux. Mais à condition de ne pas oublier les immigrés plus âgés qui sont loin d'être culturellement intégrés, et de

ne pas ignorer les problèmes spécifiques que rencontrent les personnes d'origine étrangère. Certains responsables gouvernementaux pensaient d'ailleurs, ces dernières semaines, que le secrétariat général à l'intégration devait se transformer en Haut Commissariat à l'immigration : un organisme aux tâches mieux définies et pouvant être un interlocuteur politique valable pour les milieux immigrés.

S'en tenir à une intégration tous azimuts peut se justifier, à condition de ne pas noyer le poisson et de ne pas écarter des questions gênantes. Jusqu'ici, chaque fois qu'on a refusé d'aborder l'immigration au grand jour, on n'a fait qu'entretenir les peurs des Français et donner des voix au Front national.

Chargé de plusieurs dossiers lourds, comme la santé et les retraites, M. Bianco risque d'avoir aussi peu de temps que son prédécesseur, M. Evvin, pour s'occuper des questions liées à l'immigration. Mais la présence emblématique de M. Kofi Yamgnane à ses côtés viendra au moins les rappeler en permanence, en attendant peut-être de leur consacrer tous les moyens qu'elles mériteraient.

ROBERT SOLÉ

Ceux qui changent

De la concurrence et de la consommation aux droits des femmes

M^{me} Véronique Neiertz : le militantisme au secours des consommateurs

Paradoxe : M^{me} Véronique Neiertz, qui ne figure pas parmi les rocardiens, et avait naguère combattu le premier ministre sortant, est sans doute celle qui a le mieux incarné, avec succès, son programme de primauté aux conditions de la vie quotidienne, d'attention à la rue au concret. Pas seulement par sa fonction de secrétaire d'Etat chargée de la concurrence et de la consommation. Cette femme d'origine plutôt bourgeoise, épouse d'un directeur de sociétés spécialisées dans les produits de luxe, mais militante, s'est montrée plus à l'aise dans la défense des consommateurs et des familles endettées qu'elle ne l'avait été comme porte-parole du groupe socialiste.

Elle a été active sur tous les fronts, ne méprisant pas le détail, comme la sécurité des portes de garage ou la qualité de l'huile de friture, aussi bien que la protection juridique des consommateurs, menant une « lutte au quotidien » contre la hausse des prix sur les articles scolaires ou l'étiquetage des produits, en même temps qu'elle s'applique à favoriser la concurrence dans les services. Elle n'hésite pas à s'en prendre à l'occasion aux pétroliers, mais sait aussi user de la conciliation, par exemple pour les services bancaires.

Réaliste, elle n'ignore pas que ce combat doit sans cesse être renou-

velé. C'est sur le « surendettement » qu'elle a innové, pour répondre au développement exponentiel du crédit à la consommation, introduisant dans la législation française un système d'aide pour des familles souvent modestes qui doivent verser chaque mois plus de la moitié de leur revenu.

La loi votée à la fin de 1989 n'a pas instauré de « faillite personnelle », comme cela existe à l'étranger, mais permet de faire appel à des commissions départementales, qui peuvent proposer un report ou un étalement des versements. Le tout complété par des mesures de prévention — une meilleure information des consommateurs, un délai de rétractation, et surtout un fichier des incidents de paiement, géré par la Banque de France : M^{me} Neiertz aura su convaincre les établissements financiers, désireux de ne pas limiter leur liberté de vendre, qu'ils avaient aussi intérêt à réduire la proportion d'impayés.

Elle est aussi parvenue à faire appliquer vite sa loi, et, en un an, les commissions, qui ont reçu plus de cent mille dossiers, ont pu proposer des solutions pour près de la moitié d'entre eux, même si demeure le cas des plus pauvres, qui n'ont plus de possibilités de remboursement.

GUY HERZLICH

De la formation professionnelle à la ville et à l'aménagement du territoire

M. André Laignel : l'artisan du crédit-formation

M. André Laignel, nommé secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire après avoir occupé, depuis 1988, le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, reste dans un domaine où il pourra faire valoir son tempérament volontariste.

Au sein du gouvernement de M. Michel Rocard, M. Laignel a mis en chantier le crédit-formation individualisé (CFI), un des grands engagements pris par M. François Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1988. Depuis septembre 1989, le CFI a permis à près de 200 000 jeunes sans qualification de participer à des stages de formation. La formule, étendue plus récemment aux adultes salariés ou aux demandeurs d'emploi, permet de donner une seconde chance à ceux qui n'ont pu trouver une réelle insertion professionnelle au sortir du système scolaire. M. Laignel a également engagé la réforme de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), dont les missions ont été précisées grâce à la signature, en mars, d'un contrat d'objectifs avec l'Etat.

Toutefois, on retiendra aussi du passage de M. Laignel à la formation professionnelle les rapports

difficiles qu'il a entretenus avec les partenaires sociaux et ses relations parfois tendues avec le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, sous l'autorité duquel il se trouvait. Ainsi, en mai 1990, le patronat et quatre syndicats avaient menacé de se retirer des Entretiens Condocteur sur la formation professionnelle organisés par M. Laignel, afin de protester contre l'attitude de ce dernier, jugée trop rigide. Quant à la réforme de l'ANPE, elle a été adoptée au terme d'une partie de bras de fer entre le ministre du travail et son secrétaire d'Etat.

Sous la conduite de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, M. Laignel (par ailleurs maire d'Issoudun, dans l'Indre) va devoir traiter de problèmes difficiles mais, également, valorisants. Pour cela, il lui faudra savoir composer avec ceux qui, comme lui, sont des élus du peuple, une de ses expressions favorites. Pour cela, il conviendra que ses nouvelles fonctions, qui ne pourront ignorer les services de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), soient déterminées avec précision.

J.-M. N.

Les réactions en France

■ M. Michel Noir, député non inscrit du Rhône : « François Mitterrand mérite un prix d'excellence dans l'art du trompe-l'œil. Il nous a expliqué que Rocard avait un avenir national. En fait, on l'a déposé à la limite de l'acceptable. »

■ M. Jacques Chirac, président du RPR : « Mme Edith Cresson a du courage pour prendre un gouvernement en fin de course avec la perspective d'un échec aux prochaines législatives. Sa nomination est une bonne affaire politique pour un président usé. M^{me} Cresson est une fidèle, sa loyauté permettra au président d'avoir la haute main sur Malignon. Il ne pouvait pas trouver mieux. C'est une femme ayant une forte personnalité, une véritable expérience ministérielle, et des liens de loyauté avec le président de la République. La nomination d'une femme comme premier ministre en France est un événement historique qui aura des répercussions psychologiques profondes dans le pays, où désormais une femme pourra être présidentiable. Il ne s'agit pas d'un gadget mais d'une décision politique de grande importance de la part du président Mitterrand, et si j'avais été dans sa position, c'est ce que j'aurais fait. Mais le nouveau gouvernement n'est qu'un avatar d'une politique que l'opposition

souhaite changer. Ce qui nous intéresse, c'est un changement de régime. »

■ M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF : « Le gouvernement comprend, comme le précédent, des ministres socialistes et des ministres de droite. Le Parti communiste avait proposé une autre solution : tirer les conséquences des mauvais résultats du gouvernement Rocard et constituer un gouvernement rassemblant les forces de gauche et de progrès pour mener une politique répondant enfin aux besoins de celles et ceux qui avaient assuré la victoire de la gauche en 1981 et 1988. Il s'était déclaré disponible pour cela. Un autre choix a été fait, qui n'est pas de bon augure pour la suite. Si on avait souhaité mener une réelle politique de gauche, une politique de justice et de liberté, de paix, on ne se serait pas privé de l'apport communiste et on n'aurait pas continué à collaborer avec la droite. »

■ L'Association des démocrates : « Ceux des membres de l'association qui participaient au gouvernement sortant [MM. Pelletier, Duralfour et de Beaucé] ont été écartés dans un contexte de recul incontestable de l'ouverture. »

Ceux qui partent

M. Lionel Stoléru : un économiste médiatique au Plan

Les heures de gloire du Plan ont passé, mais M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan, n'entend pas rester dans l'ombre. Pour lui, après la planification impériale de 1945, la planification indicative des années 60, place à la planification stratégique de 1990, comparable, selon lui, à celle des grandes entreprises internationales. « Le rôle du Plan n'est plus de prévoir, il est de décider sans attendre de savoir », écrit-il (le Monde du 27 avril) : le plan doit être capable de réagir immédiatement aux événements. Lui qui a participé aux gouvernements de M. Raymond Barre voulait peut-être rattraper le temps passé loin des ministères. Sa conception du secrétariat d'Etat aura en tout cas été bien médiatique.

Suivant les thèmes du jour et les demandes du premier ministre, M. Stoléru façonne les travaux du commissariat de la rue de Martignac. C'est d'abord la préparation du X^e plan (1989-1992), intitulé

« la France, l'Europe ». M. Rocard engage la responsabilité de son gouvernement pour obtenir son vote, début 1989. C'est ensuite l'annonce d'une réflexion sur les bouleversements à l'Est. M. Stoléru veut que la France joue un rôle de conseil en matière de libéralisation des nouvelles démocraties. Il sillonne l'ancienne Europe socialiste, organise en novembre dernier une conférence internationale sur le passage au marché. C'est enfin la création, pendant la guerre du Golfe, d'un groupe de travail « anti-crise ».

Au cours de ces trois années, le décalage croissant entre un secrétariat au Plan très actif, réfléchissant sur le court terme, et le traditionnel Commissariat du plan, discret, sous la houlette de M. Pierre-Yves Cossé, est devenu gênant. Le nouveau gouvernement a tranché en choisissant la disparition du secrétariat d'Etat de la rue de Varenne.

F. L.

(Lire page 17.)

M. Gérard Renon : l'armement et la transparence

Ancien secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels, M. Gérard Renon était devenu, le 29 mars 1989, à quarante-neuf ans, secrétaire d'Etat à la défense, où il avait notamment en charge les dossiers de la gendarmerie et des exportations de matériel militaire.

Polytechnicien, ingénieur des Mines, au début des années 80, il avait été conseiller technique à l'Elysée et administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique. Mais c'est d'abord en diplomate qu'il avait dû agir pour tenter de désamorcer, en plein mois d'août 1989, la grogne des gendarmes, liée à leurs conditions de service et de traitement.

Depuis, il s'est surtout acquitté, avec discrétion et loyauté, de tâches d'assistance du ministre de la défense, que ce soit M. Chevènement ou M. Joxe, dans les opérations militaires françaises du Golfe. Dès la fin du mois d'août 1990, il se rend dans le sultanat d'Oman et à bord de la frégate Duplex pour inspecter le dispositif naval de contrôle de l'embargo dans le détroit d'Ormuz. Il retournera dans le Golfe à Noël, notamment à Abu-Dhabi, pour y visiter des unités françaises.

Devant ses divers auditeurs, il soutiendra les orientations de la politique française en matière de défense. Dans le débat sur le ralentissement de l'effort militaire, lié aux « dividendes de la paix » et au désarmement en Europe, il se prononcera pour une stricte application de la programmation militaire, une modernisation des forces nucléaires et la maintien d'une armée associant cadres de métier et appelés.

Au lendemain de la guerre du Golfe, M. Renon avait obtenu de nouvelles attributions, politiquement importantes. Il avait notamment hérité de M. Joxe le soin de définir une politique en matière de contrôle des exportations d'armements et de lutte contre la prolifération nucléaire. Un décret du 21 mars précise même ces attributions. M. Renon avait accepté le principe d'un dialogue avec le Parlement sur la question des exportations militaires, notamment l'insérialisation d'une présentation annuelle, écrite ou orale, du commerce français des armes. M. Renon n'aura guère eu le temps de mettre en pratique cette volonté de transparence, mais celle-ci ne pourra, en tout état de cause, être oubliée.

M. André Méric : une carrière couronnée

M. André Méric quitte un secrétariat d'Etat qui a couronné une carrière d'élite local (en Haute-Garonne) et de sénateur placé sous le signe de la pérennité.

Inamovible conseiller général du canton de Nailloux, de 1945 à 1988, indéfectible maire de Calmont depuis 1955, M. Méric, proche de M. Laurent Fabius, est entré au Sénat en 1948 et n'en a quitté les ors qu'en 1988. Vice-président du Palais du Luxembourg de 1956 à 1980, président intérimaire pendant le bref passage de M. Alain Feyer à l'Elysée, du 29 avril au 20 juin, il présida le groupe sénatorial socialiste de 1980 à 1988.

Ancien combattant de la guerre de 1939-1945, ancien prisonnier rescapé du camp de Raw-Ruska, en Prusse orientale, qu'il avait

réussi à faire inscrire en 1987 sur les listes des camps de concentration, M. André Méric, confronté aux revendications de la Fédération des anciens combattants d'Afrique du Nord (FNACA), a souvent bataillé au Parlement, au cours de longs débats passionnés en dépit de ses soixante-dix-sept ans, pour défendre les budgets de son secrétariat d'Etat.

A l'origine d'un projet de loi créant le statut de « prisonnier du Vietnam », M. Méric était intervenu en mars dernier, à l'occasion de l'affaire Boudard, pour exprimer son soutien aux associations qui « se dresseraient » contre l'universitaire accusé d'avoir été instructeur dans un camp vietnamien au cours de la guerre d'Indochine.

G. P.

M. Tony Dreyfus : le « super-conseiller » de M. Rocard

Le départ de M. Tony Dreyfus du gouvernement est, pourrait-on dire, organiquement lié au changement de premier ministre. Les attributions de cet avocat d'affaires — secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'économie sociale — rocardien historique, ne traduisaient en effet que partiellement son rôle dans la précédente équipe gouvernementale.

M. Dreyfus était, en fait, un des plus proches conseillers de M. Michel Rocard, pour lequel il remplissait des missions de confiance dans le domaine politique. En 1988, il fallut d'ailleurs

attendre un certain temps pour que ses attributions ministérielles soient précisées. Si le bilan de son action gouvernementale tient en peu de choses, le « super-conseiller » de M. Rocard n'est pas pour autant désintéressé de l'économie sociale. Les militants du monde associatif lui doivent en particulier un projet de loi en faveur du bénévolat permettant aux salariés d'obtenir plus facilement des congés de représentation afin d'assurer leurs responsabilités dans des organismes régis par la loi de 1901.

J.-M. N.

M^{me} Hélène Dorlhac : une voie étroite

Discrète, efficace et loyale, M^{me} Hélène Dorlhac, a réussi à s'imposer lors de son passage au secrétariat d'Etat à la famille (élargi aux personnes âgées depuis 1990), et cela malgré le handicap de ses options politiques. Giscardienne, ancienne secrétaire d'Etat chargée de la condition pénitentiaire en 1974 dans le premier gouvernement Chirac, elle a eu la lourde tâche de représenter, depuis 1988, la société civile sous la tutelle d'un ministre de la solidarité, M. Claude Evin, soucieux de garder ses prérogatives sur les dossiers les plus importants.

Malgré l'étroite marge de manœuvre qui lui a été laissée, elle a marqué son chemin par un nombre important de petites pierres. C'est à elle qu'est revenue la mission de s'assurer du suivi, en

France, de la convention internationale des droits de l'enfant. Elle s'est principalement employée à défendre l'enfance maltraitée en créant un numéro vert et en mobilisant les conseillers généraux sur ces dossiers douloureux. D'abord celui des abus sexuels, puis celui de tous les mauvais traitements. Elle est à l'origine d'une loi encadrant et protégeant les enfants mannequins, d'un dispositif de contrôle des associations s'occupant d'adoption d'enfants étrangers, de dispositions permettant de mieux suivre la femme enceinte.

Depuis sept mois elle s'occupe aussi des personnes âgées. Un dossier qui, disait-elle, lui tenait à cœur, et plus particulièrement l'aide aux personnes dépendantes.

Ch. Ch.

M. Thierry de Beaucé : victime du recentrage

Propulsé au gouvernement en mai 1988 au nom de l'ouverture, M. Thierry de Beaucé est une victime du « recentrage » mitterrandien. Secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales et à la francophonie dans le premier cabinet Rocard, il fut vite privé de cette dernière au profit de M. Alain Decaux, promu ministre délégué en tant que représentant de la « société civile ». Le partage des rôles entre les deux hommes — ainsi qu'avec M. Jacques Pelletier, leur collègue en charge de la coopération — ne fut pas sans soulever quelques problèmes frontaliers, notamment à propos du développement de l'action télévisuelle.

Ce grand commis de l'Etat, énarque courtois et voyageur, se disait à la tête de la « plus grande multinationale culturelle ». Il s'y intéressa en priorité au fonctionnement des établissements scolaires français à l'étranger et à l'Etat de l'édition dans la Communauté européenne, tentant en outre d'élaborer une stratégie en matière de radio à l'intention des nouveaux pays « libres » d'Europe de l'Est.

Intellectuel éclectique, grand amateur d'histoire et de littérature, fasciné par le Japon où il servit naguère comme conseiller culturel, M. de Beaucé partageait avec M. Mitterrand un souci prononcé sur le destin culturel de la France. Co-animateur de l'Association des Démocrates, un club de réflexion qui cherchait sans grand succès à diversifier la majorité présidentielle, M. de Beaucé aura plus de temps pour approfondir sa réflexion hexagonale, en songeant aux charmes éphémères du mitterrandisme de « centre gauche ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

M^{me} Michèle André : une action en demi-teinte pour les femmes

Quelques mois après son arrivée au secrétariat d'Etat aux droits des femmes, M^{me} Michèle André avait prévenu que son projet serait de « convaincre » et qu'elle ne laisserait pas de nom à une loi. Paradoxalement, son passage au gouvernement aura surtout été marqué par son action contre les violences faites aux femmes, qui a abouti à la rédaction d'un projet de loi (actuellement au Parlement dans le cadre de la réforme du code pénal) réprimant sévèrement les violences conjugales.

En revanche, les associations féministes lui reprochent de ne pas avoir suffisamment convaincu ses collègues au gouvernement de remédier aux inégalités entre les hommes et les femmes. Prendre la tête d'un tel ministère exige un engagement quasi militant pour la cause à défendre, et une grande opiniâtreté. M^{me} André avait largement fait savoir qu'elle aurait pré-

féré le portefeuille des sports. Adjoint au maire de Clermont-Ferrand et conseiller général depuis avril 1989, il lui a été fait grief de s'intéresser en priorité à sa ville, qui connaît, il est vrai, de nombreuses difficultés sociales.

Fallait-il s'attendre à une politique plus dynamique vis-à-vis des femmes de la part du gouvernement Rocard ? Les militantes du PS n'oublient pas que, dans son premier gouvernement, l'ancien premier ministre avait rattaché la défense des droits de la femme au ministère chargé de la famille, alors dirigé par M^{me} Georgina Dufoix. Plus que toute autre, M^{me} André avait reçu pour consigne de ne pas céder de centimètre dans ce secteur. Plus proche de la base que des hautes sphères politiques, mais avant tout rocardienne, M^{me} André avait accepté la règle du jeu fixée par Malignon.

CHRISTIANE CHOMBEAU

M. Robert Chapuis : la bonhomie tenace

En quittant ses quartiers de la rue Dutoit, dans le quinzième arrondissement de Paris, M. Robert Chapuis aura au moins la satisfaction de laisser des regrets derrière lui. Car ceux qui l'ont côtoyé dans ses fonctions de secrétaire d'Etat à l'enseignement technique se souviendront de l'homme chaleureux et sans fioritures qui décourageait l'antipathie. Pourvu d'un physique déboussaillé, grand ami des petits déjeuners et des réunions informelles, ce vétéran du rocardisme n'a pas ménagé ses efforts pour plaider la cause des filières technologiques et professionnelles.

Sa formation, pourtant, ne le prédisposait pas à s'occuper des disciplines qu'il a prises sous son aile à partir de juillet 1988. L'ancien militant de l'UNEF, puis du FSU, l'ancien syndicaliste du SNES et membre du secrétariat

national du PS, a longtemps été enseignant en... littérature. Ce qui ne l'a pas empêché de prendre à cœur les destinées du technique, en luttant notamment pour la revalorisation de ces enseignements.

Sans faire d'états, il a voulu combattre le « mal de vivre » dans les établissements techniques la faible représentation des filles dans ce secteur, et renforcer l'harmonisation au plan européen des diplômes et des qualifications. En novembre 1990, M. Chapuis a aussi engagé une réflexion sur la rénovation des CAP et BEP, tout en continuant de prêcher en faveur d'un meilleur accueil des bacheliers du technique dans les universités. Et malgré son impuissance à créer les fameux DEUG technologiques qu'il attendait beaucoup, il peut se flatter d'avoir toujours maintenu son cap avec ténacité.

R. R.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

سكناات الامهال

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Nouveau secrétaire général de l'Elysée

M. Hubert Védérine, la ville et la diplomatie

Comme son prédécesseur, le nouveau secrétaire général de la présidence de la République est entré à l'Elysée dès juin 1981. Comme lui, il bénéficie de la confiance de François Mitterrand. Comme lui, il connaît tous les arcanes du palais. Le choix d'Hubert Védérine pour succéder à Jean-Louis Bianco, nommé ministre des affaires sociales et de l'intégration, paraît dans l'ordre des choses.

Depuis dix ans, Hubert Védérine est le principal conseiller du chef de l'Etat sur les questions diplomatiques et stratégiques. Pendant les deux années de la cohabitation, il s'acquittait de ses devoirs vis-à-vis du Conseil d'Etat, où il est nommé maître des requêtes en janvier 1986. Bien que n'étant pas officiellement dans l'organigramme de la présidence pendant cette période, il conserve la haute main sur ces dossiers. Depuis trois ans, en sa qualité de porte-parole, il ne s'est pas cantonné dans cette spécialité. Esprit curieux et ouvert, Hubert Védérine a continué à s'intéresser aux dossiers hexagonaux, notamment à ceux qu'il avait abordés avant 1981.

En 1974, à sa sortie de l'ENA, il choisit l'administration de la culture. La direction de l'architecture, plutôt malgichonne, donne une certaine autonomie au jeune fonctionnaire. Pendant cinq ans, Hubert Védérine suit la

politique des villes moyennes, de leur aménagement, de la réhabilitation des centres-villes comme de l'organisation des nouveaux quartiers. Il rencontre sur place urbanistes, architectes, élus, autres fonctionnaires. Il écrit un livre, *Mieux aménager sa ville*, avant d'entrer au ministère des affaires étrangères en 1979, où, pendant deux ans, il s'occupe de la coopération culturelle avec les pays arabes.

Jardin à peine secret

Cette deuxième orientation correspond au jardin à peine secret qu'il cultive au Parti socialiste (auquel il a adhéré en 1971) : il fait partie depuis 1973 du groupe des experts sur les problèmes internationaux et de défense et participe à la convention de l'armée nouvelle créée autour de Charles Hernu.

Il y aurait pu avoir dans la carrière d'Hubert Védérine un troisième virage sur le terrain électoral. François Mitterrand avait conçu l'itinéraire dans son propre fief de la Mayenne : un mandat municipal (à Saint-Léger-des-Vignes) en 1977, un poste de suppléant (de Daniel Benoit, député de la circonscription de Nevers), l'année suivante. Pour des raisons personnelles, Hubert Védérine ne mènera pas à son terme ce parcours électif. Il conserve toutefois son siège de

conseiller municipal de Saint-Léger, où, le 10 mai dernier, il est allé fêter le dixième anniversaire de la première élection de François Mitterrand avant de rejoindre tard le soir les *acteurs du 10 mai* réunis à l'Elysée.

S'il n'a pas eu trop à chercher pour remplacer son principal collaborateur, François Mitterrand va devoir maintenant trouver un nouveau porte-parole. Dans l'immédiat, Hubert Védérine continuera à assumer cette tâche délicate qui consiste à en dire le moins possible et à faire croire qu'on ne cache rien. La tout avec courtoisie, ce qui n'est pas le plus difficile pour un diplomate.

ANNE CHAUSSEBOURG

[Né le 31 juillet 1947 à Saint-Sylvain-Bellégarde (Creuse), M. Hubert Védérine, ancien élève de l'ENA, est chargé de mission au ministère de la culture de 1974 à 1978, date à laquelle il est nommé chef de division à la direction de l'architecture du ministère de l'environnement et du cadre de vie. De 1979 à 1981, M. Védérine est coordinateur Proche et Moyen-Orient à la direction générale des relations culturelles au ministère des affaires étrangères et chef de la section coopération technique en santé, habitat, administration publique et sciences de l'homme. Conseiller technique pour les relations extérieures au secrétariat général de la présidence de la République de 1981 à 1986, puis maître des requêtes au Conseil d'Etat, il était, depuis 1988, conseiller et porte-parole de la présidence de la République.]

De M. Debré à M. Rocard

Fausse démissions et vrais licenciements

Les présidents de la V^e République n'ont pas le pouvoir de révoquer leur premier ministre. Celui-ci ne peut, constitutionnellement, être contraint à la démission que par un vote de défiance ou de censure de l'Assemblée nationale. Mais le général de Gaulle s'est arrogé, dans la pratique, ce pouvoir régaliar et ses successeurs ont suivi, quitte parfois à demander au premier ministre une lettre de démission en blanc. Dans son dernier livre, M. Giscard d'Estaing (lire en première page) apporte une pièce inédite à ce dossier.

« A l'heure où il me faut présenter la démission de ce gouvernement, je tiens à vous dire... » comme nombre de ses prédécesseurs, M. Michel Rocard n'a pas manqué de souligner, dans sa lettre de démission, qu'il paraît à la demande du président de la République. Réflexion faite, le premier ministre démissionnaire a écarté un premier projet de rédaction qui comprenait une mention plus neutre : « A l'heure où je présente la démission... » Le climat lourd qui a entouré le départ de M. Rocard explique sans doute ce changement rédactionnel.

Avant lui, d'autres premiers ministres ont voulu souligner qu'ils étaient en fait licenciés. M. Georges Pompidou, le 10 juillet 1968, dans sa courte et sèche lettre de démission de dix lignes, écrivait : « Vous avez bien voulu me faire part de votre intention (...) de procéder à la nomination d'un nouveau gouvernement. J'ai l'honneur, en conséquence, (...) de vous présenter... » Quatre ans plus tard, M. Jacques M. Chaban-Delmas sera encore plus explicite à l'égard du président

Pompidou : « Vous m'avez fait part de votre intention de changer de gouvernement... »

Depuis Michel Debré, tous les premiers ministres ont accepté cette formule, non constitutionnelle, de révocation-démission. En effet, il ne peut être mis fin à leurs fonctions que s'ils présentent la démission de leur gouvernement (art. 8 de la Constitution). Dans l'absolu, le premier ministre n'est donc révoqué que par l'Assemblée nationale. Mais dans une conférence de presse célèbre, en janvier 1964, le général de Gaulle avait estimé que le chef de l'Etat, qui « choisit le premier ministre », a « la faculté de le changer ». Toutefois, les présidents de la République ont toujours cherché à maintenir la fiction des départs volontaires. Seul M. Jacques Chirac, le 25 août 1976, rompra brutalement, à la télévision, avec cette pratique en affirmant, sur le ton de la colère : « Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assumer efficacement les fonctions de premier ministre et, dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin. »

Bien que la Constitution ne prévoit pas ce pouvoir de révocation, on voit mal un premier ministre s'accrocher à Matignon alors que le président lui aurait demandé de partir. Pourtant, certains présidents ont préféré prendre des précautions. C'est ainsi que le général de Gaulle a demandé à M. Georges Pompidou une lettre de démission en blanc... M. Pierre Messmer nous a également confié en avoir signé une quand il est arrivé à Matignon après le départ brusqué de M. Jacques Chaban-Delmas.

Les autres premiers ministres, y compris M. Jacques Chirac, ont toujours affirmé qu'ils ne s'étaient pas soumis à cette règle que l'on peut juger humiliante. A fortiori, ils n'auraient pas devancé une telle demande.

M. Valéry Giscard d'Estaing vient pourtant de verser une pièce inédite, et contradictoire, au dossier. Dans le deuxième tome de ses Mémoires (1), il décrit une scène qui se déroule le 28 mai 1974. La veille, il a proposé à M. Jacques Chirac de devenir son premier ministre : « Lorsqu'il revient me voir, le lendemain, il tient à la main une serviette pliée, de cuir noir. Il en sort une enveloppe, et me la tend. Je l'ouvre. Elle contient une feuille blanche, que je déplie. Elle porte l'en-tête gravé du premier ministre. Et quelques lignes manuscrites : « J'ai l'honneur de vous présenter ma démission et celle de mon gouvernement en application de l'article 8 de la Constitution. » Jacques Chirac m'en communique le contenu : « Je vous apporte, monsieur le président, ma lettre de démission. La date est en blanc. Il faut que vous soyez libre de mettre fin à mes fonctions et à celles du gouvernement quand vous le souhaitez. » Il fait référence, en effet, à une lacune de notre Constitution qui ne précise pas des conditions dans lesquelles le président de la République peut mettre un terme à l'exercice des fonctions du premier ministre. Le problème avait été soulevé au moment du départ de Jacques Chaban-Delmas. Sans doute le président Pompidou avait-il évoqué cette difficulté devant Jacques Chirac. » M. Giscard d'Estaing ajoute qu'il a conservé cette lettre jusqu'en août 1976 : « Lorsque je mentionnerai devant lui l'existence de cette lettre, Jacques Chirac insistera à l'époque pour que je n'y fasse pas d'allusion publique... »

PIERRE SERVANT

(1) *Le Pouvoir et la Vie*, tome II (l'effacement), Editions Compagnie 12.

Fin de la récréation

Suite de la première page

Au cours de la première réunion du nouveau gouvernement en formation de conseil des ministres, le chef de l'Etat a renvoyé M. Rocard à ses études. Il est difficile d'interpréter autrement, en effet, son couplet philosophico-politique sur la relativité de toutes les œuvres humaines que comme une réponse ironique au chef du gouvernement remercié. Dans sa lettre de démission, M. Rocard avait regretté d'être invité à quitter l'Hôtel Matignon en laissant une tâche « inachevée ». M. Mitterrand lui a répondu, par l'intermédiaire du nouveau porte-parole gouvernemental, M. Jack Lang, que « toute œuvre humaine, si importante soit-elle, est constamment inachevée ». A bon entendeur...

« Jouer les cocottes »

Par la même occasion, le chef de l'Etat a donné au nouveau premier ministre et à son équipe quelques conseils « paternels » qui n'en sont pas moins apparus aux anciens ministres comme des rappels à l'ordre et aux nouveaux comme des consignes. S'il est vrai que cette réunion avait un air de « rentrée scolaire », selon l'expression de la nouvelle « institutrice », M^{me} Cresson, M. Mitterrand y a tenu le rôle du vieux directeur d'école - primaire - ressassant - les bouillons - pédagogiques - des nouvelles - générations - inconsistantes.

Mais son cours d'instruction civique à usage ministériel sur l'importance de l'homogénéité dans l'action gouvernementale et de la fonction d'autorité sur l'ensemble des rouages de l'Etat pour assurer une plus grande rapidité d'exécution des décisions prises avait, lui aussi, a contrario, valeur de critique sur le bilan des pratiques gouvernementales sous la conduite de M. Rocard.

Les circonstances dans lesquelles a été ensuite parachevée la composition du gouvernement de M^{me} Cresson, avec la nomination de seize secrétaires d'Etat, n'ont fait que confirmer la marque personnelle apposée par M. Mitterrand au commencement de cette deuxième époque de son second septennat. Le président de la République a mis, plus que jamais, la main à la pâte pour arbitrer non seulement entre le nouveau chef du gouvernement et ceux des ministres socialistes qui avaient tendance à « jouer les cocottes » (expression entendue vendredi à l'Hôtel Matignon) mais aussi entre les ambitions fabiusiennes et les résistances jospinistes.

S'il avait été annoncé vendredi matin par les services du premier ministre qu'il y aurait dix-sept secrétaires d'Etat et si vendredi soir il n'y en avait que seize au total, c'est tout simplement parce que M. Mitterrand, excédé par les revendications des uns et des autres, a décidé de supprimer le portefeuille de secrétaire d'Etat aux universités dont la

création avait été retenue. De même, si M. Marcel Debarge a finalement accepté de revenir au gouvernement en qualité de secrétaire d'Etat au logement alors qu'il préférait conserver son poste stratégique de numéro deux du PS, c'est parce que M. Mitterrand a personnellement insisté.

Les « éléphants » privés de déjeuner

Le président de la République, en revanche, n'est pas parvenu à convaincre M. Henri Emmanuelli d'assister le nouveau ministre délégué chargé de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn. Le trésorier du PS, qui avait déjà eu l'occasion de dire au chef de l'Etat, en 1988, qu'il avait « passé l'âge des caramels mous », ne s'est toujours pas laissé fléchir quand M. Mitterrand lui a téléphoné pour l'inviter à se dévouer en acceptant les fonctions de secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

La première des décisions organisationnelles prises par M^{me} Cresson est significative, au demeurant, de la volonté de l'Elysée de tenir désormais le gouvernement du pays le plus éloigné possible des disputes internes au Parti socialiste : il n'y aura plus de petit-déjeuner hebdomadaire des ténors socialistes à l'Hôtel Matignon. Les fameux « éléphants » (les principaux ministres, les chefs de courants et les présidents des groupes parlementaires) ne se retrouveront plus, chaque mardi matin, à la table du premier ministre, pour débattre à huis clos des affaires de l'Etat. « D'abord, je ne fais pas partie des éléphants », a expliqué avec un humour corrosif M^{me} Cresson, et quand j'aurai envie de les voir, je les verrai... » Fin de la récréation. Retour à la norme. Dans tous les domaines.

Ces péripéties ne sont évidemment pas de nature à dissiper la morosité qui règne dans les rangs socialistes, mais le nouveau premier ministre n'en a cure parce que le président de la République en a, de toute évidence, définitivement pris son parti. L'équipe de M^{me} Cresson, désormais rangée en ordre de bataille, passera très vite à l'offensive politique tous azimuts sans se soucier des traînards. Et si le nouveau premier ministre a décidé de ne pas demander de vote sur la déclaration de politique générale qu'il fera, mercredi après-midi 22 mai, au Parlement, il ne faut surtout pas y voir un signe de crainte. C'est bien pour être capable de supporter tous les assauts à venir que M. Mitterrand lui a demandé de se disposer en carré. La nouvelle garde mitterrandienne est née.

ALAIN ROLLAT



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les Etats-Unis que PAN AM, et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 6 plaques tournantes américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les Etats-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux Etats-Unis. De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les Etats-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10	J.F.K. New-York 15h05
quotidien	
11h00	13h20
Lu-Me-Ve-Sa-Di	
Paris* 12h05	Miami 15h40
Ve-Sa-Di	
Nice* 12h15	J.F.K. New-York 15h10
Lu-Ma-Je-Sa	

* fréquence accrue à partir du 1^{er} Juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais « coincé » au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils « Sleeperette », des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45 45 ou votre agent de voyage.

PAN AM
Mieux que Jamais

POLITIQUE

Le premier conseil des ministres de la nouvelle équipe.

Comme une « rentrée scolaire »...

La sortie du dernier conseil des ministres du gouvernement de M. Michel Rocard, mercredi 15 mai, avait donné lieu à une intense bousculade dans la cour de l'Élysée. Celle du premier conseil des ministres du gouvernement de M. Edith Cresson a été marquée, vendredi après-midi 17 mai, par une empouillage médiatique encore plus intense : il n'y avait pas moins de dix-sept caméras, soit une cinquantaine de personnes rien que pour les télévisions, plus les photographes, les journalistes de la presse écrite, des agences, des radios, courant tout harnachés dans la poussière des graviers, au milieu des voitures officielles devenues presque des autos tamponneuses, avec l'espoir dérisoire d'arracher leurs premières impressions aux nouveaux ministres protégés par les policiers.

Mais les intéressés se montrèrent particulièrement sobres. M. Domi-

nique Strauss-Kahn joua les blasés. M. Michel Sapin exprima son émotion d'une phrase lapidaire. M^{me} Frédérique Bredin courut presque vers sa voiture. M^{me} Martine Aubry, très suivie, disparut dans la cohue. On ne vit pas M. Jean-Louis Bianco. M^{me} Edith Cresson sortit la dernière, souriante, sans rien dire. Officiant pour la première fois en tant que porte-parole du gouvernement, quelques instants plus tard, M. Jack Lang prit la parole debout, devant le rideau pourpre qui donne un air de petit théâtre à la salle des fêtes du palais de l'Élysée. « Le président de la République, dit-il, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des ministres et a rappelé que le gouvernement de Michel Rocard avait accompli un bon travail pour le pays, et il a souligné que toute œuvre humaine, si importante soit-elle, est constamment inachevée et qu'il appartient à ceux qui prennent le relais, aujourd'hui

un nouveau gouvernement, de la poursuivre, de la parfaire ».

M. Lang ajouta que M. Mitterrand avait également souhaité que le gouvernement fasse preuve d'homogénéité, d'impulsion et d'autorité sur l'ensemble des rouages de l'État pour assurer une plus grande rapidité d'exécution des décisions prises, puis demanda aux ministres de « se comporter en citoyens, de se rappeler qu'ils sont au service des Français et de faire preuve de modestie dans leur manière d'être ». Il confirma que le nouveau premier ministre fera une déclaration de politique générale, sans vote, mercredi 22 mai, devant le Parlement.

De retour à l'Hôtel Matignon, M^{me} Cresson estima que cette première réunion avait rassemblé « un peu d'une rentrée scolaire » : « Le président a expliqué ce qu'il fallait faire, raconte-t-elle, ce qu'il ne fallait pas faire, on l'a écouté respectueusement... ».

J.-L. A.

Les nouveaux députés

MM. Bernard Angels, Michel Thauvin et Jean Vittrant remplacent respectivement, dans le délai constitutionnel d'un mois, MM. Dominique Strauss-Kahn, Michel Sapin et M^{me} Dominique Bredin à l'Assemblée nationale. M. Angels était le suppléant de M. Strauss-Kahn, député de la huitième circonscription du Val-d'Oise. M. Thauvin celui de M. Sapin, député de la quatrième circonscription des Hauts-de-Seine, et M. Vittrant celui de M^{me} Bredin, député de la neuvième circonscription de Seine-Maritime.

Les départs de MM. Sapin et Strauss-Kahn rendent vacantes les présidences de la commission des lois et de celle des finances de l'Assemblée nationale.

Six députés ont été également nommés au gouvernement aux postes de secrétaires d'État et seront remplacés par leurs suppléants au bout du délai constitutionnel d'un mois : MM. Laurent Cathala (deuxième circonscription du Val-de-Marne, suppléant : M. David Bohbot, né le 24 juin 1943), Jean-Yves Le Drian (cinquième circonscription du Morbi-

han, suppléant : M. Pierre Victor, né le 22 août 1954), Jacques Guyard (première circonscription de l'Essonne, suppléant : M. Jean Albouy, né le 19 février 1943), Louis Mexandeau (deuxième circonscription du Calvados, suppléant : M^{me} Dominique Robert, née le 12 août 1952), Jean-Pierre Sauré (première circonscription du Loiret, suppléant : M. Claude Bourdin, né le 3 mai 1943), et Alain Vivien (neuvième circonscription de Seine-et-Marne, suppléant : M. Jacques Heudin, né le 10 juillet 1946).

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

L'UN déplore l'immobilisme qui « cantonne la société française dans des schémas désormais désuets, tandis que l'Etat se délite » ; l'autre constate : « Nous n'avons pas de politique active et créatrice. Avec toujours cette ancestrale tendance bonapartiste : porter au pouvoir l'homme qui réglera tout, de Gaulle hier, Mitterrand aujourd'hui. » Ces jugements émanent de deux contemporains dont la caractéristique commune est d'avoir, par des voies différentes, ancré leur vie dans le siècle, et de s'être mêlés d'assez près au vécu de la société française pour en parler en connaissance de cause. N'ayant pas exercé de fonctions politiques au plus haut niveau, ils ne sont pas portés à se justifier ou à se congratuler, ni à régler des comptes ; ils ont la mémoire longue, chargée de souvenirs qui leur inspirent quelques réflexions, à prendre ou à laisser. A travers ces deux riches expériences, le lecteur revisite un passé toujours prégnant, aborde une histoire encore confuse, avec le regard de témoins engagés qui se distinguent de la foule mais restent au second plan. Ce qui leur vaut d'être bien informés en gardant une certaine distance.

Antoine Veil a vécu l'après-guerre comme haut fonctionnaire, détaché à plusieurs reprises dans des cabinets de ministres démocrates-chrétiens (MRP, Centre démocrate, Centre démocrate et progrès), avant de mener une carrière de manager au comité central des Armateurs de France, puis à UTA, à Menhir, aux Wagons-lits, et d'assumer des mandats électoraux au conseil de Paris et au conseil régional d'Île-de-France. Au cours de cet itinéraire éblouissant, il a fréquenté tous ceux qui ont compté dans la gestion politique, économique et sociale de l'entreprise France. S'il n'a pas siégé au gouvernement, son épouse, Simone Veil, a été ministre. Aussi est-il bien armé pour parler des princes qui ont gouverné, sous les Quatrième et Cinquième Républiques, et des problèmes qu'ils ont affrontés avec plus ou moins de bonheur.

Antoine Veil se définit comme centriste, attaché comme ses amis à l'intégration européenne. « Les gens de ma génération, écrit-il, porteront devant l'Histoire le regret et la responsabilité

Le vécu, entre espoirs et réalités

d'avoir manqué cette intégration à un moment où la température de fusion des composants permettait sans doute de la réaliser. » Son autre grand regret est d'avoir vécu un centriste écartelé par une contrainte électorale qui le tire à droite et des états d'âme qui le poussent « vers un regroupement avec une social-démocratie elle-même peu à l'aise au sein de l'union de la gauche ».

Personnellement, il ne s'accroche pas au risque de dérive droite et, si plein de considération qu'il soit pour Raymond Barre, il ne comprend pas que celui-ci reste attaché à des institutions et à une loi électorale qui lui paraissent constituer « l'obstacle majeur sur la route de cet homme qui transcende le clivage bipolaire entre la gauche et la droite ». En effet, affirme-t-il, « qu'il s'agisse de l'élection du président ou de celle des députés, le mécanisme électoral oblige les modérés de chaque camp, pour être élus, à donner des gages aux extrémistes de leur bord ».

L'exécutif y a gagné en stabilité mais celle-ci n'a pas, selon l'auteur, servi à mettre en œuvre les réformes de structure que l'on attendait et auxquelles s'opposent toutes sortes de corporatismes. La monarchie gaullienne ne l'a pas davantage séduit car elle a, dit-il, politisé le service public et paralyisé les politiques, désormais obsédées par l'échéance présidentielle. Le socialisme s'est prêt à ce jeu, alors même que sa récente évolution laisse entrevoir « un consensus virtuel entre le centre et la social-démocratie ». Il serait temps, si l'on comprend bien, de passer à la Sixième République.

David Rousset est venu de l'extrême gauche trotskiste et s'est retrouvé dans le sillage de la gauche gaulliste. Entre-temps, il a connu l'expérience majeure et terrible des camps de concentration, au retour desquels il a écrit

l'Univers concentrationnaire et les Jours de notre mort. Du militant révolutionnaire d'avant la guerre au député gaulliste d'après 1958 (mais qui ne l'est pas resté), le fil conducteur est dans le positionnement minoritaire, à quel destin peut-être une culture protestante. Toujours est-il qu'au sein de la gauche, notamment parce qu'il combattait toutes les formes de totalitarisme et de survivance concentrationnaire, il fut, bien avant d'autres, à la pointe de la dénonciation du stalinisme : qu'il se rallia au gaullisme pour ce que la gauche devait y trouver plus tard d'éléments positifs (la politique étrangère, la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, le rôle de l'Etat) ; qu'il appela à voter Mitterrand dès 1978, alors que l'heure de la gauche n'avait pas, il s'en fallait, encore sonné.

David Rousset ne prétend pas raconter sa vie, entreprise qui suscite sa méfiance ; il en livre des fragments que recueille Emile Copfermann, en se chargeant de les relier entre eux. Le procédé laisse intact le cheminement cahotant de cette vie militante. « Je n'ai jamais cessé d'être un politique », assure l'auteur : en réalité, il n'a jamais cessé d'être en politique, mais pas exactement celle que l'on désigne habituellement sous ce terme. Plutôt en marge d'elle, ou en avant, quand ce n'était pas à contre-courant. Au cœur de la politique, aussi, s'il s'agit de comprendre ce qui se passe dans le monde.

C'est là que le bât blesse et que David Rousset estime que la France est, de ce point de vue, dans « une phase de médiocrité ». Selon lui, « le déséquilibre entre les capacités de production et les possibilités d'absorption du marché va se traduire par des crises sociales d'une grande envergure. Le conflit social peut devenir le conflit majeur de la société planétaire et remplacer le conflit entre Etats, devenu obsolète ». Mais, même à l'ère de la communication, écoute-t-on les minoritaires ?

► La Mémoire longue, d'Antoine Veil, Plon, 210 pages, 120 francs.

► David Rousset, une vie dans le siècle, par Emile Copfermann, Plon, 213 pages, 120 francs.

M. Giscard d'Estaing : pouvoir et thérapie

Suite de la première page

Dès la phrase suivante, on comprend qu'il s'agit bel et bien de M. Giscard d'Estaing, qui évoque avec un grand réalisme et une parfaite précision sa première visite d'Etat en Algérie.

Tel est le livre de l'ancien président, l'Affrontement, second et intitulé Le Pouvoir et la Vie tout entière consacrée à casser l'idée que les hommes politiques en général et celui-ci en particulier sont loin de la vie.

Oui, M. Giscard d'Estaing et ceux qui, comme lui, font partie d'une sorte d'« interprofessionnelle » des dirigeants sont comme les autres. Faillibles. Fragiles : leur sujet favori, lorsqu'ils se rencontrent, est de se plaindre en chœur de la vie impossible que les médias de leurs pays respectifs leur font mener.

Une vie particulière

Fichu métier ! Faillibles parfois : dans le premier tome, la Rencontre, VGE racontait comment M. Helmut Schmidt, alors chancelier fédéral, s'était évanoui au cours d'un de leurs tête-à-tête à l'Élysée. Cette fois, c'est au tour de M. Raymond Barre, premier ministre de ce temps-là, de s'évanouir au cours d'un dîner à l'ambassade de Chine. Comme l'écrit l'ancien président, « ça crée une commotion », et ça éroussite le lecteur.

Mais ce dernier peut ne pas se contenter de ces « tranches de vie » présidentielles, restituées avec la précision de celui qui s'est longtemps penché sur les photos de l'époque, afin de mieux retrouver les événements, les pensées, les réactions, les sensations, les odeurs, mêmes qui donnaient chair et humanité au pouvoir et à celui qui le détenait. Si le lecteur, donc, veut aller plus loin, et refaire avec M. Giscard d'Estaing le trajet de son septennat, non renouvelé, qu'il sache que, par cette entreprise, l'auteur, qui comme chacun sait est du genre méthodique, poursuit au moins trois objectifs : montrer

qu'il a non seulement le goût mais aussi le talent d'écrire ; poursuivre sa thérapie personnelle ; enfin conforter sa démarche politique du moment.

Pour un homme qui assure que, « en raison de la vie particulière » qu'il menait à l'Élysée, ses « héros » ont été les personnages de ses lectures, et qu'il voue un véritable culte à Guy de Maupassant, il est important en effet de bien écrire à son tour. De ce point de vue, ce second tome est nettement plus convaincant que le premier, qui était parfois laborieux. La recherche est réelle et moins apparente, le résultat souvent atteint dans la maîtrise du style, la sobriété toujours présente.

Celle-ci ne rend que plus étonnante la marche si personnelle de M. Giscard d'Estaing vers sa propre guérison. La maladie a été longue. L'ancien président la nomme et confesse son « autisme » après la défaite, qui ne prend fin selon lui qu'en 1988 : « Même la lecture, ou le lecteur le plus bienveillant de ce livre, ne va pas croire ce que j'écris ici : pendant des années, je n'ai jamais jeté les yeux sur la page politique d'un journal, je n'ai pas lu un seul article me concernant, par crainte que mon nom y soit mentionné. » Oui, le lecteur peut se laisser prendre à ces confessions qui retracent cette quête presque pathétique d'humanité en lui-même, comme s'il avait attribué cette défaite — car là est l'origine du mal — à une sorte d'« inhumanité » qui l'empêchait de voir les autres, de les comprendre et donc de se connaître lui-même.

La technique des « coups »

Le lecteur peut aussi se laisser convaincre par la sincérité, l'apaisement, la distance avec laquelle il raconte certains des épisodes les plus difficiles de son passage à l'Élysée, de la mort de Jean de Broglie à l'affaire des diamants, vaste machination selon lui ourdie par Bokassa lui-même.

Cette distance, si patiemment acquise et si durement payée, il la met — mais comment lui en faire grief — au service d'objectifs politiques plus immédiats. L'habileté la plus grande est alors déployée : l'auteur Giscard abrite le tueur Giscard derrière les faits. Il raconte, plaisamment quand il le veut : voilà ce que l'on me disait de Jacques Chirac : voici comment j'ai passé outre à tous les avertissements, en croyant, bonne poire, qu'il suffisait de faire confiance ; et voilà comment les Cassandres ont eu raison, et comment Jacques Chirac l'entrepreneur de me trahir. Sans com-

mentaire ! Il ne lui reste plus qu'à donner un ultime détail, un peu à la manière de l'inspecteur Colombo (on l'a vu, M. Giscard d'Estaing aime les feuilletons américains) : pour expliquer son départ du gouvernement, en août 1976, M. Chirac jura au président qu'il le servirait mieux du dehors que du dedans...

Coincidence heureuse pour M. Giscard d'Estaing, fâcheuse pour le maire de Paris : ce récit paraît quelques jours après l'aveu par M. Chirac, qu'il eût mieux valu soutenir plus ardemment le président sortant pendant la campagne de 1981 !

Ainsi, avant que ne s'engagent des primaires au sein de l'opposition pour la désignation du candidat de la droite à l'élection présidentielle de 1995, VGE distribue les rôles, rappelle qui a fait quoi, révèle tout de la technique des « coups » qu'il eût à subir. Le voilà, comment en doter, de nouveau en selle, en route pour de nouvelles conquêtes, locales, régionales, européennes, nationales enfin ! Comme si, tout bien pesé, la vraie vie, c'était, et cela reste, le pouvoir.

Laisser « respirer sa sensibilité »

Mais s'il s'agit de cela, de la reconquête, une fois brisée la glace qui le séparait de ce peuple qu'il était accusé de méconnaître, comment comprendre cette confiance : président, jamais M. Giscard d'Estaing n'aurait utilisé le premier l'arme nucléaire stratégique ? Et s'il redevient président, comment pourra-t-il prétendre encore « dissuader l'adversaire » ? N'est-il pas bien imprudent de considérer que les risques de conflit à l'Est ont disparu pour longtemps ? Cette légèreté-là renvoie au ton et au contenu du premier tome, qui, par là même, avaient séduit ceux qui ne l'aimaient guère, et déçu ceux qui l'aimaient bien.

Les uns comme les autres seront cette fois réconciliés dans un même intérêt pour quelques-unes des révélations qui émaillent ce récit, au premier rang desquelles figurent les « relations spéciales » qui existaient avec les États-Unis d'Amérique dans le domaine nucléaire et qui ont permis à la France de progresser dans la miniaturisation de sa bombe atomique, dans la technologie des têtes multiples pour les fusées lancées par ses sous-marins, et dans les contre-mesures électroniques qui équipent ces têtes nucléaires. Le sérieux et l'histoire reprennent ici leurs droits.

En un sens, c'est donc un livre grave que nous donne M. Giscard d'Estaing. Grave comme les enjeux de la vie publique ou comme les armes qui sont entre les mains de ceux qui nous gouvernent. Mais pas plus que cela : en bon libéral, vivant à l'ère médiatique, M. Giscard d'Estaing veut déscaleriser le pouvoir, et lui-même. Il ne veut plus perdre le fil d'une vie « paisible » et laisser « respirer sa sensibilité ». Celle-ci existe. Au lecteur de la raconter.

JEAN-MARIE COLOMBANI

► Valéry Giscard d'Estaing, Le Pouvoir et la Vie, Tome II : l'Affrontement. Compagnie 12 (éditeur), 486 p., 129 F.

M. Le Pen à « Rotonde »

M. Jean-Marie Le Pen possède, chacun le sait, un sens aigu de la provocation. Par ses dérapages verbaux et ses calembours douteux, le président du Front national l'a prouvé à maintes reprises. Le parti d'extrême droite a fait savoir, mercredi 15 mai, que M. Le Pen fera une visite du wagon de l'Armistice à Rotonde (sic), à l'occasion d'un voyage en Flandre, le 2 juin. Mis à part que ce « Rotonde » (inconnu en France) est très certainement Rathondes (commune de l'Oise, arrondissement de Compiègne, canton d'Attichy, cinq cent quatre habitants), le choix de la date ne laisse pas d'intriguer.

Deux mois de l'année sont possibles pour faire un pèlerinage dans le célèbre wagon de commandement du maréchal Foch : novembre et juin. Le 11 novembre 1918, l'Allemagne y avait signé l'armistice avec la France, mettant ainsi un terme à la première guerre mondiale, qu'elle avait perdue. Le 22 juin 1940, Hitler exigea symboliquement de signer l'armistice avec la France dans le même wagon...

O. B.

Gilberte Messmer est décédée

Gilberte Messmer, épouse de M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, est décédée le 15 mai à Paris des suites d'une longue maladie.

« Ah ! qu'il était beau mon légionnaire », s'était exclamé Gilberte Messmer, en 1972, au micro de France-Inter, lorsqu'on l'interrogeait sur son mari qui venait d'être nommé premier ministre.

Gilberte Messmer a toujours été amoureuse du « profil de médaille » du capitaine de légion qu'elle avait épousé en 1947 et qui était à ce moment-là devenu directeur du cabinet du haut-commissaire en Indochine. Gilberte Duprez, née en Tunisie, elle-même fille d'officier, avait rejoint Londres après l'appel du 18 juin 1940 et elle y était devenue l'une des secrétaires de De Gaulle.

C'est là qu'elle avait connu Pierre Messmer, ancien administrateur de la France d'outre-mer et officier de la légion étrangère. Elle avait vécu toute l'épopée de la France libre et elle allait participer à l'aventure coloniale au côté de son mari, menant ainsi une « vie de nomade » qui ne lui déplaisait pas.

Si elle a détesté habiter l'hôtel Matignon — « un véritable enferment de première classe », assurait-elle — où elle n'espérait passer que huit mois alors qu'elle y est demeurée deux ans, elle avait en revanche apprécié les dix années vécues à l'hôtel de Brienne lorsque son mari était ministre des armées du De

Gaulle. Elle y était, disait-elle, dans son élément au milieu des militaires logés dans la chambre de Lactitia, prenant ses repas dans la salle à manger de Marie Walewska, entourée de souvenirs de l'empire. La suite était qu'elle ait aimé à Matignon ce fut le parc et surtout ses oiseaux, même ceux de nuit car, disait-elle à Paris-Match en quittant l'hôtel de la rue de Varenne, « c'est chouette une chouette » ajoutant : « Pour les Gress c'était le symbole de la science et de la sagesse ».

Gilberte Messmer, qui pouvait surprendre par son franco-parler, par son langage parfois cru, par une franchise totale et une spontanéité inattendue, ne supportait pas les contraintes de la vie publique, ne participant qu'à quelques rares cérémonies ou manifestations liées plus ou moins à la vie militaire. Toujours attentive et dans l'ombre de son mari, elle se dévouait cependant pour de nombreuses œuvres en Moselle où Pierre Messmer avait sa terre d'élection, en Bretagne où ils possédaient une maison au bord de la mer, et aussi en faveur des orphelins, de l'enfance inadaptée et des anciens de la France libre.

Les photographes de presse, qu'elle trouvait « casse-pieds », l'avaient surnommée « Messmeralda ». Elle préférait voir dans cette comparaison un peu moqueuse plutôt une gentillesse mais toujours prompte à la riposte, elle ajoutait avec humour : « Me voilà comparée à Gina Lollobrigida. Il va falloir que je trouve un Quasimodo et une chèvre ».

ANDRÉ PASSERON

Estaing :
rapie

SOCIÉTÉ

Le sorcier belge de Marseille

Suite de la première page

Non pas le Bruxelles des « eurocrates » argentés, mais celui des bistrotiers d'Anderlecht, de Molenbeek ou de Saint-Gilles où, entre deux tournées de gueuze Lambic de Stella ou de Mads, des milliers de Raymond Goethals, « ziverers » et « zinneke », refont le monde en tapant le carton.

Leur langue ? Le bruxellois, un étrange amalgame de français, de flamand, avec, parfois, un zeste d'espagnol. Si les Français rient de bon cœur en entendant Goethals écorcher la langue de Voltaire, qu'ils se rassurent : les Flamands en font autant quand « le Raymond » s'exprime dans la langue de Vondel. Bref, ici, on est « bilingue dans les deux langues », c'est-à-dire que l'on parle aussi mal le français que le néerlandais.

Portier puis huissier

De cela, Goethals n'a cure. On dirait même qu'il prend un malin plaisir à cultiver cet étrange langage. Pour lui, Silvio Berlusconi, le tout-puissant patron du Milan AC et l'un des hommes d'affaires les plus connus de la péninsule, sera toujours « Bertonecelli », un joueur blessé devra se faire mettre des points de « soudure » et, lorsqu'il passe devant la commission éthique, ce sera bien entendu la commission « hippique ». S'il ne sort pas du « gradin du panier », Raymond Goethals aime bien se faire payer « catch », et tant pis si certains ont voulu monter des « cabanes » contre lui ! Joseph Antoine Bell sera originaire du « Cameroun » et un joueur un peu trop dillettante n'a qu'à aller chanter à l'« Olympique » !

Raymond Goethals n'en rajouterait-il pas un peu ? Ce prince de la piroquette bruxello-pagnoleque semble avoir bien compris le parti qu'il pouvait tirer de ces approximations linguistiques. On rit du bon mot, on s'esclaffe de la tournure de la phrase, et on en oublie la question et le sens de la réponse. Qu'importe, après tout, à Raymond Goethals que l'on se moque de son français approximatif, l'essentiel reste pour lui que ses joueurs le comprennent et que ses équipes gagnent.

Après une modeste carrière de gardien de but - « Mais, c'était aussi un bon attaquant », dit-il - Raymond Goethals, né le 7 octobre 1921 à Forest, une commune populaire près de Bruxelles, devient joueur-entraîneur à Hannut, un club wallon sans grande ambition. « S'il n'était pas un très grand gardien, il avait déjà une parfaite vision du jeu, et c'est sans doute dans les buts qu'il a compris l'essentiel du football », raconte Marcel Vandeveld, un de ses anciens équipiers d'Hannut.

C'est l'époque des amateurs, au mieux des semi-professionnels. Goethals, qui a fait des études primaires, travaille comme huissier au ministère belge des affaires étrangères. Il y restera plus de vingt ans, et même lorsqu'il entrainera l'équipe nationale - le temps était alors bien fini des amateurs - il touchera encore son salaire de fonctionnaire. Etienne Davignon, le numéro un de la Société générale de Belgique, qui avait, à cette époque, la haute main sur l'administration du



PANCHO

ministère, raconte : « Goethals, bien entendu, n'était jamais là, mais Paul-Henri Spaak, le ministre, m'avait expliqué que c'était la contribution de la diplomatie belge à la promotion de notre équipe nationale de football. »

C'est à Saint-Trond, une petite ville flamande, que naît, en 1959, la « légende Goethals ». Celui-ci transforme une équipe plus que modeste en une des meilleures formations belges puisqu'elle devient vice-championne du royaume en 1966 et qu'elle battra le légendaire Sporting d'Anderlecht à plusieurs reprises. Déjà, Goethals a mis au point sa méthode, qui ne variera pas beaucoup. D'abord, une défense solide, « car on ne construit pas un building en commençant par le dixième étage ». Mais, cette défense, il faut la faire évoluer, la faire bouger, pour troubler les adversaires et, surtout, les mettre en position de hors-jeu.

Gagner coûte que coûte

An cours d'une rencontre en Belgique, l'équipe adverse n'a-t-elle pas été signalée hors-jeu à vingt reprises ? Vingt ans plus tard, c'est en entrainant cette manière des Italiens que l'Olympique de Marseille a réussi à battre le Milan AC. Autres règles : respecter un certain équilibre entre gauchers et droitiers et laisser faire, devant, quelques joueurs « explosifs » comme Jean-Pierre Papin.

En fait, la seule règle d'or de Raymond Goethals reste de gagner. Gagner coûte que coûte. « Si je peux gagner par un demi-zéro, cela me suffit », aime-t-il à dire. Pour cela, et on le lui a beaucoup reproché, il préfère les joueurs expérimentés, même un peu âgés, aux « artistes ». Ne vivant que pour le football, et semblant ne pas comprendre comment on pourrait avoir une autre passion, Goethals se méfie des dillettantes. « Celui-là, je n'ai pas à la guerre avec lui », dit-il. Et, alors, tout est dit. Rien ne pourrait le faire revenir sur sa décision.

Cantona, et bien d'autres, en savent quelque chose. « Il ne fait pas jouer les meilleurs joueurs, mais la meilleure équipe. Une fois qu'il a cette équipe en tête, il n'y touchera plus. Et comme il se moque totalement des commentaires de la presse, de la pression des supporters, ou même des conseils de ses présidents de club, il n'en démontre point », explique un journaliste belge. « On me donne un matériel, dit Goethals, et avec cela je fais une équipe. »

Raymond el Mago

L'accuse-t-on de sacrifier des jeunes, de ne pas travailler pour l'avenir, le voilà qui s'insurge. « Si on fait venir Goethals, c'est pour obtenir des résultats tout de suite. Et puis ces histoires de centres de perfectionnement et tout le reste, c'est une escroquerie. Si un jeune est un bon joueur et s'il veut partir ailleurs, ce n'est pas parce qu'il a été formé par son club qu'il y restera. » Avec, en prime, la plus parfaite mauvaise foi, comme lorsqu'il jure, croix de bois, croix de fer, qu'il n'a jamais été responsable, à Bordeaux, de la mise à l'écart d'Enzo Scifo, un des joueurs les plus doués de cette génération et qui « éclatera » ensuite à Auxerre.

Après Saint-Trond, Goethals

devient entraîneur de l'équipe nationale belge jusqu'en 1976. Son bilan, une fois encore, est inégal : onze défaites en quarante-quatre matchs. Il a qualifié les Diables rouges pour la phase finale du Mondial de Mexico, en 1970, et en a rapporté son surnom : « Raymond, el Mago », Raymond le sorcier. En 1976, il entraîne Anderlecht, la plus connue des équipes belges, qui, en trois ans, sera trois fois vice-championne de Belgique et deux fois vainqueur de la Coupe des coupes. Après un détour par les Girondins de Bordeaux, qu'il mène de la dix-huitième à la cinquième place du championnat, il revient en Belgique pour entraîner le Standard de Liège, l'équipe phare de Wallonie. Deux fois champion de Belgique, finaliste de la Coupe des coupes, Raymond est au firmament. Et pourtant...

Une perquisition d'un juge d'instruction dans la comptabilité du Standard laisse apparaître que le dernier match du championnat de Belgique 1982 a été truqué. En fait un étrange pacte de non-agression avait été conclu entre les joueurs. Ceux du Standard, en tête de la compétition et devant jouer trois jours plus tard une importante rencontre de Coupe d'Europe, décident de donner leur meilleur match (environ 5 000 francs français par joueur) à leurs adversaires pour qu'ils ne se « ballent pas ». Lorsque la combine est découverte, les autorités du football belge n'y vont pas de main morte. Les joueurs sont suspendus pour plusieurs années, et Raymond Goethals est radié à vie, peine qui sera ramenée à sept ans un peu plus tard.

Il couche avec un ballon

Aujourd'hui encore, Raymond Goethals prend feu si on évoque devant lui ces incidents. « Ce n'était rien, une babiole. Nous ne voulions pas que nos joueurs soient blessés dans un match sans réelle importance. » Puis, il lève les yeux au ciel : « Par rapport à tout ce qui se passe dans le football, ce n'était vraiment rien. Si je voulais parler, alors là, c'est tout le bazar que je fais exploser. » Car il doit en connaître, le sorcier, sur les mœurs du football circulaire. N'était-ce pas Ljubomir Barin, un des entraîneurs les plus retors du circuit, aujourd'hui recherché par plusieurs parquets, qui s'occupait, entre autres, de ses affaires ?

Autre souvenir difficile : son divorce, qui fait la une de la presse belge. Confondant palais de justice et stade de football, Goethals, de nouveau, fait le spectacle. Marquant d'un peu trop près sans doute l'avocate de son épouse, il lui fait un sérieux hématome au bras et sera condamné à sept mois de prison avec sursis. Il refusera aussi, pendant un temps, de payer la pension alimentaire prévue ; et certains vous jurant aujourd'hui l'avoir vu se sauver par une porte de service du stade d'Anderlecht pour éviter des huissiers trop entreprenants. « Divorce prévisible », commentent les experts des cafés d'Anderlecht, Raymond, il couche avec un ballon de football ! Le jour de la communion solennelle de son fils, alors que le repas familial est prêt, Goethals ne prend-il pas congé, dès l'après-midi, pour aller voir un match de seconde division ?

Des matchs, combien en a-t-il vu dans sa vie ? « C'est devenu un ordinateur, commente un ancien joueur, il pourra vous dire si cet avant dribble à droite ou à gauche, si celui-ci peut ou non marquer de la tête ou si celui-là va ou non se faire passer. » Combien de ses amis n'ont-ils pas été bluffés, lorsque Goethals, au début d'une rencontre, leur disait : « C'est ce joueur qui va marquer après une action entreprise de ce côté du terrain », et que le pronostic s'est révélé juste ?

Jacques Delors lui-même a eu droit au « cinéma Goethals » sur un plateau de la télévision belge, un soir de finale de Coupe du monde. « Président, crois-moi, c'est lui qui va marquer le but ! » Depuis, le président de la Commission européenne est, sans doute, un des rares hommes politiques que Goethals semble respecter. « Lui, il connaît vraiment le football, ce n'est pas comme toutes ces redettes qui viennent se faire voir au stade et qui réclament, pour montrer leur connaissance du foot, le petit dossier qu'on leur a préparé avant. »

L'imper de Colombo

« Mais que peut-il faire de son argent ? », se demandent aussi les joueurs de belote d'Anderlecht. Même s'il n'a jamais signé des contrats faramineux, il est clair que Raymond Goethals est loin d'être dans le besoin. Mis à part ses cigarettes, il pourra fumer plusieurs paquets de Bastos par jour - et la note de teinture de son coiffeur - sa seule coquetterie - on ne lui connaît aucune autre passion. A Bruxelles, ses amis l'appellent « Colombo » à cause de son imperméable fripé, et le personnel du Palm Beach de Marseille, où il habite, sont autant sidérés par ses soutiers écoulés que l'était Pierre Joxe par les chaussettes de Pierre Bérégovoy. Mangant toujours sur le pouce, ne prenant jamais de vacances, ou alors pour aller visionner une équipe, Raymond Goethals, c'est vrai, joue une ou deux fois par semaine à la belote. Mais, attention, chacun paie son verre !

La rencontre d'un tel personnage avec une ville comme Marseille et un homme comme Bernard Tapie ne pouvait être qu'explosive. Autant les Marseillais ne « sentaient » pas Franz Beckenbauer - « Un vrai gentleman », d'accord - autant ils se sentent de plain-pied avec Goethals. « Ils sont fous, mais je suis aussi fou qu'eux », avait déclaré Goethals, une fois acceptée l'offre de Bernard Tapie. Les deux hommes, pour le moment, semblent s'entendre. Résultat oblige. Et puis Tapie, seul critère apparemment pour Raymond Goethals - « a appris très vite à connaître le football ». Mais Raymond est trop lucide pour ne pas savoir qu'une série d'échecs pourrait très vite le faire mettre au bancard et il ne semble pas dupe de la fraude de l'édifice bâti par le patron d'Adidas.

Alors, le jour venu, Raymond Goethals reprendra sa valise et proposera ses services à un autre club. Les demandes ne manquent pas. Pourquoi pas la formation de la grande équipe que Paris attend depuis si longtemps ? Et puis, encore plus tard ? « Il y aura toujours une équipe qui voudra bénéficier de mon expérience comme entraîneur », dit-il. Raymond Goethals qui n'imaginerait pas sa vie en dehors d'un stade de football. Oubliant les conflits d'hier, son fils, aujourd'hui arbitre (de football, bien entendu) connu et conseiller juridique, conclut, avec beaucoup de tendresse : « Mon père, finalement, c'est un artiste. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les résultats

FOOTBALL

Première division
Trente-septième journée

*Metz et Caen	1-1
*Nantes et Lyon	0-0
*Bordeaux et Nice	0-0
*Marseille A. Auxerre	1-0
*Toulouse et Montpellier	0-0
*Cannes et Toulon	0-0
*Monaco B. Rennes	2-1
*Saint-Etienne B. Sochaux	2-1
*Paris SG et Brast	1-1
Nancy B. Lille	2-0

Classement : 1. Marseille, 53 pts ; 2. Monaco, 50 ; 3. Auxerre, 46 ; 4. Cannes, 40 ; 5. Lyon, 39 ; 6. Montpellier, Bordeaux et Lille, 37 ; 8. Caen, Brast, Metz et Paris SG, 36 ; 13. Nice et Nantes, 34 ; 15. Saint-Etienne, Toulon et Nancy, 33 ; 18. Sochaux et Toulouse, 31 ; 20. Rennes, 28.

o TENNIS : Santoro éliminé à Rome. - L'Espagnol Sergi Bruguera a battu, vendredi 17 mai, le Français Fabrice Santoro 6-4, 7-6 en quart de finale des championnats internationaux d'Italie de tennis.

JUSTICE

Le nouveau tandem de la place Vendôme

Les attributions de M. Sapin seront plus étendues que celles de M. Kiejman

Il y a six mois, lors de la passation de pouvoirs entre M. Pierre Arpailange et ses deux successeurs, la cérémonie des adieux avait donné lieu à quelques cafouillis. Cette fois, la scène s'est déroulée sans anicroches : MM. Henri Nallet, Georges Kiejman et Michel Sapin étaient visiblement ravis, vendredi 17 mai, des rôles qui leur sont désormais échus.

Le tandem de la Place Vendôme, il est vrai, ne fonctionnait pas sans mal. M. Henri Nallet, le politicien, et M. Georges Kiejman, l'avocat, n'avaient ni les mêmes parcours, ni les mêmes tempéraments. A son grand regret, M. Georges Kiejman, qui n'aimait guère son rôle de second, avait été cantonné dans un domaine de « spécialiste » : la réforme du code pénal, dont le livre II est toujours au Sénat. Un rôle « modeste » admettait-il vendredi avec un brin d'amertume. « Michel Sapin saura le rendre plus important. »

Les décrets d'attribution rédigés par la chancellerie lui donneront sans doute raison. M. Henri Nallet paraît en effet décidé à donner à Michel Sapin un champ d'intervention plus large que celui qui avait été accordé en octobre dernier à Georges Kiejman. L'ancien président de la commission des lois s'occupera bien sûr en priorité de la réforme du code pénal, qu'il souhaite voir achevée avant la fin de cette législature, mais son droit de regard sur les autres dossiers devrait être élargi.

Le nouveau tandem de la place Vendôme fonctionnera-t-il sans nul doute beaucoup mieux ? MM. Henri Nallet et Michel Sapin se connaissent, s'estiment, et leurs itinéraires politiques sont comparables. Les deux hommes ont un langage commun. « Michel Sapin est un homme compétent, préparé, et son expérience parlementaire sera précieuse », soulignait d'ailleurs le garde des sceaux. « J'ai une affection toute particulière pour Henri Nallet, sa rectitude d'esprit et sa rectitude personnelle », rétorquait le nouveau ministre délégué.

Lors de la tempête de ces derniers mois, le garde des sceaux, régulière-

ment attaqué par l'opposition lors des séances de questions du mercredi, avait reçu un soutien sans failles de la part de M. Michel Sapin. Les deux hommes aiment d'ailleurs à rappeler qu'ils sont d'anciens « voisins » : lors de la cohabitation, de 1986 à 1988, les bureaux de M. Henri Nallet et de M. Michel Sapin à l'Assemblée nationale étaient situés dans le même couloir.

L'inévitable gestion de l'affaire Urba

L'attente entre le garde des sceaux et son nouveau ministre délégué devrait, ces prochains mois, faciliter le travail de la chancellerie. La tâche est rude. Le monde judiciaire est en crise et la Place Vendôme prépare deux projets pour la session parlementaire d'automne : la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, déjà connue, et celle de l'instruction, qui est encore à l'état de chantier. Sur ce dernier dossier, les positions de M. Michel Sapin seront sans doute plus proches de celles d'Henri Nallet que ne l'étaient celles de Georges Kiejman. L'ancien ministre délégué avait exprimé à plusieurs reprises ses réserves au sujet de la modification des pouvoirs du juge d'instruction.

Le nouveau tandem de la Place Vendôme devra également affronter les soubresauts à venir de l'affaire Urba. La tempête soulevée par le dessaisissement du juge Jean-Pierre Sest n'est pas terminée pour autant. Le juge Jacques Liberge, qui a succédé à M. Thierry Jean-Pierre, instruit le dossier au tribunal du Mans et le procès du PDG d'Urba, M. Gérard Monate, aura lieu dans les mois à venir. Sur le financement du PS, l'opposition, qui n'est pas décidée à désarmer, laissera sans doute peu de répit aux deux ministres. MM. Henri Nallet et Michel Sapin n'échapperont pas à la gestion de l'affaire Urba.

ANNE CHEMIN

Pas de prescription dans l'affaire Europ Show à Nice

Dans un jugement rendu le vendredi 17 mai, la sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice, présidée par M. Jean-Pierre Ferry, a estimé que les faits d'abus de biens sociaux retenus à l'encontre de M. Lucien Salles, gérant de la SARL Europ Show et directeur de Nice-Opéra, n'étaient pas prescrits. Elle a donc rejeté les conclusions déposées, dès l'ouverture du procès, le 3 mai (Le Monde daté 5-6 mai) par M. Thierry Lévy, l'avocat de M. Salles. Celui-ci avait soutenu que l'action publique ne pouvait s'exercer au sujet de certains de ces faits remontant aux années 1985 et 1986. Or, pour la chambre, le point de départ de la prescription doit être fixé au 3 octobre 1990, c'est-à-dire à la date à laquelle le parquet s'est saisi de l'affaire après une dénonciation de l'administration fiscale. Le procès au fond aura lieu le 30 mai. (Corresp. rég.)

SCIENCES

Explosion au sol lors d'un essai de la fusée japonaise H-2

Les Japonais ont subi, jeudi 16 mai, un nouveau revers dans la mise au point de leur futur lanceur de satellites, la fusée H-2, lors de l'explosion au sol du moteur de son premier étage.

Destinée à assurer en priorité les besoins de mise en orbite des compagnies japonaises, ce lanceur, capable d'emporter des charges de 20 tonnes, est un concurrent potentiel des fusées américaines Atlas-Centaur et Delta, mais aussi de la fusée européenne Ariane. Comme elle, il devrait être équipé d'un puissant moteur cryogénique (analogue au moteur Vulcain qui équipe le lanceur géant européen Ariane-5), le LE-7 brûlant de l'oxygène et de l'hydrogène liquides, seul mélange capable de lui donner les performances nécessaires. (AFP.)

Des chercheurs américains : « Nous pouvons réduire les rides »

NEW YORK - Des milliers d'appels téléphoniques. C'est ce qui se produit à New York, au siège d'une multinationale en cosmétiques pour pharmaciens qui a publié les résultats des tests sur une nouvelle pommade destinée à réduire les rides.

Les américains, fiers acharnés de la jeunesse, ont accablé le standard de la société d'une série interminable de demandes pour la préparation. Ils veulent rejoindre leur aspect.

L'institut de recherche IRI de New York a conduit une série d'expériences afin de déterminer l'efficacité de la pommade. Des hommes et des femmes, âgés de 22 à 43 ans, ont été soumis à un traitement utilisant cette pommade, et le dermatologue Daniel Gormley a contrôlé la peau de leur visage en observant une diminution du nombre et de la profondeur des rides sur presque tous les sujets.

La nouvelle a mis en émoi ceux des américains qui font du creuser jeune un mythe. Distribuée par Korf, dont le siège est à New York, la pommade arrive aussi dans les pharmacies françaises, en deux versions à utiliser selon le conseil du pharmacien : Anti Age Retard pour un résultat visible en quelques mois, et Anti Age Super pour une action énergétique, même pour ceux âgés de plus de 50 ans.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amaric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farenci Philippe Harvenan Jacques-François Simon

Daniel Vermet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Bourne-Méry (1945-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Pour les deux concours dans le domaine administration générale annoncés dans ce journal en mars 1991 sous les références Re : COM/A/720 Administrateurs COM/A/721 Administrateurs adjoints veuillez noter que la date limite pour l'introduction des candidatures a été repoussée jusqu'au 21 mai 1991.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

(Publicité)

TREUHANDANSTALT BERLIN

GPH Gesellschaft zur Privatisierung des Handels mbH
Hans-Beimler-Str. 70-72, 0-1020 Berlin

Appels d'offres

Les anciens hôtels HO qui sont sujets à la privatisation sont énumérés ci-dessous.

Les dossiers (exposés, modèles de contrat, dispositions régissant l'évaluation des objets et prix minima) concernant les hôtels cités ci-dessous sont déposés dans les bureaux régionaux respectifs de la Treuhandanstalt.

Ils peuvent y être consultés à partir du 21-05-1991. Les dossiers concernant les divers objets seront mis à la disposition des intéressés ; ils ne seront pas expédiés.

Bureau régional	Objets : hôtels
0-8010 Dresden Webergasse 2	Hôtel Gewandhaus Dresden
0-7010 Leipzig Friedrich-Engels-Platz 5	Parkhotel Leipzig
0-7500 Cottbus Gulbener Strasse 24	Hotel Lausitz Cottbus
0-2500 Rostock Wilhelm-Külz-Platz 2	Hotel Neptun Warnemünde

Est vendue la totalité de l'exploitation commerciale, terrains et bâtiments inclus.

Les offres d'achat se conformant aux dispositions déposées dans les bureaux régionaux sont à adresser jusqu'au 07-06-1991 à 17 heures (l'arrivée fera foi) sous pli cacheté au bureau concerné.

La décision d'attribution est prise par les bureaux régionaux de la Treuhandanstalt. La Treuhandanstalt n'est pas tenue d'attribuer le marché à l'offre la plus élevée ni à une offre particulière.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montfresnay, 75007 PARIS
Tél. : 11 49 55 91 82 ou 45 55 91 71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Téléfax 45 15 04 70 - Société filiale du journal Le Monde et RAGE Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 38-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

Imprimeur : G. A. Coudane
12 rue de Valenciennes
94012 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Téléc. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avis
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez inscrire l'abonné d'écriture tous les noms propres en capitale d'imprimerie

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

En congrès national à Limoges

Le SNALC attaque la politique de M. Jospin

LIMOGES

de notre correspondant

Réunis en congrès national à Limoges du 15 au 17 mai, les quelque cent vingt délégués du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard du ministre de

l'éducation nationale, parlant de « démagogie » et d'« imposture » à propos de sa politique.

Le SNALC se situe à droite dans la géographie syndicale et revendique treize mille adhérents. Pour tant ses responsables reprochent aux projets de M. Lionel Jospin de s'inscrire dans la continuité de la réforme Haby, à laquelle ils font remonter, pour l'essentiel, les défauts d'une situation qu'ils déplorent : « On peut mettre autant de moyens que l'on veut dans un système fondamentalement mauvais. Rien ne l'arrangera », a résumé le président du SNALC, M. Jean Bories. « Il faut d'abord apporter des réponses satisfaisantes au niveau du cadre structurel de l'enseignement » et non « passer du collège Haby au lycée Haby » en prolongeant l'indifférenciation de l'enseignement de la troisième à la seconde.

L'« imposture », selon le SNALC, c'est la volonté affichée de conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac. M^{me} Françoise Angoulvent, vice-présidente, responsable de l'information, interroge : « A qui fera-t-on croire que les jeunes entrent en plus grand nombre en seconde parce que leurs résultats sont meilleurs au collège, alors que cette augmentation ne résulte que d'instructions ministérielles précises ? »

Le SNALC a affirmé à Limoges la nécessité de réponses « plus qualitatives que quantitatives » et son souci de « refuser l'extension des pouvoirs des élèves et des parents » contre une « profession déjà difficile ». Il a revendiqué « la liberté d'enseigner » contre la « pédagogie officielle », jugée « niveleuse », tout en exprimant l'intention d'« ouvrir le dialogue avec les collectivités locales » et en réclamant le gel de l'extension des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

GEORGES CHATAIN

ENVIRONNEMENT

La « neutralisation » du pétrolier « Haven » pourrait prendre de deux à quatre mois

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Des informations contradictoires ont été diffusées, au cours des derniers jours, sur la présence, ou non, d'hydrocarbures dans les flancs du pétrolier chypriote Haven qui a coulé, le 14 avril dernier, dans les eaux du golfe de Gênes. D'après un communiqué publié par les autorités du port de Gênes, les diverses inspections ont mis en évidence une absence quasi totale de produits dans les citernes de ce bâtiment cassé en deux morceaux. La partie avant, d'une longueur d'environ 100 mètres, repose en effet par des fonds de 400 mètres alors que la partie arrière, la plus importante (230 mètres) gît, à plat, par environ 80 mètres.

Selon la société marseillaise Comex, qui a été chargée d'une mission d'évaluation, l'épave contiendrait encore 5 000 tonnes de brut sur les 140 000 initialement transportées. De plus, ses plongeurs ont constaté qu'un dépôt goudronneux recouvre la carcasse du bateau sur une surface de 3 500 mètres carrés. « L'épave est en sécurité mais elle n'est pas neutralisée », nous a déclaré M. Michel Bourhis, directeur commercial de Comex Services. Les principales fissures ont pu être colmatées.

Pour « neutraliser » le pétrolier, deux solutions peuvent être envisagées : le pompage ou l'inhibition des hydrocarbures par des produits « glutonnus ». Les opérations prendraient, dans le meilleur des cas, de deux à quatre mois. Les autorités italiennes doivent faire connaître leur plan d'intervention au début de la semaine prochaine. La Comex est sur les rangs en concurrence avec deux autres sociétés étrangères.

GUY PORTE

Avec la découverte des épaves supposées d'une escadrille disparue en 1945

Le triangle des Bermudes a encore perdu de son mystère...

Des chercheurs de trésor américains explorant les fonds sous-marins avec des sonars et des caméras pensent avoir retrouvé, par 250 mètres de profondeur, au large de Fort Lauderdale (Floride), les épaves des cinq avions Avenger disparus le 5 décembre 1945. Cette disparition, suivie quelques heures après de celle d'un avion de secours, avait alimenté la fameuse légende du triangle des Bermudes, qui, selon des auteurs très imaginatifs, serait un endroit où les disparitions de bateaux et d'avions seraient nombreuses et toujours inexplicables.

Un archiviste et bibliothécaire américain, Lawrence David Kusche, a publié, il y a une quinzaine d'années, le livre *Le Triangle des Bermudes, la solution du mystère*, qui donne une explication rationnelle à la plu-

part de ces disparitions. Pour le vol 19, L. D. Kusche, qui a eu accès aux archives des forces armées américaines, expose les faits suivants : tous les participants à ce vol, sauf le lieutenant Taylor, qui avait la responsabilité du vol, étaient des élèves. Le compas de Taylor et le canal radio qui reliait le vol à sa base marchaient mal. Divers autres appareils étaient dans le même cas. L'opération de secours parut avec retard. Il était tard dans l'après-midi, etc. Bref, pour L. D. Kusche, le vol 19, complètement perdu, a tourné pendant quatre heures sans pouvoir trouver la route du retour, et les avions, à bout de carburant, sont tombés à la mer. Quant à l'avion de secours, il semble qu'il ait explosé en vol pour une raison inconnue.

COMMUNICATION

La direction d'A 2 conteste la portée des enquêtes de la Cour des comptes

M. Eric Giuly, directeur général d'Antenne 2, a réagi, vendredi 17 mai, à la publication des enquêtes de la Cour des comptes sur la gestion des chaînes publiques (le Monde du 13 mai). Ne « voulant pas prendre position dans un procès pour ou contre M. Guilhaume », M. Giuly affirme que la nouvelle direction d'A 2 « a toujours dit que le déficit de la chaîne était imputable pour moitié à des dépenses excessives et pour l'autre à des ressources publicitaires insuffisantes ». Il dit aussi avoir rendu public une note sur les conclusions du cabinet d'audit Coopers et Lybrand.

Le directeur général d'A 2 conteste aussi les informations publiées par le Monde sur les deux rapports de la

Cour des comptes : « Ces rapports ne portent que sur les comptes de 1985 à 1989 et ne concernent donc pas la gestion de M. Philippe Guilhaume. »

[M. Giuly ne dispose sans doute pas de la même version des rapports de la Cour des comptes que le Monde. Ceux dont nous avons en connaissance portent en effet, tous deux, en titre : « Exercices 1985 à 1989 avec actualisation à 1990 ». De nombreuses pages, largement citées dans notre article, examinent la gestion de M. Guilhaume et de ses directeurs généraux. Enfin, le 4 avril, alors qu'il présentait les résultats de l'enquête de Coopers et Lybrand, M. Hervé Bourges, ancien président d'A 2 et FR 3, répondait à la question d'un journaliste, a refusé de rendre public le document (le Monde du 5 avril).]

Au CSA, on indique que TF 1 a déjà fait l'objet d'avertissements répétés sur le contenu de ses émissions pour enfants.

M. Kiejman se présente comme un « ministre de la concertation »

« Je me vois comme un ministre au service de la télévision, pas comme un patron de la télévision », a déclaré, vendredi 17 mai sur la Cinq, M. Georges Kiejman. Dans cette première déclaration, le nouveau ministre de la communication a précisé sa conception de la télévision : « Pas seulement un lieu de divertissement, c'est un lieu d'éducation, de formation, c'est la première école. J'espère que ce sera un lieu de débat, de plus en plus démocratique, le plus riche, le plus digne possible. »

M. Kiejman a indiqué aussi dans quel esprit il allait aborder les grands débats qui agitent depuis deux ans l'audiovisuel français et semble prendre quelque distance avec l'intransigeance de son prédécesseur, M^{me} Catherine Tasca : « Il faut que toutes les télévisions puissent vivre sans une saine concurrence mais avec les moyens économiques qui leur sont indispensables. Je pense que le ministre de la communication qui se conçoit comme un ministre de la concertation peut non pas exercer une tutelle pesante mais aider les uns et les autres à trouver cet équilibre qui leur est indispensable. »

Les lauréats du prix Albert-Londres

Le prix Albert-Londres 1991 a été décerné jeudi 16 mai à Patrick de Saint-Exupéry (le Figaro) et au tandem Hervé Brusini-Dominique Tierce, d'Antenne 2. Patrick de Saint-Exupéry a été distingué pour ses articles sur la guerre au Libéria et la fin de l'apartheid. Hervé Brusini et Dominique Tierce sont récompensés pour leur reportage sur l'espionnage consacré à l'affaire Farewell (qui retrace l'histoire d'une « taupe » soviétique ayant travaillé pour les services secrets français) diffusé en décembre dernier dans l'émission « Envoyé spécial ».

Le prix Albert-Londres, présidé pour sa cinquante-troisième édition par Henri Amouroux, couronne le meilleur travail journalistique de l'année écoulée, en presse écrite et audiovisuelle. Une somme de 10 000 francs est remise à chacun des lauréats.

Le Livre sous la Manche

Le capitalisme ignorant les frontières, le syndicalisme suit le même voie : une centaine de militants de la CGT du Livre ont tenté, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 mai, de traverser le tunnel sous la Manche. Ils entendaient ainsi protester contre la politique de Robert Maxwell, le magnat de la presse britannique. Celui-ci a en effet fermé son imprimerie française d'héliogravure à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). Après avoir parcouru une vingtaine de kilomètres dans le tunnel, les militants se sont toutefois heurtés au sas qui matérialise la frontière. Ils ont alors dû rebrousse chemin, pour trouver à la sortie côté français les fonctionnaires de la police de l'air et des frontières, désireux de contrôler leurs papiers. Les syndicalistes français n'ont ainsi pas pu rejoindre à pied sec leurs collègues britanniques, qui prévoyaient une manifestation contre le même M. Maxwell à Londres.

صلى الله عليه وسلم

صوتنا من الراحل

Le Monde

HEURES LOCALES

La province, éternelle oubliée

A l'heure des bilans de la décennie Mitterrand, l'aménagement du territoire souffre du manque de volontarisme des gouvernements

ET 1981, le ministre de l'aménagement du territoire cumule aussi le Plan (qui renait, tel un phénix) et porte le titre prestigieux de ministre d'Etat. Il s'appelle Michel Rocard. Le 18 juillet de la même année, dans l'Hérault, il déclare devant les élus : « C'est une grande aventure que nous allons désormais mener ensemble : celle qui consiste à organiser l'avenir dans le temps - et c'est le Plan - et celle qui consiste à organiser l'avenir dans l'espace - et c'est l'aménagement du territoire. » Superbe rhétorique et son beau programme...

Début mai 1991, Jacques Chérèque était encore ministre délégué, de surcroît placé auprès du ministre de l'Industrie. Comme il a fait ses preuves sur le sujet, on l'avait chargé aussi des « reconversions », comme si l'avenir de l'espace ou la géopolitique de la France dans l'Europe, de Gibraltar à Poznan, se réduisaient au colmatage des brèches du textile, des hauts-fourneaux, des chantiers navals, ou au remplacement des emplois de la carochie par ceux qui procurent la fabrication de frites surgelées.

Le budget de ce département ministériel annexe s'est lui aussi réduit comme peau de chagrin. En 1983 le gouvernement disposait, pour les aides à la localisation d'activités, de 1,013 milliard de francs ; en 1989, le chiffre est tombé à 569 millions.

Il y a belle lurette que ni le président de la République ni le premier ministre n'organisent de voyages d'étude et d'écoute de la population dignes de ce nom en province. L'ancien officiel redécouvre vers Paris quelques heures après son atterrissage. On inaugure des bâtiments, on lit des allocutions préparées par des fonctionnaires. Or ces « plongées » fournissent l'occasion utile aux dirigeants du pays non seulement d'annoncer des mesures, de fixer des objectifs ou des priorités, de lever des ambiguïtés, de lancer des programmes, mais aussi de mobiliser des élus et des responsables socio-professionnels et de dialoguer avec les Français chez eux. Qui se souvient d'un discours un tant soit peu marquant de François Mitterrand ou de Michel Rocard sur l'aménagement du territoire depuis plusieurs années ? Le premier ministre n'avait même pas jugé bon de paraître quelques instants à l'Assemblée nationale à l'occasion du très intéressant et très consensuel débat sur le sujet, il y a exactement un an...

Des écarts qui se creusent

Depuis 1981, selon Pierre Mauroy et Jacques Chirac, qui savent ce que province veut dire, ont démontré, sans affectation aucune, une sorte de plaisir à parcourir le terrain, à multiplier les face-à-face avec la France industrielle ou paysanne, populaire ou bourgeoise, si différemment instructive de celle qui fréquente le faubourg Saint-Germain, l'Arche de la Défense ou Bercy.

Quant aux « grands travaux » du président, la province (comme dans l'histoire enfantine) se contente de lécher le plat. Que représentent, en crédits ou en prestige, le Centre de la mer de Bologne, la Cordierie de Rochefort ou l'Ecole nationale de danse de Marseille, à côté de la rénovation du Grand Louvre, l'Arche de

la Défense, l'Opéra Bastille, La Villette et, demain, le Centre de conférences international, où l'esprit de mégalomanie le dispute à une juste ambition ?

On ne peut, actualité oblige, se dérober à l'examen du schéma Universités 2000. C'est le coup de grâce. Sur sept universités nouvelles, quatre seront édifiées en Ile-de-France, où

tenait de François Mitterrand, les écarts de richesse et de rayonnement entre les zones en développement naturel (Ile-de-France, Rhône-Alpes, sillon Dijon-Avignon, Alsace, Toulouse) et les régions handicapées par l'histoire, l'économie ou la géographie se sont creusés. La politique d'aménagement du territoire (dont la définition la plus simple est l'« anti-

dix ans, celui du Languedoc-Roussillon à 90. Huit ans plus tard, le premier est à 174, le second à 89.

Pierre-Charles Krieg, bien sûr, s'insurge contre le procédé de « désinformation » (sic) selon lequel la région d'Ile-de-France qu'il préside pomperait scandaleusement la richesse nationale. « Nous contribuons à hauteur de 37 % au budget de l'Etat, alors qu'il ne consacre que 19 % de ses crédits à notre région. C'est bien l'Ile-de-France qui finance l'équipement et le développement de la province et nous en sommes très fiers. Nous ne souhaitons pas que ça change. »

Mais le Breton Jacques Voisard, président du Comité de décentralisation, lui renvoie sans ménagement d'autres statistiques, non moins saisissantes : « En quinze ans, pour cent habitants supplémentaires en Ile-de-France, on recense trente et un emplois gagnés. Hors Ile-de-France ce sont... douze emplois. Cette ruée vers l'emploi ne peut manquer d'entraîner une désattribution sociale avec des risques politiques majeurs. » Cette suprématie de la région parisienne apparaît encore plus flagrante si on prend en compte les départements immédiatement satellisés, à savoir l'Oise, l'Eure-et-Loir, l'Eure et la Loire, où la croissance démographique a été très forte.

Une pitoyable surenchère

Jeter la pierre à Jacques Chérèque serait injuste. Il se bat bec et ongles à son niveau, bouscule les commissaires européens, peste contre l'enrichissement, mais son poids au sein du gouvernement comme les moyens financiers dont il dispose restent limités. La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) travaille consciencieusement bien que ses structures restent lourdes (un délégué et deux directeurs), mais par discrétion, discipline ou peur de jeter de l'ombre sur le ministre, elle ne le fait pas bien savoir à l'extérieur. Les collectivités locales, il est vrai, grâce au mouvement irréversible de décentralisation, tiennent maintenant le haut du pavé et le gouvernement, souvent impécunieux, est obligé de se ménager leurs bonnes grâces dans ses programmes routiers, scolaires ou universitaires. Non seulement a disparu la tutelle de l'Etat sur les villes, les départements et les régions, mais le gouvernement se livre de plus en plus fréquemment à une pitoyable surenchère vis-à-vis des collectivités locales et qui l'affaiblit politiquement. Les dossiers traitent de longs mois (on attend depuis trois ans un plan de sauvetage énergétique pour le monde rural en péril), quand ils ne restent pas en jachère (la zone d'entreprises de Valenciennes)...

Les inégalités, sociales, culturelles, économiques, géographiques, sont aussi vieilles que le monde et pour beaucoup il y aurait quelque angélisme à vouloir à toute force les corriger. Il y a cent vingt ans dans Quatrevingt-Treize, Victor Hugo avait déjà tout dit : « Les pauvres, les riches, c'est une terrible affaire. C'est ce qui produit les catastrophes. Les pauvres veulent être riches, les riches ne veulent pas être pauvres. Je crois que c'est un peu là le fond... » En ces temps d'anniversaire, le propos mérite méditation.

FRANÇOIS GROSCHARD

JE SUIS CHARGÉ DE MISSION
POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.



déjà la surconcentration des centres de recherche, des facultés et des élites, scientifiques, financières et littéraires, s'accroît au fil des ans. Même si l'on assure officiellement qu'il s'agit davantage de desservir les universités parisiennes, stricto sensu, que de gonfler globalement les capacités, et même si les futurs IUT doivent être plus judicieusement répartis, le poids quantitatif et l'influence qualitative de l'agglomération parisienne risquent de s'en trouver renforcés.

Il en est de même pour l'implantation des lignes du réseau du train à grande vitesse. Une nouvelle fois on cherche à relier, le plus rapidement possible, des capitales régionales à Paris ; ce sont celles des régions fortunées qui ont les moyens de participer aux investissements élevés que nécessite la création de lignes TGV.

Ceux qui le contesteraient ne sont pas de bonne foi : depuis le début du premier sep-

laisser-faire) a manqué de volontarisme pour corriger les tendances spontanées selon lesquelles la richesse appelle la richesse. Le libéralisme ambiant jetant l'opprobre sur l'interventionnisme étatique ou sur les mécanismes correcteurs (fiscaux, sociaux, budgétaires, réglementaires) a fait grand tort à une politique nationale de solidarité qui, pour réduire les inégalités, ne doit pas craindre de s'affirmer inégalitaire et sélective. La philosophie en vogue à Bruxelles actuellement a abondamment poussé dans le même sens.

Les chiffres de l'INSEE sont éloquentes. Entre 1982 et 1988, les PIB de l'Alsace, de Rhône-Alpes et surtout de l'Ile-de-France ont augmenté plus vite que la moyenne nationale, ceux du Limousin, du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine, deux fois moins vite. Si l'on prend comme référence 100, pour la moyenne des régions de province, le PIB par habitant de la région capitale était à l'indice 164 il y a

Conflans, Châtelleraut et les autres

Le premier magistrat d'une ville de province remplace le maire d'une commune de la banlieue parisienne, dans les bureaux de l'hôtel Maignon. Voilà une nouvelle susceptible de réjouir des élus locaux, prompts à critiquer la toute-puissance de la première région de France.

Mais le changement de gouvernement, décidé par le président de la République, ne se limite pas à cette seule modification d'implantation géographique. Dans la composition de son équipe, Edith Cresson a conservé le ministère, récemment créé, de la ville. Elle lui a même donné une importance plus grande en lui rattachant l'ancien domaine de Jacques Chérèque, l'aménagement du territoire.

Michel Delabarre se trouve, enfin, à la tête d'une administration digne de ce nom. Mais ce n'est pas là son seul gain. Si le même ministre a la tâche, désormais, de rendre la vie meilleure dans les villes et de mieux utiliser l'espace national, c'est sans doute que les deux questions sont liées. Et une des idées qui pourraient naître serait, par exemple, qu'il est possible de développer les villes sans les laisser devenir de monstrueuses mégapoles.

Dire cela, c'est aussi poser le problème de l'Ile-de-France. La région capitale est en train de se concocter un nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), pour les vingt-cinq ans à venir. Comment pourra-t-elle soutenir la concurrence avec les grandes villes européennes, sans écraser les autres régions françaises, et tout en ménageant un cadre de vie humain ?

Le changement de premier ministre soulève d'ailleurs une question supplémentaire quant à elle sur l'avenir de l'Ile-de-France. Le grand chantier de la révision du SDAU avait été ouvert il y a deux ans par Michel Rocard en personne. Son successeur à Maignon manifestait-il la même sollicitude ? Depuis quelques mois le préfet de région est un « homme du président ». Christian Sautter s'est emparé, avec vigueur et habileté, du dossier. Il a déjà rendu public une esquisse, qui doit aboutir le mois prochain à un avant-projet. Edith Cresson ne contraindra vraisemblablement pas le cours des choses. Châtelleraut n'est pas encore une menace pour Paris.

S. B. et C. V.

Un bain de jouvence pour Thonon

Le Festival national du théâtre lycéen vient d'avoir lieu dans la cité savoyarde, mais l'avenir de ces rencontres est menacé

THONON-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

« THONIQUE » : ce n'est pas seulement une orthographe clin d'œil, qui joue sur le nom de la ville et que l'on retrouve dans tous les dépliant touristiques de l'ancienne capitale du Chablais. C'est aussi, avec ou sans « h », le mot fort que les responsables de l'animation thononaise aimeraient réellement accrocher au blason de cette sous-préfecture de Haute-Savoie, qui paraît un peu sur la rive sud du lac Léman.

« Nous sommes en quête d'une nouvelle image » avoue sans ambages Bruno Gillet, directeur de l'Office du tourisme, arrivé ici en 1986, après avoir été, pendant treize ans, le directeur d'une proche station de sports d'hiver, Châtel. « Le qualificatif « les-Bains », estime-t-il, accolé à Thonon comme un patronyme d'autres villes thermales, résonne aujourd'hui de façon vieillotte, évoque retraite, banes publics, feuilles mortes, où rien ne se passe, sinon le temps. »

C'est pourquoi, lorsque l'idée a été lancée de créer un Festival national du théâtre lycéen (FNTL), dont la quatrième édition a eu lieu du 7 au 12 mai, Bruno Gillet s'y est rallié avec enthousiasme, tout comme Jacques Pittet, adjoint au maire, et le maire lui-même, Paul Neuraz (médical valaisien). « Jeunesse et culture sont des images valorisantes, assure le directeur de l'Office du tourisme,

même si la connotation lycéenne peut ne pas faire sérieux et si le théâtre n'attire pas automatiquement les médias. »

Comme souvent, tout est parti d'un homme, d'un fou de théâtre, Jean-Pierre Chamblas, quarante-trois ans, professeur de français au lycée professionnel, enseignant depuis 1973, Thononais depuis 1977. « L'enseignement est ma vocation, dit-il, mais le théâtre m'accompagne depuis toujours. Dès le départ, j'ai fait un pari pédagogique : que, au lieu de ressasser les déclinaisons du passé composé, mes élèves se retrouvent sur des textes de préférence poétiques. Je peux me tromper, mais je pense qu'on avance plus vite en compagnie, par exemple, de René Char. »

A Thonon, comme auparavant à Saint-Dizier, Jean-Paul Chamblas a monté, dans le cadre scolaire, un bon nombre de pièces, avant que se produise, en 1986, la rencontre avec un comédien local, Patrick Coublis, et l'adaptation d'une bande dessinée de Jacques Fernandez, *Arrière-pays*, jouée par vingt-trois lycéens et représentée cinq fois en 1987 à la Maison des jeunes et de la culture. Un spectacle semi-professionnel et l'accueil est plus que chaleureux « de la part des gens de la société civile », raconte le fondateur du FNTL, qui s'attendaient peut-être à voir un théâtre de patronage. Leur étonnement m'a donné. »

Dès lors, tout va très vite : Jean-Paul Chamblas, Bruno Gillet et Jacques Pittet se retrouvent dans le

bureau du maire pour placer la barre au niveau des cintres et envisager la création d'un Festival du théâtre lycéen qui n'existe pas alors sur le plan national. Paul Neuraz donne son accord et alloue une première subvention de 80 000 francs (120 000 francs cette année), pas seulement parce que cet ancien international du 110 mètres haies présente

une forte ressemblance avec le comédien Jacques Fabry... Le premier magistrat de Thonon-les-Bains (élu en avril 1980), chirurgien dentiste de son état, se souvient que le lycéen qu'il a été a joué *Knock* et *Topaze* - « la troupe a eu beaucoup de succès », sourit-il, - et l'idée de donner un coup de jeune à sa cité le séduit.

MICHEL CASTAING

Lire la suite page 13

Le Monde

L'EDUCATION

MAI 1991

BAC

CONSEILS
POUR L'HISTOIRE-GÉO
ET LES LANGUES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

"Après avoir recueilli
le consentement du Conseil Municipal,
Monsieur le Maire
avait dit oui à la construction
d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement,
il a rencontré le Crédit Foncier."

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

(Publicité)

PRÉFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE Direction départementale de l'Équipement

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur :

- L'UTILITÉ PUBLIQUE :
 - DE LA MODIFICATION DU TRACÉ DE LA RN 79 ENTRE CHARNAY-LES-MACON ET LA RN 6 - CONTOURNEMENT SUD DE MACON ;
 - DES TRAVAUX DE DÉPLACEMENT DU DIFFUSEUR DE MACON-SUD SUR L'AUTOROUTE A6 ET SON RACCORDEMENT AU NOUVEAU TRACÉ DE LA RN 79.
- LA MISE EN COMPATIBILITÉ DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE CHARNAY-LES-MACON ET MACON.

COMMUNES de CHARNAY-LES-MACON, MACON, LOCHE (commune associée de MACON), VARENNES-LES-MACON et VINZELLES.

AVIS

Le public est informé que, par arrêté du préfet de SAONE-ET-LOIRE du 3 mai 1991, une enquête publique relative à :

- l'utilité publique :
 - de la modification du tracé de la RN 79 entre CHARNAY-LES-MACON et la RN 6, contournement sud de MACON ;
 - des travaux de déplacement du diffuseur de MACON-SUD sur l'autoroute A6 et son raccordement au nouveau tracé de la RN 79 ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de CHARNAY-LES-MACON et MACON, est prescrite sur le territoire des communes de CHARNAY-LES-MACON, MACON, LOCHE (commune associée de MACON), VARENNES-LES-MACON et VINZELLES.

Cette enquête aura lieu du 6 juin 1991 au 11 juillet 1991. Les pièces des dossiers ainsi que les registres d'enquête seront déposés à la Préfecture de SAONE-ET-LOIRE (Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie, 2^e bureau) pendant 35 jours, c'est-à-dire du 6 juin 1991 au 11 juillet 1991 inclus, afin que chaque personne intéressée puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 15 (jours fériés exceptés), et consigner éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête (Préfecture de SAONE-ET-LOIRE - Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie - 2^e bureau - 196, rue de Strasbourg - 71021 MACON CEDEX 9).

Pendant le même délai, c'est-à-dire du 6 juin 1991 au 11 juillet 1991 inclus, les dossiers du projet seront également déposés aux mairies des communes de CHARNAY-LES-MACON, MACON, VARENNES-LES-MACON, VINZELLES et à la mairie annexe de LOCHE. Chaque personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies, et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet dans chaque mairie ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête (Préfecture de SAONE-ET-LOIRE - Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie - 2^e bureau - 196, rue de Strasbourg - 71021 MACON CEDEX 9) :

- mairie de CHARNAY-LES-MACON : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures et le samedi de 8 heures à 12 heures (jours fériés exceptés) ;
- mairie de MACON (service réglementation) : du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures (jours fériés exceptés) ;
- mairie annexe de LOCHE : le lundi et le jeudi de 14 heures à 18 heures (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VARENNES-LES-MACON : le mardi et le vendredi de 15 heures à 19 heures et le jeudi de 9 heures à 11 h 30 (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VINZELLES : le lundi et le vendredi de 14 heures à 19 heures et le mercredi de 8 heures à 12 heures (jours fériés exceptés). La mairie sera également ouverte les jeudis 6 juin 1991 et 11 juillet 1991 de 9 heures à 12 heures, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête.

Les études d'environnement, déposées à la Préfecture de SAONE-ET-LOIRE, pourront être consultées par la commission d'enquête et par le public.

La commission d'enquête, dont les membres ont été désignés par le président du tribunal administratif de DIJON, est composée comme suit :

- M. Henri LABAT, ingénieur divisionnaire des T.P.E. des Mines en retraite, 6, boulevard de Sévigné, 21000 DIJON ;
- M. François HOEPFFNER, ingénieur retraité, 12, rue des Clausins, 71150 FONTAINES ;
- M. Hubert DEVERS, directeur d'école honoraire, 4, rue de la Peuplère, Châteauneuf, 71500 LOUHANS ;
- M. Henri LABAT est nommé président de la commission d'enquête.
- M. Roger LANORE, ingénieur divisionnaire des T.P.E. en retraite, 106, rue Pierre-Cot, 71000 MACON, est désigné comme membre suppléant de la commission d'enquête.

L'un des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à :

- la préfecture de SAONE-ET-LOIRE (Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie - 2^e bureau), les 17 juin 1991 de 14 heures à 16 h 15, 27 juin 1991 de 14 heures à 16 h 15 et 11 juillet 1991 de 14 heures à 16 h 15 ;
- la mairie de MACON (service réglementation), les 19 juin 1991 de 15 heures à 17 heures, 28 juin 1991 de 15 heures à 17 heures et 9 juillet 1991 de 13 heures à 16 heures ;
- la mairie de CHARNAY-LES-MACON, les 22 juin 1991 de 10 heures à 12 heures et 29 juin 1991 de 10 heures à 12 heures ;
- la mairie de VARENNES-LES-MACON, les 11 juin 1991 de 16 heures à 18 h 30 et 4 juillet 1991 de 10 heures à 11 h 30.

A l'issue de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la Préfecture de SAONE-ET-LOIRE (Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie, 2^e bureau), aux mairies de CHARNAY-LES-MACON, MACON, VARENNES-LES-MACON et VINZELLES et à la mairie annexe de LOCHE. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur en s'adressant à la Préfecture de SAONE-ET-LOIRE (Direction des Actions de l'Etat et de l'Economie, 2^e bureau).

HEURES LOCALES

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

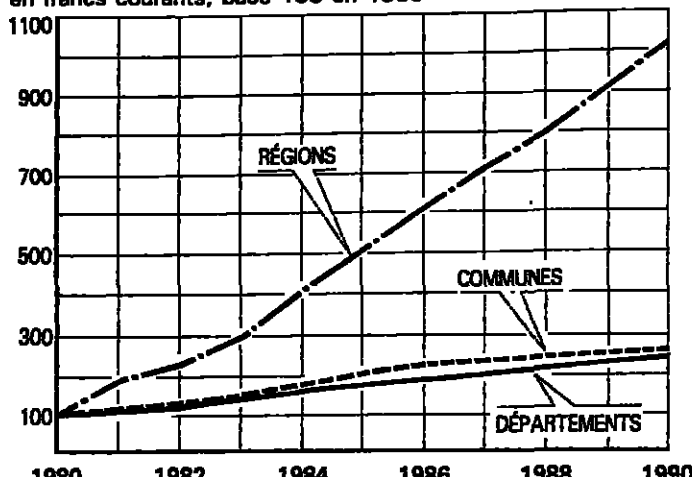
Chaque mois, le Crédit local de France présente un thème destiné à éclairer l'évolution des finances locales. Aujourd'hui, le thème abordé est celui de l'endettement des collectivités locales. Chaque trimestre, seront présentés des indicateurs permettant un suivi de la conjoncture des finances communales.

Ces indicateurs sont élaborés à partir d'un panel composé de communes de plus de cinq mille habitants et concernent trois éléments-clés de l'activité financière des communes : l'emprunt, l'investissement, le trésorerie. Ils seront présentés et commentés le mois prochain.

L'endettement des collectivités locales

Evolution comparée de la dette des collectivités locales

en francs courants, base 100 en 1980



En 1990, la dette des collectivités locales (communes, départements, régions et groupements) atteint environ 500 milliards de francs et représente 7,6 % du PIB, soit le même pourcentage qu'en 1980. A titre de comparaison, la dette de l'Etat représente 26,5 % du PIB, soit dix points de plus qu'en 1980. De plus, les collectivités locales françaises sont peu endettées par rapport à leurs homologues étrangères : le ratio dette sur PIB atteint en effet 13 % en Belgique et 20 % en RFA (communes et Länder). Toutefois, étant donné l'hétérogénéité des structures institutionnelles, toute comparaison reste difficile à établir.

L'endettement est une source de valeur ajoutée puisqu'il permet de financer des investissements utiles à la collectivité et d'étaler leur charge financière dans le temps, sans en faire supporter le coût de façon trop brutale au contribuable local.

La progression de la dette des régions a été la plus soutenue. Le recours à l'emprunt a

6316 F pour les communes de cinquante mille à cent mille habitants, et 6433 F pour les communes de plus de cent mille habitants.

Cette maîtrise de l'endettement n'était pas évidente. Depuis 1985, le recours au crédit a été banalisé pour les collectivités locales (suppression des prêts à taux bonifiés). Deux facteurs ont contribué à ce phénomène :

- le réaménagement de la dette à taux élevés, qui, depuis 1986, a porté sur environ 70 milliards de francs, exemple unique dans l'économie française ;
- un recours accru à l'autofinancement résultant d'une gestion rigoureuse des dépenses courantes et de l'augmentation des recettes fiscales.

Toutefois la marge de manœuvre des collectivités locales pour les prochaines années pourrait se réduire sous l'effet conjugué du ralentissement économique qui se répercute sur les recettes fiscales et des charges, notamment financières, plus élevées. La charge de la dette absorbe aujourd'hui environ 17 % des recettes de fonctionnement, contre 15 % il y a dix ans, sans toutefois atteindre le seuil jugé critique des 20 %. De plus, la réalité de l'endettement local reste difficile à appréhender puisque, en l'absence de comptes consolidés, les garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales à certains organismes satellites (SEM, associations...) sont difficiles à évaluer.

L'encours de dette, en francs par habitant (estimations 1990), est de : 3 868 F pour les communes de moins de dix mille habitants ; 5 280 F pour les communes de dix mille à cinquante mille habitants.

BLOC-NOTES

AGENDA

- Communication des collectivités. - Les étudiants en licence d'information-communication de l'université de Haute-Bretagne organisent, en collaboration avec la chambre de commerce et d'industrie de Rennes, jeudi 23 mai, la troisième édition du Forum de la communication des entreprises et des collectivités territoriales.
- Renseignements au département des sciences de l'information et de la communication de l'université de Haute-Bretagne. Tél. (01-91) 99-33-51-13.
- Entreprises et décentralisation. - Le marché des collectivités locales représente 653 milliards de francs. Une mine d'or pour les entreprises, à condition qu'elles sachent vendre leurs services aux élus. Pour leur enseigner le fonctionnement des collectivités, l'association Territoria vient de créer un séminaire, « 3P » (pour « partenariat public-privé »). La prochaine session inter-entreprises aura lieu mardi 11 et mercredi 12 juin.
- Renseignements au (01-91) 39-63-88-14.
- Décentralisation culturelle. - Dix ans après la promulgation des lois sur la décentralisation, le conseil régional de Franche-Comté organise, avec le concours de l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble, un colloque les jeudi 30 et vendredi 31 mai à Besançon, intitulé : « Décentralisation culturelle ». Ouverte aux élus et aux professionnels de la culture, cette manifestation propose d'établir un premier bilan dans les différents secteurs de l'action culturelle.
- Renseignements au (01-91) 81-81-81.
- Quartiers lumineux. - MM. Michel Delebarre, ministre de la ville, et Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, organisent, du samedi 18 mai au dimanche 16 juin, une opération baptisée « Quartiers lumineux ». Elle est destinée à mettre en valeur les initiatives des jeunes habitants dans les quartiers en difficulté, qu'il s'agisse de sport, d'environnement, d'économie, ou de culture. Concerts, spectacles de danse, cours de peinture ou de théâtre seront donnés dans le quartier Franc-Moisin de Saint-Denis du 24 au 28 mai ; dans les quartiers nord de Marseille, du 6 au 8 juin ; à Lyon, Bron et Saint-Priest (Rhône) les 14 et 15 juin. Un forum rassemblera à Lille, les 7 et 8 juin, les acteurs et partenaires régionaux concernés par la politique de

développement social des quartiers.
► Renseignements au (01-61) 49-44-30-00.

- Districts. - La deuxième convention nationale de l'Assemblée des districts de France, que préside M. Marc Censi, maire (UDF-FR) de Rodez, président du district du Grand-Rodez et de la région Midi-Pyrénées, se tiendra à Paris, le mardi 11 juin. Cette association, qui s'efforce de promouvoir la formule intercommunale du district, donnera son point de vue sur le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République.
- Renseignements au (01-61) 40-26-05-65.

NOMINATIONS

- La chambre régionale de commerce et d'industrie de Limousin-Poitou-Charentes a désigné un nouveau chargé de mission international, M. Yves Louza, trente-trois ans, précédemment directeur régional du commerce extérieur du Limousin.
- [M. Yves Louza, diplômé de l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises d'Amiens, a été attaché commercial à New-York et à La Haye. Il va organiser des missions de prospection collective, notamment vers les pays de l'Est et la Scandinavie.]
- Contact : CRCI Limousin-Poitou-Charentes, Poitiers. Tél. (01-61) 49-88-10-37.

PUBLICATIONS

- Agglomérations. - La revue Territoires, mensuel édité par l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), vient de publier un dossier sur « Les agglomérations à la recherche de leur identité ». Des réflexions d'historiens, de sociologues et d'élus sur l'aménagement urbain et les différentes politiques de coopération mettent en lumière les maux dont souffrent les agglomérations et les atouts dont elles disposent.
- Numéro de mars-avril, 65 F, ADELS, 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris. Tél. (01-61) 43-55-40-05.

La Mairie de
Ruicil Malmaison
67.000 habitants -
Banlieue Ouest

recherche
pour son
Atelier Municipal
d'Urbanisme

URBANISTE CHARGE D'ETUDES

Vous prendrez en charge la réalisation d'études prospectives et participerez à l'élaboration du Plan Programme et à la gestion d'observatoires.

Le vaste domaine sur lequel vous interviendrez (habitat, équipements publics, démographie, financement de l'aménagement et action foncière) nécessite de grandes qualités méthodologiques et d'organisation ainsi que la pratique de l'informatique.

De formation urbaniste (BAC + 5), vous avez de préférence une première expérience dans un poste similaire.

URBANISTE CHARGE D'OPERATION

Responsable des études pré-opérationnelles, vous assurerez le montage et le suivi technico-administratif, financier, des opérations publiques et privées en relation avec la SEM et les aménageurs.

Vous mettrez en oeuvre les moyens nécessaires à la communication et la concertation. Vous tiendrez le bilan des actions engagées au regard des investissements publics et des objectifs municipaux.

Les responsabilités qui vous seront confiées demandent rigueur, esprit d'analyse, de synthèse et de grandes capacités rédactionnelles.

De formation urbaniste (BAC + 5), vous possédez une expérience de l'aménagement.

Adressez votre candidature à M. le Maire - Hôtel de Ville - 92501 Ruicil-Malmaison cedex.

مكتبة الامم

صكنا من الاموال

HEURES LOCALES

Début de concertation à Sartrouville

Jeunes, représentants de l'administration et commerçants de la cité des Yvelines à la recherche de mesures concrètes pour instaurer le « dialogue social »

A Sartrouville, la cité des Indes était exclue du dialogue social. Tel est le constat dressé par les partenaires de la concertation instaurée par Michel Delebarre, ministre de la ville, en réponse aux incidents qui ont troublé la seconde commune des Yvelines après la mort du jeune Djemel Chetoui, tué par un vigile, le 26 mars dernier, sur le parking d'un centre commercial. Lundi 13 mai, sous l'égide de M. Jean-Pierre Delport, préfet des Yvelines, une réunion a ainsi rassemblé tous les partenaires susceptibles d'intervenir dans le développement social de Sartrouville et du quartier des Indes en particulier. Associations de jeunes, Etat, villes, département, société de HLM, locataires, commerçants, se sont mis d'accord à l'issue d'une discussion de six heures sur un éventail de mesures immédiates et concrètes destinées à élaborer un « tissu social » cruellement absent dans cet ensemble de plus de six mille habitants.

Régie de quartier et club de prévention

Ces mesures s'articulent autour de la formation et de l'emploi des jeunes d'une part, de la vie sociale du quartier d'autre part. Elles figurent d'ailleurs pour la plupart dans le contrat de « développement social des quartiers » (DSQ) discuté en conseil municipal le 7 mai. Ainsi, une mission locale de l'emploi chargée d'évaluer les besoins en formation des jeunes de seize à vingt-cinq ans et de prospecter les possibilités d'emploi sera créée, regroupant six communes autour de Sartrouville. Le Logement français, propriétaire du parc HLM, a proposé la création d'une régie de quartier qui permettrait de réaliser des travaux d'entretien locaux en employant des salariés également locaux. Euromarché s'associe à cet effort en s'engageant à embaucher des jeunes de la cité dans le fast-food que cette société doit ouvrir prochainement. Autant de gestes en direction des jeunes en attendant les premiers effets d'une action de formation professionnelle à moyen terme.

La réhabilitation de cinq cent trente logements en 1991 (il s'agit d'une première tranche) sera au centre de l'amélioration de la vie sociale du quartier, complétée par l'aménagement des espaces extérieurs dans le souci de « rendre une âme à la cité », selon l'expression du préfet. Lui rendre une âme, c'est aussi installer une crèche de quinze berceaux au cœur du quartier, une bibliothèque, un local d'activités pour les adolescents... autant d'installations inexistantes

en dépit de l'importance et de la lourde situation sociale de la cité. Deux éducateurs de rue seront par ailleurs embauchés dans le cadre d'un club de prévention de la délinquance financé par le département.

Des engagements financiers importants

Ces mesures impliquent dès aujourd'hui des engagements financiers évalués à 25 millions de francs, auxquels s'ajoutent les 50 millions de francs de l'opération de réhabilitation. La commune de Sartrouville vient de voter pour sa part 3 millions de francs de crédits pour 1991. D'autres mesures restent en suspens, soumises à l'accord exprès des résidents et de la commune. C'est le cas de l'implantation d'un lieu de culte musulman réclamé par les jeunes au nom de leurs parents, ou le choix du nom de Djemel pour une salle de la ville.

« L'Etat jouera son rôle dans cette concertation. Il répondra si on

le sollicite mais il ne dictera pas ses choix car rien ne vaut un dialogue direct entre la municipalité et les jeunes », a déclaré le préfet à ses interlocuteurs. Ce dialogue que beaucoup espèrent entre la cité des Indes et le reste de la ville doit aider à résoudre les problèmes de l'accueil de la petite enfance, du désenclavement des Indes par un projet d'aménagement urbain, de l'aide au retard scolaire, de l'accès des jeunes aux équipements sportifs ou encore de l'avenir de la dalle des Cosmonautes, cet espace de béton coincé entre les tours.

« L'Etat ne sera pas inerte et poursuivra les auteurs de troubles », a-t-il été le premier à l'attention de ceux qui, après avoir, entre autres, « la spirale de la violence » à Sartrouville. La cité des Indes ne pourra sortir de son isolement social que dans un climat de sérénité. Tous les partenaires de la concertation naissante en conviennent.

PASCALE SAUVAGE

Les paradoxes de la croissance urbaine

Les grandes villes se développent désormais plus vite que les agglomérations moyennes

DEPUIS les recensements des années 70 aux Etats-Unis et 80 en Europe de l'Ouest, les démographes croyaient être entrés dans une nouvelle phase de la répartition de la population. Les zones rurales redevenaient attractives au détriment des régions urbaines, les petites villes aux dépens des grandes et les centres-villes envoyaient massivement leurs habitants résider dans des banlieues de plus en plus lointaines, voire à la campagne. Les résultats du recensement de 1990 pour la France métropolitaine ont amené les chercheurs de l'INSEE à corriger cette interprétation.

Premier fait nouveau, selon une étude parue dans le numéro de mai de la publication INSEE Première, la reprise de la croissance en Ile-de-France, qui concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, continuent aussi à croître (taux respectivement 9,4 % des habi-

tants en 1990 contre 9,2 % en 1982 et 7,5 % en 1982). Les neuf régions les moins peuplées, quant à elles, se vident de plus en plus pour ne rassembler en 1990 que 19,4 % de la population (contre 19,9 % en 1982). Les grandes agglomérations se développent désormais plus rapidement que les agglomérations moyennes, par suite du changement des migrations (aujourd'hui, elles attirent plus de gens qu'elles n'en perdent). Mais, comme elles s'étendent en superficie, la concentration urbaine s'accompagne d'un desserrement relatif de l'habitat.

Cette reprise de croissance ne touche pas de la même façon toutes les grandes villes. Comme pour la période 1975-1982, les ex-villes minires et sidérurgiques de la Lorraine, du Nord mais aussi certaines villes industrielles dispersées déclinent au profit des villes tertiaires de la côte méditerranéenne, mais aussi de Savoie et de la grande périphérie parisienne, qui présentent des

taux de croissance de plus en plus élevés. En outre, beaucoup plus que par le passé, c'est l'ensemble des villes d'une région qui tendent à croître ou à décliner simultanément. En dépit de quelques exceptions (Béziers en déclin dans le Sud-Est, Lille, Calais et Armentières en progrès dans le Nord), la croissance urbaine de la période 1982-1990 a été, régionale-ment, beaucoup plus homogène que celle des périodes précédentes.

Selon les auteurs de l'étude, cette évolution pourrait s'expliquer par une transformation des structures économiques urbaines à l'échelle de l'Europe. La fin d'un long « cycle d'industrialisation » se combine avec le démarrage d'un « cycle d'innovations ». Les grandes villes y sont mieux préparées : elles développent des institutions, des activités et des infrastructures qui permettent des liaisons internationales nombreuses et diversifiées. Aussi bénéficient-elles des premières de l'ouverture des frontières.

Th. S.

La seconde chance de l'usine pour déchets d'Amiens

Victime des querelles municipales, l'unité de méthanisation Valorga va enfin pouvoir fonctionner

AMIENS

de notre correspondant

La société Valorga avait réussi à séduire l'ancienne municipalité d'Amiens dont le maire était M. René Lamps (communiste). L'entreprise devait assurer le traitement des ordures ménagères de la ville et les transformer, notamment, en gaz et en compost. Mais cette méthode révolutionnaire n'avait jamais été utilisée à grande échelle et le système n'était pas au point : il était souvent en panne. Manifestement, il restait quelques petits problèmes à résoudre pour que l'usine soit opérationnelle.

Arrivé à l'hôtel de ville lors des dernières élections municipales, M. Gilles de Robien, député UDF-PR, manifestait rapidement son intention de désengager la ville de son soutien à Valorga. C'était, disait-il, un gouffre à finances. Et d'accuser son prédécesseur de s'être fourvoyé en faveur d'un système qui en était encore à l'état

d'expérimentation et d'avoir engagé la ville à garantir pour 106 millions de francs d'emprunts s'y rapportant. Début 1990, il décidait même de fermer l'usine en difficulté, qui avait été reprise par Spie Batignolles, Idex et Gaz de France.

Réconciliation opposition-majorité

Mais les défenseurs du système Valorga ne se tenaient pas pour battus. On se mobilisait même au ministère de l'environnement pour voler au secours d'un procédé considéré comme écologique. M. Brice Lalonde souhaitait « voir ainsi couronner de succès les efforts déployés depuis mars 1990 pour donner à la filière Valorga Process les meilleures chances de faire ses preuves à l'échelle industrielle ». Le maire d'Amiens revenait alors sur sa décision. Il menait cependant des négociations pour obtenir un prix de traitement moins cher à la tonne (146 francs hors taxes).

Aujourd'hui, le procédé Valorga paraît guéri de ses maladies de jeunesse et un contrat pour vingt-cinq ans signé avec la ville d'Amiens vient sceller la réconciliation du maire de droite avec une installation mise en place avec la bénédiction d'une équipe municipale de gauche.

Selon ce contrat, les bâtiments de l'usine, sur la zone industrielle nord, qui sont propriété de la ville, sont mis à la disposition de la société de traitement. La commune donnera toutes ses ordures ménagères à Valorga, qui maintient le prix de 146 francs la tonne et s'engage à investir pour 40 millions de francs. D'autre part, des travaux de recherche seront menés en collaboration avec l'université de Picardie et des industriels du chef-lieu de la Somme. Valorga donnera un pourcentage à Amiens chaque fois que sera décrochée une commande pour implanter dans une autre ville un système identique à celui d'Amiens. Dernier point du contrat : le siège de Valorga, actuellement à Montpellier, sera transféré dans la capitale de la Picardie.

Actuellement, Valorga traite 55 000 tonnes d'ordures par an en provenance d'Amiens. Mais elle pourrait sans problème en traiter 80 000 tonnes. C'est pourquoi un appel est lancé en direction des communes voisines pour qu'elles amènent leurs déchets à l'usine d'Amiens. Pour les inciter à le faire, le conseil général de la Somme, présidé par M. Fernand Demilly (UDF-PSD), a même voté une aide de 100 francs par tonne d'ordures acheminées jusqu'à l'usine Valorga.

MICHEL CURIE

Jean-Paul Chamblais se heurte à des laderies officielles, surtout de la part du ministère de la culture : « La direction régionale de l'action culturelle donne une obole de 19 000 francs et n'est même pas représentée au FNLT ». L'éducation nationale est à peine plus compréhensive : certes elle a octroyé un mi-temps à l'enseignant thononnais (depuis deux ans seulement), mais sa subvention ne s'élève qu'à 40 000 francs. Restent les sponsors, EDF-Thonon (20 000 francs), les Eaux d'Evian (15 000 francs), etc., et le montant de la billetterie (environ 70 000 francs).

Si une entente n'est pas trouvée sur la future utilisation de la MAL, si la mairie et les ministères concernés n'apportent pas, dès 1992, un appui plus soutenu, « j'arrête », affirme péremptoirement Jean-Paul Chamblais, en laissant à mon ou mes successeurs tous les acquis de ces quatre années ». Ce n'est pas du chantage, c'est un avertissement réel et honnête, et tout le monde devine ici que le départ de son animateur signifierait l'arrêt de mort du Festival à Thonon.

MICHEL CASTAING

(1) Composé de membres de l'association du FNLT, le jury présélectionne, au vu des dossiers, une quinzaine de troupes - dix-sept cette année - et va les auditionner dans leur lycée pour en retenir environ la moitié.

(2) Huit troupes ont été invitées en 1991 : lycée Saint-Martin d'Angers (Maine-et-Loire), lycée privé Baudouin d'Aras (Pas-de-Calais), lycée Félix-Mayer de Creutzwald (Moselle), lycée privé de Jully (Seine-et-Marne), lycée Jean-Perrin de Lambertani (Nord), lycée Saint-Joseph de Marvejols (Lozère), lycée professionnel Corlogon de Rennes (Ile-et-Vilaine) et lycée Paul-Verdaine de Retel (Ardennes).

REPÈRES

Auvergne

Le cœur de la France s'industrialise

« Pourquoi à Montmarault (Allier), 1 603 habitants, les nuits sont-elles les plus animées de France ? » En lançant sur le mode interrogatif sa campagne publicitaire, le SERNAM expliquait le choix de l'implantation de sa borne zéro dans ce petit chef-lieu de canton situé « au cœur géographique de la France ». Jusque-là perdu dans le bocage d'une région à seule vocation d'élevage, le village joue le rôle de position stratégique depuis l'ouverture de l'autoroute A 71 Paris-Clermont-Ferrand qui se croise ici même avec la RN 145 (route Centre-Europe-Atlantique).

En moins de trois ans, les implantations d'entreprises se sont multipliées et près de 400 emplois ont été créés dans les secteurs les plus divers. Le transporteur Bourget-Montreuil a créé une unité de 110 emplois, suivi par des entrepreneurs-distributeurs soucieux de bénéficier d'un relais entre la façade atlantique et le Lyonnais ou le couloir rhodanien Var-Méditerranée.

La production n'est plus absente : SADI LEEK, une unité d'affinage d'aluminium, va créer 50 emplois puis, bientôt, une centaine. Bouclées rapidement, les trois premières zones industrielles et artisanales devraient être suivies d'une zone intercommunale. C'est du moins le vœu d'Eric Degremont, préfet de l'Allier, dont le but, aujourd'hui, est la maîtrise et l'organisation du développement dans un secteur considéré comme « le plus porteur du département ».

HAUTE-NORMANDIE

Nouveau retard pour le pont du Havre

Le chantier de construction du pont de Normandie, qui franchira l'estuaire de la Seine en 1994, a repris un rythme normal après plusieurs semaines d'interruption provoquées par des difficultés techniques. L'entreprise allemande Bilfinger et Berger chargée des fondations des piles avait dû suspendre ses travaux de fondation à moins de 50 mètres en raison de la mauvaise qualité des sols. C'est un nouveau retard de six mois, après celui de dix-huit mois constaté l'an passé, que le pont de Normandie a pris par rapport au calendrier établi en 1987. Avec le pont de Normandie, Le Havre et son port accèderont directement à la rive sud de la Seine, à hauteur de Honfleur, sans avoir à rejoindre le pont de Tancarville, 30 kilomètres en amont.

Les ingénieurs affirment avoir tenu les prix prévus (1 450 millions de francs), mais le coût final doit toutefois dépasser les 2 milliards de francs en raison de l'évolution des taux d'intérêt. Si la chambre de commerce et d'industrie du Havre autofinance le pont à hauteur de 273 millions de francs (excédent des recettes du pont de Tancarville), les collectivités territoriales (conseil général de Seine-Maritime pour 40 % ; conseil général de l'Eure, 10 % ; conseil général de Calvados, 25 % ; conseil général de la Haute-Normandie, 25 %) garantiront les emprunts contractés par l'établissement constructeur à hauteur de 1 900 millions de francs. Le remboursement doit s'étaler sur trente ans grâce aux recettes des péages (30 francs en moyenne pour 6 000 véhicules/jour). Le tour de table des banques n'est pas totalement bouclé. Son chef de file, le Crédit local de France, devrait achever sa constitution avant l'été.

ILE-DE-FRANCE

Création d'un Comité scientifique de l'arbre à Paris

Un Comité scientifique de l'arbre à Paris a été mis en place, lundi 13 mai, par M. Jacques Chirac, maire de la ville. Composé de six experts nationaux et internationaux de l'arboriculture « extérieurs à la ville de Paris », il sera présidé par M. Gérard Bory, responsable administratif du « Groupe physiologie de l'arbre » à l'université Paris-VII.

Cette instance, dont la création avait été décidée par le maire de la capitale en novembre dernier, sera amenée à « se prononcer tant sur des questions générales que de principe au sur des opérations particulières ». Les Verts-Paris-Ecologie « se réjouissent » de cette création, mais regrettent que le Comité d'éthique annoncé initialement se soit transformé en un Comité scientifique « aux compétences restreintes et fermé au monde associatif, aux amoureux de la nature et des arbres ».

Un bain de jouvence pour Thonon

Suite de la page 11

Une association est créée en septembre 1987 avec un bureau comprenant enseignants, médecin, comédien, MJC, et le premier FNLT naît en mai 1988.

La cinquième édition aura-t-elle lieu en 1992 ? Il faut poser brutalement la question. Car si la foi théâtrale des participants n'a pas faibli, bien au contraire, l'intendance en revanche n'a pas suivi, empêchant la manifestation thonnaise de « décoller » vraiment, d'être au théâtre à l'école ce que le Festival d'Avignon est au théâtre tout court. Le nombre des lycées candidats n'a jamais dépassé le chiffre de cent - soixante-sept dossiers en 1991 - ce qui paraît peu quand on sait que le FNLT est ouvert à tous les établissements publics et privés. De plus, faute de moyens matériels conséquents, le jury (1) ne peut sélectionner que huit ou neuf troupes (2), invitées chacune à se produire deux fois en une petite semaine.

Après quatre ans d'existence, le FNLT s'il n'a jamais connu le stade de l'amateurisme, en est toujours au stade artisanal. Jean-Paul Chamblais, sa petite équipe et les gens du théâtre n'y sont pour rien. Les exigences de qualité requises pour être admis au Festival ne sont pas en cause non plus. S'il y avait un reproche à faire au plan artistique, il serait même inverse : certains spectacles se sont révélés trop ambitieux pour des adolescents de quinze-dix-sept ans. Cela a été le cas, la semaine dernière pour Tu pleures

Francisco ? d'après l'œuvre picturale de Goya (pièce sans dialogue) et de Retour au désert de Bernard-Marie Koltès.

Des amitiés fortes se sont tissées entre le FNLT et des gens de la profession. Jean Dasté a présidé le premier festival. Marcel Maréchal est venu en 1989 : par son intermédiaire, Pierre Arditi était, cette année, l'invité d'honneur. « Ces jeunes ont fait le bon choix, celui de la créativité, même, et surtout, s'ils ne deviennent pas des comédiens professionnels. Nous sommes dans la socioculture ici, dans le romantisme aussi, très loin du monde des affairistes. Une vie où l'on rêve, où l'on rêve à la vie ».

La mer à la montagne

Le bât blesse aussi ailleurs. Thonon-les-Bains, 32 000 habitants, est une commune prospère, avec un budget de 276 millions de francs et un niveau de vie élevé : 17 % de la population active travaille dans la population, en Suisse. C'est une agglomération avancée avec son jet d'eau, ses grands parterres fleuris, son centre piétonnier auquel ruelles et fontaines confèrent un cachet provincial, ses 500 commerces de luxe et de semi-luxe, dont 170 magasins de vêtements. C'est, enfin, une cité sportive avec ses 10 000 licenciés - soit un habitant sur trois - évoluant dans 75 clubs.

Une ville paisible. Une ville trop tranquille aux yeux des jeunes, qui vont chercher des distractions noc-

turnes à Evian (8 kilomètres) et surtout à Genève (30 kilomètres). Une ville serine où l'on remarque peu de graffiti sur les murs, où les gens sont affables envers le visiteur. Une vie locale rythmée par la pratique du ski l'hiver et la fréquentation des plages du lac Léman l'été, justifiant tout à fait le slogan de l'office du tourisme : « La mer à la montagne ».

« Les Thononnais sont des gens gâtés, un peu égoïstes », dit Paul Neuraz, et c'est peut-être la première faille dans ce que l'on a appelé « l'eldorado savoyard ».

Certes, une trentaine de bénévoles s'activent un peu avant et pendant le festival, mais ce genre de manifestation se prépare tout au long de l'année et, pendant onze mois, Jean-Paul Chamblais se sent bien seul, côté cour et côté jardin. Une secrétaire bénévole, une vieille machine à écrire, et c'est à peu près tout. A ceux qui l'accusent, ça et là, de vouloir trop tirer le rideau rouge à lui, il répond : « Il est dur de faire participer les gens », concède le maire. En outre, le FNLT n'a pas de local attitré et il faut joindre son animateur chez lui.

Certes, la mairie n'est pas inactive dans cette affaire : subvention, aides techniques, dévouement de Jacques Pignet qui, par exemple, est allé chercher des costumes à Marseille. Mais Paul Neuraz reconnaît qu'« il n'y a pas derrière le FNLT, une structure municipale » et son intention est de créer un poste de directeur des affaires culturelles. La municipalité a d'autres préoccupations, comme le logement, ou le désenclavement de la ville par la construction d'une autoroute. Elle a d'autres projets, comme la construction d'un palais de justice, d'une école primaire, d'une piscine couverte et d'un hôtel trois étoiles. Mais elle a aussi programmé la rénovation intérieure de la Maison des arts et loisirs (MAL, curieux sigle !) prévue pour 1993 et

tant attendue par Jean-Paul Chamblais et Bruno Gillet, pour des raisons différentes cependant : le fondateur du FNLT voudrait qu'on en fasse un théâtre et le directeur de l'office du tourisme une salle de congrès. « Mon objectif, dit ce dernier, est d'amener de l'argent à Thonon pour créer des emplois ».

Au fil du temps, l'enthousiasme de Bruno Gillet pour le festival s'est du reste refroidi : il souhaitait que soit conservé le premier visage du FNLT, avec ses distributions de prix. Des petits Mollières en sonne, pour créer un engouement médiatique. Les organisateurs ont au contraire supprimé les récompenses dès 1989, après s'être aperçus que la concurrence stressait les adolescents. Ils préfèrent intelligemment, depuis trois ans, donner une bourse de 2 000 francs à chaque troupe dans le but de monter un nouveau spectacle.

Ladrieries ministérielles

Le public thonnais ne s'est pas précipité aux représentations et, bien souvent, c'est la majorité des cent soixante participants (élèves et accompagnateurs) qui composaient l'assistance. Indifférence envers des lycéens étrangers à la commune ou crainte inconsciente d'un théâtre sulfureux ? Thonon est une ville « bien pensante » qui a élu une municipalité de centre droit et qui semble toujours suivre les préceptes d'un enfant du pays, l'écrivain Henry Bordeaux (1870-1953) ardent défenseur de l'ordre moral.

Si les Thononnais montraient plus d'intérêt pour le FNLT, la mairie, qui précise cependant que le budget de fonctionnement de la culture dépasse actuellement celui des sports, et les pouvoirs publics se révéleraient-ils plus généreux ? Car, non content de devoir pallier l'absence d'une infrastructure adéquate,

Cannes

91

de nos envoyés spéciaux

SÉLECTION OFFICIELLE

Multiples splendeurs

Le mystère Khamdamov éclairci. Ce metteur en scène porte en lui toutes les Russies

Anna Karamazoff, film fleuve et peut-être trop riche, de Roustam Khamdamov, metteur en scène ouzbek, a été reçu à Cannes avec une assez désinvolte perplexité. Robert De Niro est venu soutenir *Liste noire*, le mélodrame efficace d'Irwin Winkler dont il est le héros. Mireille Perrier est, elle, la vedette de l'attachant *Toto le héros*, de Jaco Van Dormael. Quant à Peter Greenaway, il a présenté vingt minutes éblouissantes de son *Livre de Prospero*, une adaptation de la *Tempête* de Shakespeare.

ANNA KARAMAZOFF de Roustam Khamdamov

Un obscur objet du désir est tombé sur Cannes. Désir obstiné d'un metteur en scène russe d'origine ouzbek, Roustam Khamdamov, longtemps empêché de tourner, désir spontané de Jeanne Moreau de le suivre : désir inespéré du producteur Serge Silberman de l'aider. De ces désirs éphémères, et d'un talent aveuglant et désordonné qui porte en lui toutes les Russies, est né *Anna Karamazoff*.

De quoi s'agit-il ? D'une femme qui va marcher dans la ville. Elle arrive en train, le 23 septembre 1949 - c'est à peu près la seule précision que nous aurons - et elle sort des camps. Elle porte une petite valise qui ne la quittera pas. Sa seule fortune, évidemment. Elle porte aussi en elle une terrible et sereine douleur et, au-delà, des mots, elle parle à peine. Mais elle doit mener une enquête, sur la mort de sa mère, sur l'état de pays, sur la fidélité de sa mémoire, qui la conduit vers un but inexorable, la mort d'un homme. Elle le tuera, parce que c'était écrit. On est passé de Tchekhov à Dostoïevski.

Anna K. a un chapeau noir posé en biais d'où s'échappe une mousse de cheveux blancs, ses bas de soie sont filés, de temps en temps elle pose le pied sur une chaise pour les repasser, on voit qu'elle a de jolies jambes. Anna K. rencontre des Ouzbeks parés comme des enfants, Anna K. croise des gens pressés dans des sous-sols monumentaux, une misérable avec un bonnet à oreilles de chat. Une petite fille trop maquillée avec des allures impérieuses de courtisane lui explique un incertin simple et

brutal, la petite fille fume et tient des propos qui ne sont pas de son âge devant une table chargée de victuailles périmées, par terre gisent des tableaux de Malevitch.

Anna est dans une tombe. On voit des enfants vivants sont chétifs, un enfant mort, resplendissant. Peut-être son fils ? Anna entre dans un cinéma. Elle est fatiguée, elle rêve d'un film muet. De belles coquettes pâles portent des chapeaux noirs posés en biais et sourient en sautillant. C'est un vieux film pas si vieux que ça, les images sauvées de l'Esclave de l'amour, premier long-métrage de Khamdamov, commencé en 1974 puis interrompu et frappé d'interdiction « pour non conformité au scénario d'origine ».

On comprend bien que ce fragment réapparu est essentiel. Comprendre n'est sans doute pas le mot qui convient. Il faut se laisser envoler par la profusion somptueuse d'Anna Karamazoff, par son désordre magnifique. Il faut se laisser submerger par des images d'une beauté violente ; on peut penser à Tarkovski, à Paradjanov, on est tout le temps chez Khamdamov, peintre flamboyant, génie brouillon et irritant, qui met tout et trop et davantage dans un seul plan, la vie, la mort, l'enfance, la Russie et la femme.

La femme... C'est, généreuse totalement et courageuse sans phrases, venant de très loin, de là où Khamdamov l'a appelée, Jeanne Moreau. Elle habite ce film trop riche de sa dignité profonde. Elle a la force incroyable de tous les survivants.

Le tournage d'Anna Karamazoff a été interminable, cahotique, émaillé d'incidents, d'interrup-

tions, dus à l'arthrose du système, à la vétusté du matériel, mais aussi au drame intérieur de Khamdamov, à sa légitime terreur d'artiste maudit qui va cesser de l'être, que le noir de l'oubli ne protège plus de ses doutes, qui va apparaître en pleine lumière.

Pendant tous ces longs mois, Jeanne Moreau est restée fidèle. Une société mixte franco-soviétique, Mosimédia, contrôlée par UGC, a racheté leur part de financement aux Russes pour distribuer le film en Union soviétique, et surtout, Serge Silberman, depuis longtemps dans l'aventure « parce que Jeanne me le demandait », a tenu bon. Il y a quelques semaines encore, il était à Moscou pour payer, en espèces, les derniers créanciers, superviser jour et nuit les finitions. Il est resté vingt-deux ans aux côtés de Louis Banel, il a produit Becker, Melville, Kurosawa ; il vient de passer trois ans de sa vie à préparer le *Nostromo* de David Lean, d'après Joseph Conrad. Et porte aujourd'hui le deuil de Sir David, mort à quelques jours du tournage. Mais il a toujours le même sourire doux, le même amour du cinéma, et toutes les patiences avec le fantasque ouzbek : « J'ai toujours préféré à tout, dit-il, le privilège de travailler avec des êtres humains ».

Anna Karamazoff a été reçu à Cannes avec une assez désinvolte perplexité. On reverra le film un peu plus tard, dans une version sans doute plus « raisonnable ». Tel qu'il est aujourd'hui, il recèle, accumulées comme les trésors énigmatiques d'une tombe de pharaon encore inviolée, de multiples splendeurs.

DANIEL HEYMANN

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Le grand amour de Toto

Ne jamais passer à côté du bonheur



Mireille Perrier STEPHANE SEDNAOU

TOTO LE HÉROS de Jaco Van Dormael

Un jour, parmi les spectateurs d'un match de football, un homme aperçut Mireille Perrier. Un moment, il crut reconnaître sa sœur, morte depuis des années. Mireille Perrier était bien vivante, belle, lumineuse. Forte et malléable, amoureuse, elle représentait une chance pour ceux qui l'approchaient. Elle aurait pu, elle a failli, apporter le bonheur à cet homme-là qui la regardait... Mais le héros du film de Jaco Van Dormael *Toto le héros* était toujours passé à côté du bonheur, à côté de la vie. Enfant, il s'imaginait avoir été échangé à la naissance contre son voisin. Il rêvait de devenir agent secret ; il fut géomètre. C'est seulement quand il fut bien vieux qu'il retrouva son énergie.

Très près de l'enfance

Contrairement à son « héros », Jaco Van Dormael a réalisé son souhait : un film noir qui n'est pas triste, une histoire aussi simple que la vie comme elle est, celle d'un homme qui n'a pas d'histoire. Un film aussi compliqué dans sa construction que la mémoire d'un vieillard, entreprenant dans le temps très bref qui lui reste, de rattraper le temps perdu. *Toto le héros* trafique la chronologie, mais il est clair comme un rire d'enfant.

Le genre de rire que Jaco Van Dormael connaît bien : il a comencé par être clown, dans un cirque itinérant. Une vie épuisante. Il

est parti et a monté un numéro avec un partenaire. Il a fait du théâtre pour enfants. En même temps il a étudié le cinéma, à Paris, puis à Bruxelles, et a tourné plusieurs courts-métrages sur les animaux. *Toto le héros* est son premier grand film. Il s'attache « aux personnages qui sont les plus proches de l'instinct, les enfants, les vieillards, les mongoliens ». Toto le héros a un frère mongolien, le seul qui peut-être ait su trouver une forme de bonheur, dans la mesure où il a bien été obligé d'accepter ce qu'il est.

« Il a su apprendre à vivre, constate Jaco Van Dormael, alors que Toto attend chaque jour le jour suivant. Vivre, ça demande de l'apprentissage. On croit devenir intelligent, et on est tout simplement calculateur. On a perdu la logique simple de l'innocence. Moi, je crois bien que je suis resté très près de mes sentiments d'enfance. En tout cas j'essaie d'être naïf. Si on ne l'est pas, ce monde, celui du cinéma, est trop sauvage. J'ai passé cinq ans sur ce film, j'ai écrit des milliers et des milliers de pages, j'ai recommencé à zéro des dizaines de fois, et je me suis épuisé. On n'a pas le choix. J'ai travaillé à y croire : faire un film réussi demande autant de travail que de faire un film raté, alors ».

Réussir un film, c'est « ne pas perdre le sentiment qu'on a eu au départ, et avec lequel le spectateur va quitter la salle ». Jaco Van Dormael a réussi : son *Toto le héros* porte une force et un charme qui demeurent, bien après qu'on a quitté la salle.

COLETTE GODARD

L'enchanteur Greenaway

Peut-être va-t-on enfin trouver Shakespeare au cinéma, grâce à Peter Greenaway et à son adaptation de la *Tempête*, *Prospero's Book*. Le film, qui devait être présenté en compétition, n'a pas pu être terminé à temps à cause de la complexité des effets spéciaux (le Monde du 16 mai), mais on a pu en voir la première bobine, vingt minutes de bonheur.

La pluie tombe à verse sur les pages jaunies du livre de *Prospero*. Le bateau du duc de Milan est un tour rouge dans une piscine bleutée entourée de colonnes, cernée de fermes et d'hommes, nus, qui se pressent, dansent, se perdent dans la pénombre. Un cauchemar agite le sommeil de Miranda. Le vent fait claquer le dais de sa couche qui s'enroule et la dévoile. Des nautiques aux chairs voluptueuses, livides à travers l'eau, se cambrent et nagent, leurs longs cheveux blancs s'étalent, se distordent. Le bateau chavire, elles se saisissent des naufragés...

Arrogante splendeur

Prospero est un enchanteur, et son livre est magique. Il déverse une tornade d'images luxuriantes, baroques, folles. C'est le désordre, la fureur, la furie, le chaos, c'est un tournoiement, un incessant mouvement, c'est l'arrogante splendeur des thèmes qui se cognent, c'est le big bang d'un monde qui serait comme les Champs Élysées des Anciens où se croisaient tous les grands morts. Et sur ce monde qui narque le temps, règne un vieillard serein, un homme aux yeux pâles, dont la voix met sa musique sur les mots de Shakespeare, John Gielgud. A Miranda endormie, il va révéler le secret de son existence... Pendant vingt minutes, sans presque respirer, on a vécu la magie de Shakespeare.

C. G.

Tempête sur Hollywood

L'efficacité du mélodrame américain et une performance de Robert De Niro

LA LISTE NOIRE d'Irwin Winkler

Sur les ravages causés par l'inquisition maccarthyste dans le milieu du cinéma américain, il existe peu de films. Un grand documentaire, *Trial*, qu'on a vu à Cannes il y a une quinzaine d'années. *Nos plus belles années*, de Sidney Pollack, et, surtout, *Le Préféré*, de Martin Ritt.

Qu'irwin Winkler, producteur toujours heureux dans ses entreprises, ait choisi, en passant à la réalisation, de rouvrir le dossier de la « chasse aux sorcières » peut paraître étonnant puisqu'on croit tout savoir par les livres, les articles les études dont l'énumération, en revanche, serait fort longue. Or la *Liste noire* est un film tout ce qu'il y a de plus utile et nécessaire, non seulement pour rafraîchir les mémoires mais encore pour révéler, d'une manière exemplaire, ce que, s'agissant de ce monde à part qu'était Hollywood, la conscience collective américaine a « volontiers refoulé » : l'ampleur du mal et les méthodes employées par la commission des activités antiaméricaines pour extirper le communisme là même où il n'était pas. La genèse de ce film fut une aventure. Meurtre par sa propre expérience, Abraham Polonsky avait mis en chantier un scénario beaucoup plus radical (le

Monde du 9 mai 1991). Irwin Winkler a choisi une autre voie.

Il a choisi de revenir au mélodrame social dont l'efficacité est garantie auprès du public. Dans l'immédiat après-guerre, pour dénoncer la montée d'un antisémitisme inquiétant, Edward Dmytryk - *Feux croisés* - et Elia Kazan - *Le Mur invisible* - y eurent recours, avant d'être eux-mêmes pris dans la tempête du maccarthysme et de se retirer en se faisant délateurs. La tradition du genre n'en est pas, pour autant, en cause.

Nous sommes à Hollywood, en 1951, et, dès le début du film, un écrivain, Larry Nolan (Chris Cooper), inscrit sur la liste noire des suspects, craque. Il fait ce qu'on attend de lui. Il se « repent », et il donne des noms d'amis qui ont pu être communistes ou sympathisants. Il préserve sa situation, sa position, mais il brise la carrière de sa femme, actrice, et sa vie, en la ruinant et en lui prenant leur enfant. Et il compromet David Merrill (Robert De Niro), brillant réalisateur qui, au retour d'un voyage en Europe, se trouve plongé dans une atmosphère de peur, d'hystérie, de méfiance, de délation, de répression occulte.

Par un récit inspiré de faits réels et habilement ponctué de « coups de théâtre », la *Liste noire* étale au jour le mécanisme infernal déclenché par

des gens qui se comportaient comme des fascistes, pour purger Hollywood de ses éléments « indésirables ». David Merrill n'a jamais été communiste. Il a vaguement assisté à quelques réunions de gauche. Qu'importe ! Il lui faut se soumettre selon la tactique feutrée que lui dicte le patron de la Fox, Darryl Zanuck (excellemment recréé par Ben Piazza), ou se voir retirer le film qu'il devait tourner et se trouver, soudain, traité en paria, coupé du monde, réduit au chômage, accusé à la convocation à Washington, en séance publique. Oui, de telles choses ont existé dans l'Amérique de la démocratie et des droits de l'homme. Et si la forme mélodramatique du film tourne, forcément, à la démonstration, Robert De Niro fait tout passer. Acteur formidable, il exprime, sans jamais charger son jeu, le calvaire de tous ceux qui furent brisés et, parfois, contraints à l'exil. En même temps, il compose, avec finesse, le personnage de ce David Merrill qui avait perdu un peu de son âme dans la réussite, que les épreuves rapprochaient de son épouse (Annette Bening) et de son fils, réconciliant avec lui-même.

JACQUES SICLIER

La déferlante nippone sur les majors américaines

L'optimisme de Tom Pollock

Après le rachat de MCA par Matsushita il y a quelques mois, Universal - qui fait partie de la holding MCA - est au premier rang de l'actualité cannoise avec *Jungle Fever* de Spike Lee en compétition et *The Indian Runner* de Sean Penn à la Quinzaine des Réalisateurs. Film auquel le studio s'intéresse en vue d'une distribution nord-américaine. Tom Pollock, PDG d'Universal Pictures est donc là, trônant auprès des nouveaux postes de télévision Thomson au format Cinemascope : « Voici la solution idéale. L'intégrité du film est respectée, et comme nous n'avons plus à recadrer l'image, quelle économie ! », dit-il.

Venant après le rachat de Columbia et de CBS par Sony, celui de MCA, donc d'Universal, par Matsushita a provoqué un regain de nationalisme, voire de chauvinisme au sein des industries culturelles. Mais si les réunions trimestrielles des grands pontes du consortium ont lieu désormais à Osaka, dans le domaine culturel, insiste Tom Pollock, rien, pour l'instant, n'est changé : « Matsushita investissait déjà dans le cinéma, au Japon aussi bien qu'en Europe. Il s'agit que notre industrie eu force et que le moyen le plus expéditif pour le Japon d'entrer dans ce marché était d'acheter un studio ».

Premier danger, dont la presse américaine s'est abondamment inquiétée : l'ingérence possible dans le choix des films et de leur sujet : « Tant que notre cinéma demeure le plus populaire à l'échelon mondial - entre 40 % et 60 % de nos recettes

viennent de l'étranger - et comme personne ne sait faire des films américains aussi bien que les Américains - ça paraît banal de le dire - s'immiscer dans notre travail traitant contre leur intérêt », note le PDG d'Universal.

Le Walkman n'a pas tué le concert rock

Autre menace : que les Japonais rendent aux Américains la monnaie de leur pièce. Puisque les majors hollywoodiennes imposent aux marchés étrangers de sortir tel ou tel titre, doit-il échouer par conséquent inévitablement, Matsushita pourrait obliger Universal à sortir en territoire américain des films japonais ou européens en partie financés par le consortium, mais, dit Tom Pollock, « là encore ce

serait une erreur si j'en crois notre expérience. Spécialiste de l'équipement, si Matsushita a investi dans notre capacité de fabriquer un certain type de logiciel, ce n'est pas pour faire dérailler le train ».

Le troisième point noir est universel : la diffusion par satellite, qui fait voyager et l'information et la culture à partir d'un point central. Dès lors, le bouleversement du « cinéma » tel que nous le connaissons - production, distribution, exploitation - sera colossal et radical. « C'est possible, mais à mon avis improbable. Après tout, le Walkman n'a pas tué le concert rock. L'expérience communautaire du cinéma, pour moi essentielle à la véritable appréciation d'un film, ne disparaîtra pas de vif ». A Hollywood, Tom Pollock a la réputation d'un homme « à qui un cinéaste peut parler », car il respecte la personnalité des créateurs, même lorsque le studio est à la source de leur projet. « Spike Lee a eu le final cut de *Jungle Fever*. Je ne me vois pas passer derrière lui. C'est avant qu'il faut discuter. Ensuite je dois laisser au réalisateur une paix royale. A lui de faire son travail dans les limites et avec le budget prévus. Si *Jungle Fever* avait coûté 50 millions de dollars, je ne l'aurais pas pris. Le budget de la Dernière Tentation du Christ aurait pu monter à 40 millions de dollars. A ce prix-là, je n'aurais pas engagé le studio. Pour 7,5 millions, je l'ai fait ».

Tom Pollock reconnaît que d'autres paramètres entrent dans l'élasticité d'un devis : entre autres le désir d'établir avec quelques cinéastes des

relations à long terme. C'est le cas avec Spike Lee, Scorsese, George Miller... Alors que la proportion de productions indépendantes présentées à Cannes est élevée, aux États-Unis c'est l'échec chez les producteurs et distributeurs indépendants. Les majors ont-elles réussi à déblayer puis à reprendre le terrain ?

« C'est plus grave, prétend Pollock. L'an dernier trente-sept films sont sortis pour l'été, et cette année plus de cinquante. Pourtant les recettes baisseront. Dans le meilleur des cas, elles resteront égales. Même si on n'ose pas trop le dire, la récession est plus rude qu'on ne l'avait prévu, et je pense que d'ici à septembre il se produira bien des bouleversements au sein de l'industrie cinématographique ».

HENRI BÉHAR

مكتبة الامم المتحدة

BILLET

Le Plan englouti

M. Michel Rocard vient d'être limogé deux fois par M. François Mitterrand. Il quitte Matignon, et le nouveau gouvernement ne compte plus de ministre ou de secrétaire d'Etat chargé du Plan. En dix ans, le recul est saisissant. Les observateurs politiques se souviennent probablement qu'en mai 1981 le ministre du Plan était ministre d'Etat et s'appelait... Michel Rocard.

Même en 1986, MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur n'avaient pas osé, malgré le nouveau cours idéologique et la défiance affichée pour toute forme d'interventionnisme, supprimer une dimension importante de l'action gouvernementale car, que le premier ministre soit de gauche ou de droite, gouverner, c'est toujours prévoir. Pendant la cohabitation, M. Hervé de Charette, même s'il n'avait pas pour la planification les yeux de Chimène, remplissait la fonction de ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan.

Lorsque fut adopté le X^e Plan (1989-1992), il avait été convenu que le Parlement serait appelé à examiner le Plan à mi-parcours. Le conseil des ministres du 24 avril dernier venait d'entendre une communication de M. Lionel Stoléru sur le sujet. Cet examen par les députés et sénateurs risque d'avoir un goût un peu amer, à moins qu'il ne soit purement et simplement décommandé.

L'occasion est donnée de s'interroger sur l'intérêt de conserver, désormais, les services du Commissariat du Plan, vieux héritage de l'immédiat après-guerre puisque c'est le général de Gaulle qui le créa en janvier 1948. Pour ne retenir que la période la plus récente, on mettra à l'actif du Commissariat et de la Datar l'élaboration des contrats de plan Etat-région (1989-1993), qui permettent aux collectivités locales et aux ministères de sélectionner et de financer les opérations d'équipement prioritaires (routes, emploi, formation, recherche, programmes d'aménagement du territoire). Au total, sur cinq ans, quelque 100 milliards de francs.

M. Lionel Stoléru s'était personnellement beaucoup impliqué dans la planification, « moyen de rendre les décisions politiques plus pertinentes dans un environnement international plus aléatoire ». C'est aussi un pianiste de grand talent. Désormais, quand, dans le répertoire de Debussy, il y mettra sûrement une forte dose d'émotion.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

INSOLITE

M. Bush sauve les tortues

Le président Bush a renoncé, pour l'instant, à prendre des sanctions commerciales contre le Japon après avoir reçu l'assurance que Tokyo allait interdire les importations de tortues à écailles. Il s'agit d'une espèce en voie de disparition, et l'on connaît la sensibilité de l'opinion américaine aux questions écologiques et à la protection des animaux inoffensifs et injustement pourchassés. Après les dauphins, les tortues...

Avant ce revirement japonais, le gouvernement américain envisageait, par rétorsion, de réduire ses importations de produits nippons, par exemple le poisson. Washington prétendait, sans sourire, que le commerce japonais des espèces menacées de tortues de mer violait les lois internationales, notamment la convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES).

Environ mille quatre cents artisans japonais vivent du travail traditionnel de l'écaillage des tortues pour faire des pendentifs, des bracelets et des montres de lunettes.

La fin du congrès de Luxembourg

La Confédération européenne des syndicats appelle le patronat à une relance du dialogue social

Le septième congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupait quarante centrales de vingt et un pays, a achevé ses travaux, vendredi 17 mai, à Luxembourg. Pour l'essentiel, le congrès a rempli la mission qu'il s'était assignée. A l'unanimité, le rapport visant à rendre la CES « plus performante » a été adopté, ainsi que la résolution générale.

Et les nouveaux statuts, applicables à partir du 1^{er} juillet, renforcent l'exécutif, intègrent les quinze comités sectoriels de branches. Un quasi-consensus est apparu entre les cinq cents délégués de la Confédération européenne des syndicats (CES) « une vraie confédération avec les compétences et les missions afférentes », selon la formule du rapport de M. Stekelburg. Si un moindre enthousiasme est venu des pays du Nord, ceux du Sud se sont, à l'image de M. Bruno Trentin (CGIL), montrés très favorables à l'idée d'une CES ayant enfin une « capacité de décision et d'initiative ». Et, malgré leurs divergences, MM. Marc Blondel et Jean Kaspar ont souligné que la CES quitte son rôle de lobbying pour devenir une force d'action plus offensive.

Pourtant, de nombreuses difficultés restent à résoudre avant que la confédération puisse effectivement devenir plus efficace et négocier des accords-cadres au niveau européen. Quelle sera d'abord sa représentativité face aux employeurs et à la Commission de Bruxelles? Elle revendique 47 millions d'adhérents. Mais elle ne réunit pas les centrales de cadres, et le DGB allemand a émis des réserves sur la nouvelle formulation du préambule des statuts qui fait d'elle l'« organisation unique de travailleurs et travailleurs européens ». Et M. Willis, son nouveau président, continue à soutenir, comme la CGIL italienne, la candidature de la CGT.

Alors que M. Blondel résume tant le « tout légaliste » que le « tout contractuel », la résolution générale prévoit quatre espaces de dialogue social : le niveau interprofessionnel avec le patronat européen

et augmentent les cotisations. M. Norman Willis (TUC britannique), cinquante-sept ans, a été élu à la présidence tandis que M. Emilio Gabaglio (CISL italienne), cinquante-trois ans, était porté au secrétariat général.

La France occupe un des deux postes de secrétaire général adjoint avec M. Jean Lapeyre, déjà au secrétariat sortant et venant de la CFTD, l'autre poste étant toujours détenu par la Finlande. Un comité de direction, nouvelle instance, sera élu à la mi-juin à Genève.

accords qui peuvent résulter des négociations collectives européennes afin de leur assurer tels quels une valeur juridique d'application. De deux débats juridiques politiques en perspective...

Dans l'immédiat, la CES entend mettre les employeurs, qui semblent se faire eux aussi à l'idée de négociations, au pied du mur en leur proposant des accords sur le renforcement du dialogue social, le droit à la formation continue et la mise en place des structures d'information et de consultation transnationales. Début juin, elle insistera pour une relance du dialogue social lors de la réunion du groupe ad hoc avec l'UNICE et le CEEP à Genève. Ces priorités rejoignent celles de la CFTC, nouvelle adhérente, même si son président d'honneur, M. Jean Borel, a plaidé aussi pour « la politique familiale dans une Europe qui se dépeuple dangereusement ».

D'ici au prochain congrès de la CES, en 1995, l'Europe syndicale risque aussi de s'élargir, cette préoccupation ayant été en toile de fond du congrès de Luxembourg, où la plupart des nouveaux syndicats d'Europe de l'Est étaient invités. L'Allemand Ernst Breit, président sortant de la CES, a souligné que « l'Europe syndicale n'a pas de frontières etches vers l'Europe centrale et de l'Est ». Mais, a-t-il aussi ajouté, « à l'avenir, nous ne devons pas distribuer avec légèreté et insouciance les billets d'entrée à la CES ». Entre ces deux soucis, le cap sera difficile à maintenir.

MICHEL NOBLECOURT

Transferts de souveraineté

Pour que les transferts de souveraineté permettant à la CES de négocier au nom de tous soient vraiment effectifs, il est nécessaire, comme l'a rappelé M. Trentin, que les centrales nationales réforment leurs propres statuts afin de reconnaître de telles délégations de pouvoirs. Or cette réforme, qui pose par exemple des problèmes particuliers au DGB allemand et au TUC, non habilités à négocier nationalement, est encore loin d'être accomplie. Ces accords-cadres européens doivent aussi éviter d'être trop normatifs pour les entreprises européennes. Secrétaire générale adjoint de la CFTD, M^{me} Nicole Notat s'est prononcée pour « la fixation d'orientations et de principes à traduire obligatoirement par des dispositions nationales, législatives ou contractuelles, contraignantes selon les règles ou usages propres à chaque pays ». Dans cette logique, la CES a demandé, dans un appel aux gouvernements et aux employeurs, « une procédure d'homologation des

Inquiet de la dépendance à l'égard du Proche-Orient

Schlumberger table sur un prix du baril de pétrole autour de 23 dollars

Les prix du pétrole devraient rester, à moyen terme, dans une fourchette de prix raisonnables « autour de 23 dollars le baril en moyenne au cours des années 90 », a déclaré M. Euan Baird, président du groupe Schlumberger, en précisant sa stratégie à un groupe d'analystes financiers internationaux réunis à Paris mercredi 15 mai.

« A ce niveau de prix, comment le monde pourra-t-il éviter une dépendance croissante et dangereuse envers le Proche-Orient? » a-t-il ajouté, soulignant que la dernière crise du Golfe avait constitué une « alerte » : « Lorsque plusieurs millions de barils-jour ont été retirés du marché, on s'est aperçu que le seul pays capable de répondre était l'Arabie saoudite. Passez-moi l'expression, on était tout nus! »

Pour le numéro 1 mondial des services pétroliers, la guerre du Golfe n'a en effet pas modifié fondamentalement les tendances lourdes du marché : la demande,

après une pause en 1991, continuera d'augmenter au rythme de 2 % l'an et la production, en dehors de l'OPEP et du Proche-Orient, continuera de baisser si l'Occident ne prend pas très au sérieux l'alerte qui vient de connaître. Pour éviter le danger, « il faut », a expliqué M. Euan Baird, que l'industrie pétrolière fasse la même chose qu'après le premier choc pétrolier de 1973, en développant la production hors du Proche-Orient, mais, compte tenu du niveau de prix prévu, qu'elle le fasse en minimisant les coûts. Un défi parfaitement réalisable, a-t-il souligné, au vu des maigres performances actuelles - « on laisse en terre en moyenne un tiers de ce qu'on a découvert » - et grâce aux nouvelles techniques mises au point, notamment par Schlumberger, qui, depuis 1984, assure à lui seul la moitié de tous les investissements de recherche-développement dans le secteur pétrolier mondial.

V. M.

Des éleveurs de moutons limousins sont condamnés à des peines de prison avec sursis

LIMOGES

de notre correspondant

C'est un jugement considéré comme sévère qui a été rendu, mercredi 15 mai, par le tribunal de grande instance de Limoges à l'encontre de dix-sept éleveurs de moutons limousins accusés d'avoir joué un rôle essentiel dans les actions de commando l'automne 1990.

Un camion britannique, qui transportait trois cent quatre-vingts moutons, avait été arraisonné le 6 septembre. Les animaux saisis avaient été abattus à Bellac (Haute-Vienne), le jour de la foire nationale aux reproducteurs ovins (le Monde du 8 septembre 1990). Après enquête de la gendarmerie, dix-sept éleveurs furent inculpés pour arrestation arbitraire, séquestration, vol et destruction de biens.

Ils viennent d'être condamnés (à une relance près) à des peines de prison, assorties du sursis, de deux à quatre mois, et à des amendes de 1 500 à 3 000 francs. Plusieurs ont décidé de faire appel.

G. C.

Des agriculteurs bretons contrôlent le prix du lait dans des supermarchés. Des agriculteurs du Finistère ont effectué, le 17 mai, des « contrôles surprises » du prix du lait dans plusieurs supermarchés de Brest, Quimper et Morlaix, pour protester notamment contre la baisse des prix payés aux producteurs par les laitières. Une centaine de paysans se sont ainsi rendus chez Rallye, Leclerc, Continout ou Intermarché, pour y relever les prix. « Amis consommateurs, les prix du lait et de la viande ont baissé de 4 % et 10 % pour les producteurs », soulignent les agriculteurs dans le tract qu'ils ont distribué. « Avec nous, sentez-vous baïssa l'halage? Qui encaisse les profits? »

Le groupe textile Coats Viyella prend le contrôle de Tootal Group

Le groupe textile britannique Coats Viyella a emporté son OPA de 251,6 millions de livres (2,5 milliards de francs) lancée en mars sur son rival Tootal Group, dont il détient désormais 50,3 % du capital. L'offre, qui devait être close vendredi 17 mai, est prolongée pour permettre aux autres actionnaires de Tootal de se manifester. Le nouveau groupe détendra un tiers du marché mondial du fil. La fusion des deux entités aboutira à la constitution d'un des plus grands groupes mondiaux de textile avec 23 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Depuis plus de deux ans, Coats Viyella s'intéressait à son concurrent Tootal. En mai 1989, le groupe britannique avait déjà proposé 395 millions de livres (3,9 milliards de francs) pour une OPA amicale sur Tootal que ce dernier avait fini par refuser. Lors du lancement, le 4 mars dernier, d'un nouveau raid boursier, Tootal avait fait savoir qu'il trouvait cette OPA « malvenue et irréaliste » (le Monde du 6 mars).

Le plan de restructuration de VEV adopté

Le groupe textile VEV a publié, vendredi 17 mai, ses comptes 1990 : les pertes atteignent 800 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,7 milliards de francs. Le conseil d'administration a approuvé le protocole négocié avec les partenaires financiers du groupe sous l'égide du CIRI : abandon de créances de 200 millions de francs et transformation de 500 millions de francs en prêts participatifs. Le groupe a confirmé la nomination de M. Régis Bello au poste de président et la maintien de M. Christian Derveloy en tant qu'administrateur et conseiller du groupe. Pour 1991, VEV va « se recentrer sur ses activités textiles principales » et a confirmé la cession de Pennet & Flippo et de Sublatic, ainsi que le projet de cession de Graphograph. Ces opérations devraient entraîner une plus-value de 450 millions de francs et une réduction des besoins de trésorerie.

Les importations continuant à diminuer fortement

La contraction du déficit commercial américain s'est poursuivie en mars

Les Etats-Unis ont enregistré un excellent résultat commercial en mars, le déficit des échanges revenant à 4,05 milliards de dollars (24 milliards de francs) contre 5,5 milliards en février - un résultat déjà jugé très positif. Il s'agit du plus petit déficit mensuel enregistré par le département du commerce depuis huit ans.

Cette contraction du déficit commercial américain est principalement attribuable au ralentissement de l'activité, qui entraîne une chute des achats à l'étranger. En mars, les importations ont diminué de 2,7 % par rapport au mois précédent et leur montant

s'est établi à 38,05 milliards de dollars, contre 39,1 milliards le mois précédent. Cependant, les exportations se sont redressées en mars, passant à 34 milliards de dollars, contre 33,6 milliards. La grande faiblesse du dollar a vraisemblablement contribué à doper les ventes en début d'année.

Les Etats-Unis ont continué d'enregistrer un important déficit bilatéral envers le Japon (3,6 milliards de dollars), tandis que vis-à-vis de l'Europe occidentale leur excédent a atteint 3,2 milliards.

Afin d'ouvrir le marché à une libre concurrence

La privatisation de 49 % du capital de British Telecom sera réalisée en novembre

LONDRES

correspondance

La privatisation, en novembre prochain, des 49 % du capital de British Telecom toujours détenus par l'Etat s'inscrit dans la stratégie du gouvernement Major visant à ouvrir le marché insulaire du téléphone à une entière concurrence. L'opération de privatisation, annoncée le 16 mai par le ministre du commerce et de l'industrie, est destinée à faciliter l'instauration de la réforme des télécommunications prévue par le Livre blanc gouvernemental présenté en mars.

Ce projet entend priver le géant British Telecom (93 % du marché) et son petit rival Mercury du duopole dont ils bénéficient depuis 1982. Cette cession entre dans le cadre de la libéralisation progressive du secteur, visant à permettre à de nouveaux opérateurs d'accéder au marché, en particulier British Railways (chemins de fer), British Waterways (canaux) et Brit

les compagnies de télévision par câble, qui convoitaient ce marché lucratif depuis des lustres. Sans oublier les groupes étrangers, comme les compagnies régionales américaines.

British Telecom doit offrir à chacun de ses abonnés un libre accès aux services de ses concurrents. Les pouvoirs de l'organisme de contrôle des télécommunications britanniques (OFTEL) seront élargis pour éviter la pagaille après l'écroulement du duopole.

La privatisation, en 1983, de 51 % du capital de British Telecom par le gouvernement Thatcher avait été, à l'époque, la plus grande opération boursière de tous les temps. Les résultats avaient dépassé toutes les espérances. Trois milliards d'actions avaient alors changé de mains et 240 000 employés avaient cessé d'être fonctionnaires. Selon la City, cette dernière privatisation des Tories avant les élections de 1992 devrait connaître une réussite identique.

MARC ROCHE

Après la nomination d'une nouvelle équipe économique

Le gouvernement brésilien veut privatiser vingt-six entreprises d'Etat

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Alors que la nouvelle équipe économique brésilienne se constitue autour du ministre, M. Marcio Marques Moreira, dix jours après la démission de M^{me} Zelia Cardoso et de la plupart de ses collaborateurs, le président de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), M. Eduardo Modiano, a indiqué, vendredi 17 mai, que vingt-six entreprises d'Etat, dans les secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie et des fertilisants, allaient être prochainement vendues au capital privé.

M. Modiano a justifié le retard du programme de privatisation, annoncé dès la prise de fonction du président Fernando Collor de Mello en mars 1990, par les « difficultés d'une évaluation rigoureuse » de la valeur des entreprises et « le strict respect d'une procédure légale contraignante ». Pour sept entreprises, l'évaluation est pratiquement terminée. La première concernée sera l'usine sidérurgique du Minas-Gerais (USIMINAS, 14 000 salariés), dont le prix de vente - qui se situerait aux alentours de 2 milliards de dollars - sera officiellement annoncé fin mai, pour une mise aux enchères à la mi-septembre.

Rappelant la philosophie de ces privatisations - « constituer un secteur privé compétitif dans la perspective d'une ouverture du marché et décharger l'Etat de tâches qu'il n'a plus les moyens d'assurer et qui, de toutes manières, ne sont pas les siennes », - le président de la BNDES a aussi précisé les modalités de leur mise en œuvre : 10 % des actions seront réservées aux personnels des entreprises concernées, qui pourront payer leurs actions sur dix ans, et le capital étranger ne pourra acquérir qu'un maximum de 40 % des droits de vote des sociétés. Dans le cas d'USIMINAS, cette clause restera valable pour les trois années suivant la privatisation.

Au total, et tout en jugeant cette évaluation « grossière », M. Modiano estime que cette pre-

mière phase de privatisation - qui concerne 70 % des entreprises d'Etat dans les trois secteurs d'activité mentionnés - devrait rapporter 17 milliards de dollars. « De par la loi, a indiqué le président de la BNDES, les ressources ainsi dégagées ne pourront servir que pour payer la dette externe ou interne du pays ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

La Suède lie sa monnaie à l'écu

Suivant l'exemple donné par la Norvège l'an dernier, la Suède a décidé de lier sa monnaie à l'écu. Le ministre suédois des finances a annoncé, vendredi 17 mai, que la couronne suédoise serait désormais dans une marge de 1,5 % de part et d'autre d'un cours central fixé en rapport avec l'unité de compte européenne.

« Le fait que la couronne suédoise soit liée aux devises de la CEE est un élément important dans notre politique européenne générale, en ligne avec la politique économique du gouvernement », a déclaré le ministre des finances M. Allan Larsson. La décision prise le 17 mai constitue, selon M. Larsson, un premier pas vers la demande d'une association au système monétaire européen (SME) dont la Suède, n'étant pas membre de la CEE, ne peut officiellement faire partie (lire aussi, page 19, notre rubrique « Devises et or »).

La Pologne dévalue le zloty de 16,8 %. Le président de la Banque centrale polonaise a annoncé, vendredi 17 mai, une dévaluation de 16,8 % du zloty. Désormais, son cours ne sera plus rattaché seulement au dollar, mais fixé par rapport à une « corbeille » de cinq grandes devises, dans laquelle le dollar représentera 45 %, le mark 35 %, la livre 10 % et les francs français et suisses respectivement 5 %. Le cours de base du zloty passe de 9 300 à 11 100 zlotys pour 1 dollar. - (AFP).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 MAI

PARIS

Les saints de glace

Seuls, le dernier saint de glace, est parvenu ces derniers jours à refroidir l'atmosphère. Et, après quinze jours de hausse, la baisse a fait sa réapparition sous les colonnes. « Dieu » eut beau mettre une femme dans le fauteuil de « Rocky », rien n'y fit, pas même le maintien, pourtant vivement souhaité, de M. Pierre Bérégovoy aux finances.

Cinq séances, enfin, après deux semaines sévèrement écourtées par des fêtes et des ponts en tout genre, et, pour tant, aucune ne fut vraiment brillante. Tout avait assez mal commencé. Sur la mauvaise impression laissée par la chute de Wall Street le 10 mai précédent, la Bourse de Paris, comme les autres grandes places internationales, s'était alourdie d'entrée de jeu. Plus question de faire demi-tour dès lors que les premières rumeurs sur la démission imminente de M. Michel Rocard, le premier ministre, commencèrent à se répandre. Mardi, tandis que ces rumeurs continuaient à enfler, le marché plongeait de 1,57 %.

Le lendemain, une fois confirmé le départ de M. Rocard, le petit jeu sur l'identité des « nommés » prit le relais et empoisonna l'atmosphère, jusqu'à ce que fut connue la désignation de M. Edith Cresson. En toute objectivité, la Bourse n'en perdait pas la tête. Le terrain

encore perdu initialement fut en partie regagné et, à la clôture, seul un peu d'effritement subsistait (-0,16 %). Et puis, jeudi, la hausse revint. Mais rapidement, elle n'apparut pas très catholique. Renseignements pris aux meilleurs sources, discrètement mais efficacement, les « zinzins » achetaient. Il convenait en effet de parer le marché avec ses plus beaux atours pour accueillir la première femme chef de gouvernement que la France ait jamais eue.

Autrefois, en pareille occasion, quand la crise existait encore sur le parquet, les commis auraient entonné le célèbre « ho hisse ». C'est le sentiment qui laissa cette séance en s'achevant sur une progression moyenne des cours de 1,31 %. Mais les « zinzins » ne furent pas requis une deuxième fois. Rendue libre de ses mouvements, la Bourse, vendredi, patagea littéralement. Finalement, après avoir à plusieurs reprises oscillé de part et d'autre du point d'équilibre, l'indice CAC-40 s'établissait en clôture à 0,04 % au-dessus de son niveau précédent. Et pour la première fois en mai, le bilan hebdomadaire se solda par une bonne baisse (-2,55 %).

Pouvait-il en être autrement ? Qui dit changement politique, dit nécessairement inquiétude des milieux boursiers. Si M. Rocard n'emportait pas l'adhésion générale, au moins avait-il le mérite d'être connu. Ce n'est rien de dire que les investisseurs se méfient de M. Cresson. Après s'être accoutumés au « parler

vrai », redouteraient-ils le « parler fort » ? Les boursiers n'ont rien contre la fermeté. Au contraire. Et la promesse donnée par le nouveau premier ministre de tenir la dragée haute aux Japonais n'est pas pour déplaire.

Des opérateurs mal à l'aise

La hausse de Peugeot en témoigne. Mais de loin, la diplomatie a la préférence sous les lambris. Qui plus est : les milieux financiers craignent que le nouveau gouvernement, jugé trop politique, n'ait été « mis sur orbite » que pour préparer des élections législatives anticipées. « On prend les mêmes et on recommence », entendait-on sous les arçes. De toute façon, les opérateurs se sentent mal à l'aise.

D'un côté, ils ne savent pas grand-chose des intentions profondes nourries par l'hôte de Matignon. Comment va-t-elle réussir à financer une politique industrielle plus volontariste et parvenir à gérer ses relations avec le Parlement, quelle sera sa marge de manœuvre pour influencer la politique communautaire ? Seul motif de soulagement dans l'immédiat : le maintien de M. Pierre Bérégovoy à la tête d'un super-ministère de l'économie. Les investisseurs étrangers, en particulier, jugent qu'il est capable de contrôler un dérapage trop social, qui deviendrait contraire à l'intérêt des entreprises. Mais il ne s'agit là que de supputations. Le discours de

politique générale, annoncé pour le 23 mai, est attendu avec impatience. D'un autre côté, deuxième facteur de grande incertitude, les boursiers ignorent encore tout de l'heure de la reprise économique. Quelques indices relevés aux États-Unis (hausse des mises en chantier de logements, forte réduction du déficit commercial), mais aussi en France (chefs d'entreprise plus confiants), laissent à penser qu'elle n'est peut-être plus très éloignée.

Mais là encore, ce ne sont que promesses. L'OCDE prévoit, lui, un retour à une croissance musclée durant le deuxième semestre. Mais l'organisme s'étant déjà tellement trompé dans le passé... Que, dans ces conditions, la Bourse ait des propensions à baisser ne saurait vraiment étonner.

L'événement de la semaine ne s'est pas produit à Paris mais dans la City, à Londres, où, pour l'équivalent de 2,4 milliards de francs, Lord Hanson a racheté 2,8 % du capital d'ICI, n° 4 mondial de la chimie. Cette opération, dit-on, serait préliminaire au lancement d'une OPA monstre sur la firme de Millbank, d'un montant évalué entre 120 et 200 milliards de francs. A moins que Lord Hanson ne veuille brouiller les pistes pour essayer de croquer par surprise le groupe agroalimentaire Allied-Lyons. Cette hypothèse est également évoquée dans la City.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

L'impatience

INDICE DOW JONES

-1,1%

L'annonce d'une réduction de plus de 26 % du déficit commercial mensuel américain, ramené à 4,05 milliards de dollars en mars, constitue indéniablement une bonne nouvelle pour l'économie ; mais cette information, annoncée en début de matinée vendredi, n'a pas suffi à déclencher la cote. Pas plus qu'à déclencher un vent d'optimisme dans la communauté financière qui se demande toujours, après onze mois de pénitence, dans combien de temps la récession ne sera plus - et définitivement - qu'un mauvais souvenir.

En clôture, le 17 mai, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'effrita de quelque sept points, enregistrant ainsi, sur une semaine, une baisse de 1,1 %, reflet des questions que se pose Wall Street. Certes les exportations ont continué leur progression, ainsi qu'en témoignent les chiffres fournis par le département du commerce.

Mais, soulignent nombre d'observateurs, si le déficit commercial a inscrit, il y a deux mois, son niveau mensuel le plus faible depuis 1983, il le doit surtout au recul des importations, lesquelles ont baissé de près du double par rapport à la hausse des exportations. Si les entreprises américaines ont moins acheté à l'ex-

tranger, c'est à la fois à cause de la récession et parce qu'elles semblent peu désireuses d'anticiper une nette reprise à brève échéance. Un constat qui confirme les dernières indications de l'OCDE, selon lesquelles l'ensemble des vingt-quatre pays membres de la zone doivent s'attendre à une croissance d'à peine 1 % cette année, avant d'espérer retrouver un niveau de 2,9 % en 1992. Tout cela est encore bien loin.

Indice Dow Jones du 17 mai : 2 886,63 (c. 2 920,17).

de notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Alcoa	71 3/8	65 7/8
AT&T	35 7/8	36 1/4
Boeing	46 3/4	46
Chase Man. Bank	18 3/8	18
De Post de Nations	42	42 1/8
Eastman Kodak	41 3/8	41 1/8
Exxon	58	58 1/2
Ford	32 5/8	32
General Electric	71 1/4	71 1/2
General Motors	37 7/8	36 3/8
Goodyear	22 1/8	22 7/8
IBM	103 1/4	104 1/8
ITT	58 1/4	57 7/8
Mobile Oil	67 1/2	66 1/2
Pfizer	57 3/8	55 1/8
Schlumberger	64	62 1/4
Texasco	67 1/2	65
UAI Corp. (ex-Allegis)	155 3/4	147 1/2
Union Carbide	17 5/8	18
USX	24 1/8	25
Westinghouse	26 5/8	27 5/8
Xerox Corp.	56	54 3/4

TOKYO

Lourd

INDICE NIKKEI

-2,2%

Quatre séances de baisse pour une hausse, Tokyo a été « extrêmement décevant », écrit un professionnel. Et la semaine aurait pu être pire sans le rebond de vendredi qui a permis de regagner un peu de terrain. Cette contre-tendance a fait une victime : la conviction que le plancher des 26 000 yens était capable de stopper l'indice Nikkei. Les événements ont prouvé le contraire. Non seulement Tokyo se retrouve sous cette barre, mais le plancher des « 25 500 yens » a même été brièvement enfoncé mercredi.

La séance de lundi a d'emblée donné le ton lorsque, secouée par le « choc Pioneer », la cote s'est mise à glisser. La publication des pertes de l'entreprise depuis sept ans - de ce fabricant de matériel audiovisuel grand public a brutalement « sonné » le titre qui, en perdant d'un coup 630 yens, a aspiré dans son sillage d'autres valeurs de l'électronique et, par effet d'entraînement, l'ensemble du marché. Et il a fallu attendre vendredi pour voir la cote reprendre la pente ascendante.

Derrière cette reprise, on trouve deux bonnes nouvelles : recul de 0,1 % des prix de gros, leur première

baisse depuis dix-sept mois, et le ralentissement de la croissance de la masse monétaire, tombée à son taux le plus bas depuis 1968. D'où l'espoir de voir prochainement la Banque du Japon desserrer d'un cran sa politique de crédit. Les investisseurs sont revenus sur la pointe des pieds. Mais on était loin de l'ambiance des grands jours.

Si l'annonce des mauvais résultats de l'ensemble des maisons de titres n'a pas eu d'incidence directe sur la cote, on s'attend à ce que la réorientation de leur stratégie vers « plus de profit à court terme » se traduise, en revanche, par d'avantage de volatilité. Le numéro un Nomura a confié, par exemple, son intention de renforcer ses opérations d'arbitrage.

Indices du 17 mai : Nikkei, 25 701,94 (c. 26 274,29) ; Topix, 1 953,44 (c. 1 991,15).

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Akai	1 080	1 030
Bridgestone	1 110	1 070
Canon	1 640	1 530
Fuji Bank	2 790	2 760
Honda Motor	1 400	1 350
Mitsubishi Electric	1 700	1 640
Mitsubishi Heavy	780	753
Sony Corp.	6 260	5 990
Toyota Motor	1 800	1 800

LONDRES

Chute - 2,8 %

Déprimé par la sévérité de la récession, le London Stock Exchange a littéralement chuté cette semaine en baissant de 2,8 %. De nombreux indices publiés ces derniers jours, notamment celui concernant le chômage, qui continuait d'augmenter avec un taux de 7,6 %, ont convaincu les opérateurs que la crise battait son plein. Et la Banque d'Angleterre s'est employée à dissiper les derniers espoirs mis dans une baisse des taux d'intérêt. En prime, les derniers résultats publiés par les entreprises se sont généralement révélés décevants. Seul élément de soutien : le rachat par Hanson de 2,8 % du capital d'ICI, dont le titre a flambé avant de retomber, sur des prises de bénéfices. Mais ce coup de pouce a été insuffisant.

Indices « FT » du 17 mai : 100 valeurs, 2 453,9 (c. 2 524,3) ; 30 valeurs, 1 926,2 (c. 1 974,5) ; mines d'or, 155,8 (c. 145,7) ; Fonds d'Etat, 84,04 (c. 84,94).

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Bowater	6,03	5,90
BP	3,43	3,15
Charter	4,60	4,47
Courtauld	3,96	3,95
De Beers	13,50	13,25
Glaxo	11,25	10,95
ICI	15,10	15
ICI	11,12	12,47
Reuten	8,19	8,11
Shell	5,24	5,01
Unilever	7,30	7,27
Vickers	2,08	1,97

FRANCFORT

Alourdissement - 1,3 %

Les incertitudes sur le départ de M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, ont sérieusement perturbé le marché. La confirmation de cette rumeur, même assortie de l'assurance que la politique monétaire de l'Allemagne ne serait pas modifiée, ne lui a pas permis de rattraper son retard et, en moyenne, les indices ont encore baissé de 1,3 %.

Cela étant, la promesse de suivre une ligne d'une stricte orthodoxie monétaire a tout de même rassuré les opérateurs et, comme le Dax était tombé en dessous de la barre des 1 600 points, des achats de couverture ont permis d'éviter un trop vif alourdissement.

Les analystes ne sont toutefois guère optimistes pour les semaines à venir, dans la mesure où rien dans l'immédiat ne laisse prévoir une quelconque reprise de la croissance.

Indices du 17 mai : DAX, 1 598,87 (c. 1 620,63) ; Commerzbank, 1 926,10 (c. 1 948,90).

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
ABG	208,50	192,50
BASF	245,70	247
Bayer	280,60	277,50
Commerzbank	265,20	261,50
Deutschebank	651,20	649
Hochtief	264,70	257,30
Karstadt	285,90	282
Mannesmann	608,90	601,60
Volkswagen	366	362

Valeurs diverses

	17-5-91	Diff.
Accor	790	-18
Air liquide	693	+10
Apomani	2 180	-58
Bic	728	-40
Bis	328	-2
CGIP	1 114	-31
Club Méditer.	437,70	-26,80
Essilor	355	-17
EuroDisney	123,10	+1,10
Europe 1	1 105	-30
Eurotunnel	48,50	-1,50
Groupe Cité	670	inch.
Hochette	199,10	-8,90
Havas	507	-21,90
Marine Wende	322,10	-39
Navigation mite	1 336	-39
Nord-Est	130,60	-5,40
L'Oréal	568	-9
Saint-Gobain	857	-12,70
Sauv.	265,50	-4,50
Sauv. Châillon	705	+5

Filatures, textiles, magasins

	17-5-91	Diff.
Agache (Fin.)	980	-121
BHV	780	-44
Danart	1 891	-72
DMC	388	-14,50
Gal. Lafayette	1 706	-64
Printemps	665	-5
La Redoute	3 600	-99
SCOA	19,85	+0,85

Mines d'or, diamants

	17-5-91	Diff.
Anglo-American	182,40	+3,70
Angold	344,10	+9,10
Bul. Gold M.	61	+0,20
De Beers	137,50	-2,10
Drief. Cons.	63,50	+1,90
Gencor	19,30	-0,80
Harmony	26	+1,30
Randfontein	18	-0,60
Saint-Helena	145	+1,25
Western Deep	184,50	+12,50

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	17-5-91	Diff.
AGF	524	-17
AXA (ex-Cie Mid)	1 032	-58
Bail Equipement	139,90	+7,90
Banque (C)	549	+4
Cetelem	710	-25
CCE	154	-11,50
CFP	118	-6
CFI	355	+5
Chargeurs	718	-20
CPR (2)	308,50	+8,50
Eurafrance	1 650	-70
GAN	1 935	+30
Herini (La)	590	+15
Locafiance	544	+2
Locindus	893	+9
Midland Bank	88,10	+6,10
OPF	758	+88
Paribas	470,10	-3,60
Schneider	754	+2
Société générale	431,50	-18,50
Sovac (1)	691	+12,40
Suez (C) Fin.	351,10	+2
UAP	574	+2
UCB	163,50	+7,40

(1) Coupon 29,40 F.
(2) Coupon de 12 F.

Alimentation

	17-5-91	Diff.
Béghin-Say	636	-26
Bongrain (1)	2 530	-28
BSN	883	-6
Carrefour	2 007	+9
Casino G. Perra	137,50	-3,5
Euromarché	4 080	-168
Guyenne-Gasc.	1 243	+18
LYM	3 970	-2
Océid. (Gle)	774	-17
Olipar	263	-16,50
Pern. Ricard	1 192	-46
Promodis	2 104	+14
Saint-Louis	1 434	inch.
Sourire Perrier	1 526	+14
Nestlé	34 160	+130

(1) Coupon de 38 francs.

Matériel électrique

	17-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	585	-14
CSSE (ex-Signaux)	242	-12,30
Générale des eaux	2 654	+14
Intertechnique	1 055	+8
Labinal	781	-10
Legrand	3 785	-14
Lyon. des eaux	591	-8
Matra	245	-0,90
Merlin-Gerin	518	+4
Moulinex	131	-1,80
Raditechnique	526	-11
SEB (1)	1 589	-26
Sextant-Avenioque	465	-17
Thomson-CSF	157	-1
IBM	608	-14
ITT	332,70	-13,60
Schlumberger	359,50	-15

(1) Coupon de 30 F.

Mines, caoutchouc

	17-5-91	Diff.
Géophysique	703	+39
Indal	320,20	-10,60
Métaleurop	99,50	-4,60
Michelin	95	-3,20
RTZ	54	-1,20
ZCY	1,75	-0,04

Métallurgie

	17-5-91	Diff.
Alsip	394	-9
Dessault-Aviation	466	-23
De Dietrich	1 540	-9
Fives-Lille	276,50	+16,50
Penhoët	530	inchangé
Peugeot	577	+4
SAGIM	1 695	+5
Strafor, Facon	916	-38
Valco	457,50	+1,50
Valloire	306	+2,80

Valeurs à revenu fixe

	17-5-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,07	-0,03
8,80 % 1977...	121,90	-0,15
10 % 1978...	101,15	-0,55
9,80 % 1978...	101,30	-0,10
9 % 1979...	100,29	+0,29
10,80 % 1979...	102,50	+0,10
CNE 3 %...	411,9	+0,08
CNB 5 000 F...	99,80	+0,05
CNB 5 000 F...	99,60	inch.
CNB 5 000 F...	99,50	+0,15

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mai 1991

Nombre de contrats : 69 844

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91	
Premier	106,68	106,70	106,64	-
+ haut	106,82	106,76	106,64	-
+ bas	106,54	106,54	106,46	-
Dernier	106,60	106,60	106,46	-
Compensation	106,60	106,60	106,52	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

LE POUVOIR						LES ANIMÉS DE FRANCE					
Cours du vendredi au jeudi											
	10-5-91	13-5-91	14-5-91	15-5-91	16-5-91		10-5-91	13-5-91	14-5-91	15-5-91	16-5-91
RM	1 784 632	1 887 265	2 107 515	2 225 187	2 502 311						
Comptant											
R. et obl.	4 193 258	5 266 151	4 312 232	5 802 706	4 949 056						
ACTIONS	113 860	67 576	217 894	98 957	139 030						
Total	6 051 750	7 220 992	6 637 641	8 126 850	7 590 397						
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)											
Françaises	120,2	119,5	117,7	117,7	119,1						
Etrangères	114,2	113,0	110,3	112,7	112,3						
INDICES CAC (du lundi au vendredi)											
	13-5-91	14-5-91	15-5-91	16-5-91	17-5-91						
(base 100, 31 décembre 1981)											
Général	487,6	488,0	480,7	483,3	487,5						
(base 1 000, 31 décembre 1987)											
CAC 40	1 834,45	1 805,57	1 802,63	1 826,31	1 826,96						

صكنا من الامل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le marché américain

L'augmentation de capitaux à laquelle va procéder Elf Aquitaine retient l'attention pour une foule de raisons. La qualité et la dimension de la société, la participation majoritaire de l'Etat à son capital (par l'intermédiaire de l'ERAP), tout concourt à mettre cette transaction en évidence et les investisseurs attendent avec quelque impatience que ces caractéristiques soient définitivement arrêtées.

Mais, pour les spécialistes, son grand mérite est d'ordre technique. Il s'agit en effet d'une émission vraiment internationale qui bénéficie d'importants allègements de la part des autorités.

Jusqu'à présent, pour toutes les opérations de ce type réalisées pour le compte de sociétés françaises, il fallait concéder aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription. Elf Aquitaine a été dérogé de cette obligation imposée auparavant par la Commission des opérations de Bourse et qui ne se justifie que lorsque les actions nouvelles sont offertes à un prix sensiblement inférieur au cours de la Bourse.

C'est une sorte de récompense à la fidélité des détenteurs de titres. Mais les sociétés qui cherchent à élargir au maximum le cercle de leurs actionnaires n'y trouvent aucun avantage. Au contraire, cette pratique peut gêner le déroulement d'une émission sur le marché international car il est impossible de prévoir au départ le nombre d'actions qui pourront être proposées aux nouveaux souscripteurs.

Le libéralisme dont font preuve les autorités a aussi d'importantes conséquences pour la partie française de l'opération d'Elf Aquitaine. Les banques qui sont accablées de demandes de souscription des investisseurs de façon très active. Par la force des choses, puisqu'on ne peut pas tabler sur un prix d'émission qui serait fixé à une décote importante par rapport au cours de la Bourse, leurs méthodes de vente deviendront plus incisives. Elles tendront à ressembler à celles employées dans des cas semblables aux Etats-Unis. Les banques françaises y seront d'autant plus incitées qu'en réalité l'opération est construite selon le modèle américain. Cela se reflète notamment par la publicité dont bénéficie l'émission. Celle-ci est déjà annoncée et présentée à grands

traits avant même que ces conditions aient été déterminées. La procédure, courante outre-Atlantique, est nouvelle en France. Elle laisse aux établissements financiers le temps d'évaluer la demande des investisseurs et de préparer le terrain.

En tout, l'émission portera sur un volume de 7,5 à 8 millions d'actions. Elle sera scindée en trois tranches. Paribas et la maison américaine Goldman Sachs étant chargées de coordonner l'ensemble. En France même, l'offre portera sur 2,6 millions d'actions et se fera sous la conduite de la Banque nationale de Paris et de Paribas. Une seconde tranche de 1,8 million d'actions sera lancée sur l'euro-marché par l'intermédiaire d'un groupe de banques placées sous la direction de Paribas, de Goldman Sachs et d'Indosuez.

La troisième tranche sera américaine, portant sur 3,1 millions à 3,6 millions de titres. Aux Etats-Unis, en plus de Goldman Sachs, le groupe de direction aura à sa tête Salomon Brothers et Merrill Lynch. Lorsque l'opération sera conclue, l'Etat français sera toujours majoritaire, mais sa participation au capital d'Elf Aquitaine aura diminué, de 56 % à 53 %.

Forte présence bancaire

Sur le marché euro-obligataire, un nombre impressionnant de banques sont en train de lever des fonds. Leurs emprunts sont en général bien accueillis. Cette situation tranche sensiblement avec celle qui prévalait au début de l'année. L'accès de l'euro-marché semblait alors sur le point de se réduire presque exclusivement aux meilleurs des débiteurs du monde, les trésors et les principaux établissements publics des plus grands pays, ainsi que les organisations supranationales. L'abaissement du niveau de l'intérêt, qui s'est produit partout dans le monde depuis la fin de la guerre du Golfe, conduit actuellement les prêteurs à rechercher de plus en plus des titres qui leur rapportent davantage que ceux qui sont absolument au-dessus de tout soupçon.

Plusieurs grandes banques françaises se sont distinguées la semaine passée, notamment le Crédit lyonnais, en dollars, qui cherchait à recueillir des fonds pour une durée de sept ans, le Crédit

commercial de France, dont l'émission subordonnée de 150 millions de francs suisses a été particulièrement bien accueillie, la Compagnie bancaire, qui s'est adressée au compartiment de l'écu, ou la Société générale, qui lançait un emprunt en francs français.

Le marché de l'eurofranc a par ailleurs vu une émission d'un genre inédit, qui permettra aux investisseurs de bénéficier de la performance de la Bourse de Paris, telle que la mesure l'indice CAC 40. Sa durée est de trois ans et trois mois. L'évolution de l'indice sera mesurée trois fois au bout d'un an, de deux ans, et à l'échéance des titres. Si elle est positive, le rendement augmentera en proportion.

La nouveauté de la formule mise au point par la maison américaine Bankers Trust est qu'elle permet de conserver les gains, et aussi de profiter d'un raffermissement du marché boursier, après une période de baisse. L'emprunteur est la Banque industrielle et mobilière privée, et le chef de file est l'Union de garanties et de placements, qui, pour la première fois, dirige une opération en eurofranc.

D'autre part, l'attention des prêteurs a été retenue par la proposition que leur faisait, en mars, la Turquie par le truchement de la Commerzbank. D'une durée de cinq ans, les obligations turques rapportent 10,37 % aux investisseurs qui les auront acquises au prix d'émission. L'affaire est considérée comme un des grands succès de la semaine. L'emprunt lancé en même temps, mais en écus, pour le compte de la Banque de Grèce n'a, de loin, pas été aussi bien reçu. Au prix d'émission, et pour une durée de cinq ans, les titres grecs rapportent 10,36 %.

Pour ce qui est des emprunts japonais assortis de warrants, permettant d'acquiescer des actions, tout se passe comme si les maisons de titres nipponnes alignaient les débiteurs vers les marchés où elles sont habilitées à diriger des émissions. Elles ne le sont pas en France. Elles le sont en revanche dans les compartiments du mark et du dollar, deux marchés où vient de se présenter la société Canon. Or ce groupe a, semble-t-il, d'important besoins de fonds en francs français. Il se les procurera vraisemblablement de façon détournée.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar hésitant

D'abord déprimé par des doutes sur la rapidité et l'intensité de la reprise de la croissance économique aux Etats-Unis, le dollar a bénéficié, très temporairement, des rumeurs sur le départ de M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne (rumeurs confirmées le jeudi 16 mai), avant de recevoir un bref soutien après l'annonce d'une forte diminution du déficit commercial américain, et surtout, de se redresser vivement vendredi après-midi avec le rattachement de la couronne suédoise à l'écu.

Outre-Atlantique, prenant le contrepied des analystes, de nombreux grands industriels estiment que la récession durera plus longtemps que prévu et que la reprise n'interviendra pas avant l'année prochaine. « Il n'y a aucun signe de redémarrage », assure le président de Cummins, premier fabricant américain de moteurs Diesel. Certes, la diminution du déficit commercial des Etats-Unis, ramené de 5,30 milliards de dollars en février à 4,05 milliards de dollars en mars, le plus faible depuis presque huit ans, a fait bon effet, mais elle a été provoquée davantage par la diminution des importations (- 2,7 %) du fait de la récession, que par l'augmentation des exportations (+ 1,2 %). Résultat : ce bon effet n'a duré... qu'une heure !

A la veille du week-end, toutefois, un facteur technique est venu doper le « billet vert ». L'annonce du rattachement-surprise (des vendredis 16 à 15) de la couronne suédoise à l'écu, avec une marge de fluctuation de 1,5 % de part et d'autre, a semé la panique dans les banques de Suède. Jusqu'à présent, la couronne était liée à un panier de 15 devises dans lequel le dollar représentait 21 %, et les banques n'avaient pas besoin de « couvrir » leurs emprunts. Or, la couronne se rap-

prochant de l'écu, elles ont dû procéder en catastrophe à des achats de dollars. En Europe, l'annonce du départ, en octobre prochain, de M. Poehl, président de la Bundesbank depuis onze ans, a finalement peu ou pas affaibli le mark, pour une raison bien simple : le gouvernement allemand ne pourra pas se permettre de nommer un successeur moins orthodoxe que M. Poehl, ni moins indépendant.

Selon toute probabilité, le successeur sera M. Hans Tietmeyer, ancien membre du gouvernement du chancelier Kohl et membre du directoire de la Banque centrale, très peu suspect de laxisme, et même plutôt « coriace ». Tout le monde est donc rassuré outre-Rhin.

Rassuré, on l'est aussi à Paris (et ailleurs) après le départ de M. Rocard, qui avait fait tanguer le franc, et le maintien de M. Pierre Bérégovoy rue de Bercy, un bon gage d'orthodoxie à l'égard du coup, le cours du mark à Paris, qui était passé de 3,380 francs à plus de 3,390 francs est sagement revenu à 3,380 francs à la veille du week-end.

Le casse-tête de la peseta

A l'heure actuelle, la peseta espagnole constitue un vrai problème pour le système monétaire européen (SME), où elle caracole en tête et exerce de fortes pressions sur le franc, en queue du système et qui n'est pourtant plus réputé une monnaie faible. Mais voilà ! Pour lutter contre l'inflation et la surchauffe, la Banque d'Espagne manie, depuis un certain temps, l'arme des taux d'intérêt, qui sont encore proches de 13 % pour une inflation avoisinant 6 %, près de sept points d'intérêt réel : un record. Comme l'inflation sévit en Espagne depuis des années (+ 11,2 % en moyenne sur la

période 1979-1988, + 6,8 % en 1989 et en 1990) et que les balances extérieures sont lourdement déficitaires (l'équivalent de 180 milliards de francs pour le commerce extérieur et un peu moins de 90 milliards de francs pour les paiements, grâce aux effets du tourisme notamment) la peseta est, théoriquement, une « monnaie faible ».

En pouvoir d'achat, selon les calculs de la direction des études économiques de la BNP, la devise espagnole est surévaluée de 15 % à 20 %, ce qui commence à gêner les exportations du pays, mais abaisse le coût des importations. L'Espagne offrant en ce moment les taux d'intérêt les plus élevés d'Europe et les capitaux affluant dans la péninsule ibérique pour s'y investir, la peseta est forte, trop forte. En outre, le dépôt de 30 % imposé aux Espagnols pour les emprunts à l'étranger a été supprimé il y a deux mois, de sorte que lesdits Espagnols, en cédant les devises étrangères empruntées, ont acheté des pesetas, facteur supplémentaire de hausse.

Certes, depuis le début de l'année, la Banque d'Espagne, soumise à de très fortes pressions de la part des banques centrales du SME, France et Allemagne, notamment, plus les interventions de M. Pierre Bérégovoy, a abaissé à trois reprises son taux directeur passé de 14,70 % à 14,50 % le 13 février, de 14,50 % à 13,50 % le 15 mars et de 13,50 % à 12,75 % le 17 mai, mais la peseta n'en a cure et reste collée au voisinage de son cours-plafond à Paris (5,4785 centimes). A l'annonce de la dernière diminution, jeudi, elle a fléchi à 5,4740 centimes pour revenir à 5,4770 centimes. Désespérant.

F. R.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Après l'Italie et l'Espagne, la France ?

Dimanche 12 mai, la Banque d'Italie abaissait d'un point entier son taux d'escompte, ramené de 12,5 % à 11,5 %, décision qui, d'ailleurs, ne faisait qu'entériner la diminution des taux à court terme sur le marché italien. Jeudi 16 mai, la Banque d'Espagne, fortement sollicitée, réduisait de trois quarts de point son taux d'intervention, ramené de 13,50 % à 12,75 %. Bien que la peseta n'ait guère décollé de son plafond au sein du Système monétaire européen, la décision prise à Madrid a ravivé les espoirs d'une diminution des taux directeurs de la Banque de France, le dernier abaissement remontant au 18 mars 1991 (9 % contre 9,25 % pour les appels d'offres).

Certes, lundi 13, la Banque de France a laissé inchangés ses taux lors de son appel d'offres. Certes, également, le cours du mark à Paris est encore jugé trop élevé (un peu moins de 3,39 F) alors qu'un cours plus voisin du cours pivot de 3,3538 F serait « souhaité ». Mais, comme nous l'avons souligné la semaine dernière, la demande de crédit fléchit en France, où le ralentissement de l'économie se poursuit et le poids des endettements se fait lourd. Le marché financier continue donc d'attendre un geste de l'institut d'émission pour la semaine prochaine, ou la suivante : on parlait même d'un demi-point.

Dans ces conditions, les cours du Matif, qui avaient commencé à flancher à l'annonce du départ de M. Rocard, avec un point d'interrogation sur le maintien de M. Bérégovoy, garant du franc, et étant retombés d'un peu moins de 107 à 106,20, rebondissaient à 106,70 à la veille du week-end. Le rendement de l'OAT dix ans s'établissait à 8,85 %, contre 8,81 % il y a huit jours et 8,75 % il y a deux semaines. Sur le marché obligataire de Paris, les émissions nouvelles se sont bien placées en raison de la reprise des cours du Matif en fin de semaine, évoquée précédemment. Le groupement pour le financement des ouvrages du

bâtiment et des travaux publics (GOBTP) a levé, avec grand succès, un milliard de francs à 9,63 % nominal et 9,63 % au taux actuariel, cela en raison du niveau élevé du coupon, très apprécié, dans les guichets des banques, par les particuliers, et ce en dépit de la réputation passée de cet émetteur, qui eut quelques problèmes antérieurs, mais se retrouve tout à fait in bonis à l'heure actuelle.

La Caisse de refinancement hypothécaire a eu un peu plus de mal à trouver 1,3 milliard de francs, sous l'égide du Crédit lyonnais, à 9,30 % nominal et 9,22 % actuariel : ses émissions commencent à buter sur la règle des quotas (5 %) dans les portefeuilles des investisseurs institutionnels. Enfin, le Crédit lyonnais a émis, pour son propre réseau, un emprunt de 1,1 milliard de francs en plusieurs tranches à des rendements compris entre 9,20 % et 9,33 %.

Sicav court terme : le retour des obligataires

En avril 1991, les souscriptions de Sicav obligataires, selon Euro-performance, ont nettement progressé, augmentant de 3,1 milliards de francs, ce qui a gonflé l'encours de ces Sicav, qui passe à 252,5 milliards de francs. En revanche, pour la première fois depuis le début de l'année, les Sicav monétaires ont été affectées par des ventes, de l'ordre de 7 milliards de francs, de sorte que leur encours plafonne à 1 042,9 milliards de francs (+ 0,3 milliards de francs) corrélativement de l'encours des coupons. Ce mouvement de ciseaux est aisément compréhensible : d'une part, les taux à court terme, qui déterminent les rendements des Sicav monétaires, ont tendance à baisser et risquent, un de ces jours, de tomber en dessous de 9 %.

D'autre part, les taux à long terme, certes diminuant lentement mais cela fait monter les cours des émissions lancées antérieurement, tout en maintenant un rendement

correct sur une large durée (de 8,90 % à 9,50 % en ce moment, sur dix ans). En avril dernier, selon les statistiques du Crédit lyonnais, la progression des cours de cinq grands emprunts d'Etat a été de 2,33 %, soit 26,76 % sur une base annuelle, le coupon représentant 0,72 % et le reste la valorisation des cours. Ce regain d'intérêt pour les Sicav obligataires traduit bien ce phénomène, tandis que les Sicav monétaires, dont l'encours avait pourtant progressé de 21 milliards de francs en mars...

Est-ce l'annonce d'un retournement ? Il faudra bien attendre quelques temps, mais aujourd'hui la possibilité de voir les taux à court terme fléchir est bien plus grande que celle de voir les taux à long terme accentuer leur détente, déjà bien engagée.

Relevons, enfin, que l'agence de notation S and P-ADEF, a abaissé les notations de la dette à long terme de premier rang de la BNP et de la Société générale, raménées de AA+ à AA, ce qui est encore un très bon motif de difficultés persistantes de ces deux banques, le resserrement de leurs marges sous l'effet de la concurrence, la forte augmentation des provisions et pour créances douteuses. Les deux établissements avaient été placés sur la liste de surveillance le 12 avril dernier avec une « implication négative ». En outre, selon l'agence de notation, la « perspective » est « stable » pour la BNP et « négative » pour la Société générale, ce qui est bien étonnant car les résultats de cette dernière n'ont diminué que de 22 %, avec certaines provisions non indispensables, contre une chute de 50 % pour la BNP et des provisions toutes indispensables. Mais voilà, la BNP appartient à l'Etat, tandis que la Société générale est privée. Un raisonnement un peu contestable en analyse pure.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 MAI AU 17 MAI 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7385	-	17,2722	66,0846	58,5995	2,0490	52,0050	6,0797
Paris	1,7445	-	17,1526	66,4342	58,0381	2,0224	51,5065	6,0784
Zurich	10,8647	5,7893	-	399,95	339,25	16,4977	301,06	4,5549
Amsterdam	10,8538	5,8300	-	400,1370	338,36	16,4659	300,28	4,5725
Bruxelles	2,5165	1,4475	25,0810	-	24,8227	4,1339	75,7330	1,1389
Frankfurt	2,5151	1,4501	24,9914	-	24,8418	4,1121	75,4451	1,1427
Geneve	2,5657	1,7965	29,4708	117,39	-	4,8618	88,7415	1,5426
Stockholm	2,9713	1,7230	29,5540	118,2560	-	4,8631	88,7458	1,5513
Bruxelles	61,0013	35,10	6,0629	24,2487	20,5684	-	18,2527	2,7616
Bruxelles	61,0990	35,43	6,0771	24,3170	20,5679	-	18,2487	2,7788
Amsterdam	3,3431	1,9230	33,1165	1,3285	112,69	5,4786	-	1,5130
Amsterdam	3,3481	1,9415	33,3019	1,3325	112,68	5,4788	-	1,5227
Milan	2,8943	1,271	218,54	876,07	744,80	36,2108	660,95	-
Milan	2,9163	1,275	218,080	875,068	739,808	36,266	660,95	-
Tokyo	238,93	138,55	23,7658	95,0926	84,4120	3,9105	71,3623	0,1084

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 mai, 4,2012 F contre 4,2078 F le vendredi 10 mai.

MATIÈRES PREMIÈRES

De Beers conforte sa position au Botswana

Le groupe sud-africain De Beers n'a pas fini pas d'asseoir sa suprématie sur le diamant brut dont il assure plus de 80 % de la commercialisation. Un an après la création de sa filiale suisse De Beers Centenary, l'empire fondé au siècle dernier (1888) par Cecil Rhodes a conclu ou renouvelé des contrats de vente avec les principaux producteurs mondiaux de gemmes : l'Union soviétique, l'Australie, l'Angola et, tout récemment, le 16 mai, avec le Botswana.

De Beers Centenary, le gouvernement de Gaborone et leur filiale commune Debswana ont en effet conclu un accord portant sur la commercialisation exclusive du

diamant brut botswanais par la CSO (Central Selling Organisation), le bras commercial du groupe sud-africain. Il s'agit d'un agrément quinquennal, aux conditions semblables à celles du précédent, passé en 1985.

Comme en son temps le Zaïre, le Botswana aurait probablement souhaité s'affranchir de cette tutelle obligée de la De Beers, et tenter d'écouler en franc tireur ses pierres sur le marché international. Mais la De Beers dispose de moyens suffisamment forts pour dissuader pareilles velléités. Par le passé, les Zaïrois ont pu faire la douloureuse expérience d'un soudain boycottage de leur marchandise quand elle ne passait plus par le réseau de la firme sud-africaine.

Des baisses de prix inopinées viennent contrecarrer la stratégie solitaire du Zaïre, le forçant à regagner le giron du cartel, seul capable, de fait, de réguler le marché mondial et de maintenir globalement une certaine fermeté des prix, en dépit de l'accroissement spectaculaire de la production : entre 1950 et 1990, elle est passée de 15 à 98 millions de carats.

Pour le Botswana, pays d'Afrique australe, le diamant déconvent en 1979 au beau milieu du désert du Kalahari est un fabuleux trésor. Troisième producteur mondial (mais premier si l'on considère la valeur des pierres extraites), il tire 60 % de ses recettes publiques du diamant, et 70 % de ses rentrées en devises. Les gemmes du Botswana comptent pour 40 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. D'après le ministre des finances, M. Festus Mogae, le PIB par habitant a connu une forte progression depuis le développement de l'in-

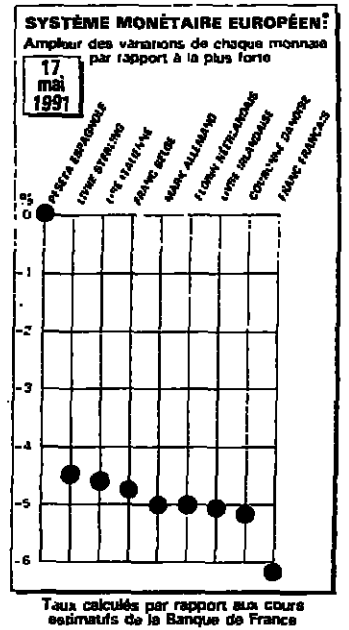
dustrie diamantaire, de 136 F par an, en 1965, à 13 100 F aujourd'hui.

L'accord du 16 mai prévoit notamment que le gisement de Jwaneng, la mine de diamants la plus riche du monde, fera l'objet d'une étude de faisabilité pour accroître sa capacité de 33 %, « une expansion qui sera financée par les actionnaires », précise la De Beers. Actuellement, les trois mines de la Debswana produisent chaque année 16 millions de carats et emploient plus de 4 800 personnes.

Pour la De Beers, le Botswana est un pactole non négligeable. En 1987, une joint-venture entre les deux partenaires avait permis au groupe sud-africain de mettre la main sur un énorme stock de pierres constitué entre 1982 et 1985, pendant la récession de l'industrie diamantaire. La Debswana reçoit en échange 22 millions d'actions De Beers, et deux de ses membres prirent place à son conseil d'administration qui compta, pour la première fois, des membres noirs.

L'accord du 16 mai intervient cependant dans un climat mitigé pour le diamant. Si les ventes de la CSO ont progressé de 2 % en 1990, elles ont affiché une baisse de 32 % au second semestre, en raison du recul de la demande américaine. La fiscalité est aussi devenue dissuasive outre-Atlantique, une taxe de 10 % ayant été instituée sur les diamants de plus de 10 000 dollars. La confirmation de la récession aux Etats-Unis et dans plusieurs pays industrialisés devrait peser sur les ventes de pierres en 1991, même si l'Extrême-Orient, Japon en tête, continue de se ruiner en bijoux...

ERIC FOTTORINO



INDE : les élections législatives des 20, 23 et 26 mai

M. Rajiv Gandhi espère revenir au pouvoir malgré le renouveau hindouiste

Pour la seconde fois en dix-huit mois, les Indiens se rendent aux urnes les 20, 23 et 26 mai afin d'élire leurs représentants au Lok Sabha, la Chambre basse. Le Congrès-I de M. Rajiv Gandhi se présente comme le seul parti capable d'assurer un retour à la stabilité politique. Mais bien d'autres facteurs - les castes, le renouveau hindouiste - vont influencer l'électorat.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Cette fois, il n'y a pas de « vague » électorale à l'échelle du pays. Peut-être seulement une grande lassitude devant cette propension qu'ont les partis politiques à se déchirer pour la conquête du pouvoir, ces joutes ne concernant qu'exceptionnelle-

ment les problèmes vitaux auxquels est confrontée la majorité des Indiens. Pourtant, les 20, 23 et 26 mai, un demi-milliard d'électeurs devront faire un choix qui, pour la première fois depuis plusieurs décennies, ne sera pas un vote-sanction : il ne s'agira pas de se débarrasser d'un gouvernement usé par l'exercice du pouvoir, mais de prendre position sur des questions touchant à l'essence même de la société indienne.

Quatre grands courants politiques se disputent les suffrages. Deux d'entre eux - le Congrès-I et le Janata Dal - ont déjà exercé le pouvoir, avec des fortunes diverses. Les communistes ont soutenu le Janata Dal sans participer à la gestion des affaires, mais ils sont trop minoritaires pour prétendre gouverner seuls. Le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite) ne cesse enfin d'accroître son influence et - outre son combat pour le renouveau de la religion de 80 % des Indiens - il se « vend » avec une idée simple : « Vous avez constaté l'échec des autres partis ; essayez-nous ».

Le parti de M. Gandhi met l'accent sur l'instabilité qui a caractérisé les dix-huit mois des gouvernements successivement dirigés par MM. Vishwanath Pratap Singh et Chandrababu Naidu. Le Congrès-I, à croire les slogans de sa campagne, serait une fois encore le parti-providence seul capable de redonner à l'Inde une stabilité politique et une aura internationale singulièrement ternie. Ce message suffirait largement à cette formation centrée par essence qui, sur les sujets les plus sensibles, affiche une sorte de flou artistique.

Le réveil des « vieux démons »

Ce nouveau scrutin contribue à approfondir la crise qui sévit en Inde depuis la mort d'Indira Gandhi, en 1984. Depuis lors, le pays du mahatma Gandhi et de Nehru a vu apparaître une génération de politiciens manquant d'envergure et de charisme, appelés à le diriger par accident ou par défaut. Lorsque l'ancien premier ministre meurt assassiné par des fanatiques sikhs, son fils Rajiv, pilote d'avion sans inclination pour la chose publique, est poussé à reprendre le flambeau par des caciques du Congrès-I qui veulent à tout prix conserver leur rente de situation. Le vote de sympathie fait des miracles et ramène le Congrès-I au pouvoir. Le nouveau premier ministre est un jeune homme « moderne », marié à une Italienne, passionné d'ordinateurs et partisan du mouvement.

Il s'entoure - mal - d'une équipe qui lui ressemble, mais qui n'a aucune racine dans l'Inde des 600 000 villages. « Rajiv » fait bouger une minorité de la société - l'émergence d'une « middle-class » avidée de consommation est incontestable - mais il ne mesure pas à quel point son pays nécessite lenteur et réflexion pour le diriger. Discret par une série de scandales, il conduit son parti à la défaite en 1989. Son ancien ministre des finances et de la défense, M. V. P. Singh, fort d'une image de probité, arrive au pouvoir au sommet d'une « vague » anti-Rajiv.

L'expérience se prolonge onze mois, marquée par une succession de crises qui ébranlent le consensus fragile sur lequel repose une société faite d'une mosaïque humaine et religieuse. M. V. P. Singh, chef d'une majorité politique hétéroclite, va « tomber » pour des raisons peu différentes de celles qui ont provoqué la chute de son prédécesseur : il veut aller trop vite. Les « vieux démons » de l'Inde - castes et reli-

gion - sont brutalement réveillés. Dans cette renaissance d'un hindouisme militant, le petit-fils de Nehru a sa part de responsabilité. C'est lui qui avait autorisé la cérémonie de pose de la première pierre d'un temple hindou à Ayodhya, en lieu et place de la mosquée existante, donnant une sorte de caution au BJP. Pour battre en brèche la perenne électorale de ce dernier, il avait promis de favoriser l'avènement du « royaume de Rama », incarnation du dieu hindou Vishnou ; quitte ensuite, voyant les ravages d'un tel propos au sein de la communauté musulmane, à démentir en être l'auteur. Comme une onde de choc qui traverse toute la société indienne, la croisade du BJP - mélange de fondamentalisme religieux et de nationalisme - est devenue le facteur déterminant du débat politique.

La boîte de Pandore des castes

La formation hindoue a acquis une respectabilité jusque-là déniée au nom du refus de l'extrémisme et de la protection du « sécularisme » (laïcité). Les milieux éduqués urbains et intellectuels, naturellement tournés vers l'Occident mais déçus par le Congrès-I, ont acquis une nouvelle conscience de leur « hindounité ».

Soucieux de liser encore plus son image, le BJP a élargi sa plateforme politique : il n'est plus seulement le parti de « Rama », mais aussi celui du « Roi » (pain) et de l'« Insaaf » (justice). Son chef, M. Lal Krishan Advani, vise la majorité absolue. S'il l'emporte dans plus de 100 circonscriptions, vous s'il retrouve ses 88 sièges de 1989, il aura de toute façon remporté un succès. D'autant que son audience se limite à la « ceinture hindoue » du nord du pays.

C'est également dans cette région que le Janata Dal entend tirer les bénéfices de la croisade sociale lancée par M. V. P. Singh. L'Inde lui

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le char rose de la paix

Des centaines de badauds ont défilé, vendredi 17 mai, devant le char soviétique de la libération de Prague repeint en rose la veille par des députés de l'Assemblée fédérale. Ils ont déposé des bouquets de fleurs ou des pancartes roses sur lesquelles on pouvait lire : « Nous sommes pour la couleur de la paix ». Un plaisantin a enfilé une petite culotte blanche brodée sur le canon du char.

Peint en rose une première fois, le 28 avril, par un étudiant des beaux-arts, David Cerny, inculpé de « vandalisme », le char numéro 23 de Smichov (quartier de Prague) est devenu l'objet d'une affaire nationale. Condamné par les partis appartenant à la gauche de l'édification politique, du Mouvement civique issu de la scission du Forum civique aux communistes en passant par les sociaux-démocrates, le geste des parlementaires des formations de centre-droit a reçu le soutien de la droite. Le député communiste M. Jiri Mechalik a exprimé sa « honte » devant l'acte de ses collègues et le président du Parlement M. Alexandre Dubcek l'a « profondément déploré ». (AFP)

doit d'avoir ouvert la boîte de Pandore des castes. En proposant, en août 1990, de réserver 27 % des emplois publics aux classes socialement arriérées - en fait aux castes inférieures - le raja de Manda avait provoqué un mouvement de protestation qui a contribué à sa perte. Ce pourcentage s'ajoutait à celui de 22,5 % de « réservations » dont bénéficient déjà les intouchables et les tribus hors castes.

A l'initiative des étudiants qui voyaient ainsi se réduire leurs chances d'obtenir un emploi gouvernemental, et avec le soutien discret mais actif des castes supérieures du Nord, une violente révolte s'est propagée : plus d'une centaine d'adolescents se sont immolés par le feu, sans faire bouger d'un iota un premier ministre persuadé d'agir en précurseur social.

M. Singh a habilement fait fructifier son image de « messie des pauvres ». En théorie, il dispose d'un réservoir électoral considérable, les classes arriérées représentant plus de 52 % de la population. Il peut, d'autre part, compter sur le soutien de nombreux musulmans, à qui il a donné des gages en s'opposant à la marche du BJP sur Ayodhya.

Mais le Janata Dal est un parti écarté dont les « racines » sont limitées à la personnalité de son chef. Le propre clan de M. Singh est une addition d'anciens transfuges du Congrès-I, dont beaucoup songent à revenir à la « maison-mère », persuadés que la formation de M. Gandhi, malgré ses échecs et la désaffection dont elle est l'objet, restera le premier parti politique indien.

Les frères ennemis face au Congrès-I

Le « frère ennemi » de M. Singh, M. Chandrababu Naidu, poursuit de son côté un combat solitaire. A la tête d'un groupe de députés qui a fait scission du Janata Dal et dont beaucoup se précipitent dans le giron du parti en position de former le prochain gouvernement, il parcourt l'Inde avec l'espoir qu'un blocage politique lui offrira une nouvelle chance d'être choisi comme plus petit dénominateur commun.

Le Congrès-I espère bien sûr faire son miel de la division de ses adversaires. Pour cela, il a prudemment conservé un profil bas, le « socialisme » ne figurant même plus dans son programme. S'agissant de la querelle d'Ayodhya, il est devenu partisan du statu quo. Sur la question des castes, il penche pour la solution consistant à réserver des emplois en fonction de seuls critères économiques. Bref, il tente de ne mécontenter personne.

Confronté à une remise en cause globale de la société indienne, le vieux parti de Nehru traverse une véritable crise d'identité. Il pourrait cependant profiter de l'image peu flatteuse laissée par les expériences gouvernementales de ses adversaires et améliorer sensiblement son score de 1989 (193 sièges sur 544).

Une part importante de l'électorat devrait émettre un « vote refuge » en faveur du parti qui a longtemps représenté la stabilité et la légitimité. Mais, s'il est vraisemblable que M. Gandhi sera appelé à former le prochain gouvernement, il sera sans doute obligé de négocier des soutiens politiques, ce qui le mettra à la merci de défections. L'Inde ne se dirige donc pas a priori vers une période de stabilité.

LAURENT ZECCHINI

Mille sept cents passagers bloqués

La nuit blanche d'Orly

Les passagers de sept vols d'Air Inter à destination de Marseille, Nice, Toulouse, soit mille sept cents personnes, sont restés bloqués dans l'aéroport de Paris-Orly, pendant la nuit du 17 au 18 mai. Dix-sept autres vols transportant environ quatre mille passagers ont été déviés vers l'aéroport de Roissy.

Une panne de logiciel d'ordinateur des services de la navigation aérienne à Athis-Mons (Essonne) avait paralysé, le 17 mai, de 20 h 30 à 22 heures, l'établissement des plans de vols des avions devant décoller ou atterrir sur l'aéroport d'Orly. Cette panne est intervenue au pire moment d'un week-end de la Pentecôte, où le trafic aérien est particulièrement intense. Les vols ont enregistré des retards importants, au point de ne plus pouvoir décoller en raison de l'heure tardive.

Saisis par la compagnie d'une demande de dérogation au couvre-feu réglementaire qui s'impose à partir de 23 h 30 à Orly, les responsables du service aérienne ont refusé pour ne pas s'attirer les foudres des riva-

lains de l'aéroport. A partir de ce refus, les agents d'Air Inter ont tenté de trouver quatre-vingts cars pour transporter les passagers à Roissy, où les attendaient des appareils : la Pentecôte et l'heure tardive aidant, ils en ont obtenu deux. Ils ont ensuite cherché des chambres, y compris à Paris : ils en ont trouvé cinquante-cinq, qui ont été attribuées en priorité aux familles avec enfants.

On a alors frôlé l'émeute dans l'aéroport, les passagers étant à juste titre furieux de faire les frais des aléas techniques et d'une interprétation bornée du règlement. Le campement de fortune s'est peu à peu organisé dans l'aéroport. Des agents d'Air Inter ont logé à leur propre domicile des enfants voyageant seuls et dont les parents étaient rentrés chez eux, croyant leur progéniture arrivée à bon port...

La situation devait redevenir normale dans la matinée du 18 mai après qu'Air Inter eut bouleversé son programme et mobilisé ses avions de renfort pour acheminer en priorité les « naufragés » d'Orly.

AL. F.

IRAK

M. Barzani annonce un accord de principe entre l'opposition kurde et Bagdad

M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'un des principaux responsables de l'opposition kurde irakienne, a annoncé, samedi 18 mai à Bagdad, qu'un accord de principe était intervenu avec le gouvernement irakien, notamment sur le processus de démocratisation en Irak. M. Barzani a toutefois ajouté, au cours d'une conférence de presse, qu'aucun accord formel n'avait été signé et que les négociations continuaient pour apaiser certaines « difficultés », notamment dans le domaine de l'autonomie pour la région du Kurdistan.

L'opposition kurde et le gouvernement irakien sont également tombés

d'accord sur un processus de normalisation dans le Kurdistan d'Irak, où des centaines de milliers d'habitants ont dû quitter leurs villages à cause de la reprise en main de la région par l'armée, qui a étouffé l'insurrection du mois de mars.

Un « accord de principe » entre l'opposition kurde et le régime du président Saddam Hussein avait déjà été annoncé le 24 avril (le Monde du 26 avril) par un autre dirigeant kurde, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui avait entamé les pourparlers avec le gouvernement irakien, poursuivis à partir du 7 mai à Bagdad par M. Barzani. (AFP)

EN BREF

Des bâtiments publics endommagés par des attentats dans l'Hérault et dans l'Aude. - Plusieurs attentats contre des bâtiments publics ont été perpétrés dans la nuit de vendredi 17 à samedi 18 mai par un commando qui n'a pas signé ses actes, un correspondant anonyme affirmant samedi matin dans un appel téléphonique à l'AFP à Montpellier que « la violence est passée à l'action ». Dans l'Hérault, à Pézenas, la porte d'entrée de la perception a été soulevée par une explosion et, à Béziers, un début d'incendie a endommagé une annexe de l'hôtel du département. Dans l'Aude, à Coursan, la roquette des impôts a été endommagée. Ces actions surviennent après le sacage, le 1^{er} mai, d'un laboratoire oncologique à Béziers. (AFP)

Vol d'ouvrages historiques à la bibliothèque interuniversitaire de Clermont. - Un vol sans précédent a été commis à la bibliothèque juridique Cujas, dépendant des universités Paris I-Panthéon-Sorbonne et Paris II-Assas. Ce sont 145 transcriptions originales des débats des assemblées révolutionnaires entre 1789 et 1799 qui ont disparu

des rayons, probablement au début du mois de mai. Les pages de ces ouvrages, qui n'étaient accessibles qu'à 700 des 20 000 lecteurs que compte la bibliothèque, ont été découpées au cutter tandis que les reliures vides restaient sur place.

Sylvain Cambreling prend la direction de l'Opéra de Francfort. - Le chef d'orchestre français Sylvain Cambreling assurera en septembre 1993 la direction de l'Opéra de Francfort conjointement avec Martin Steinhoff, actuel gérant et directeur des ballets de l'établissement. Directeur musical et premier chef au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles, Sylvain Cambreling, quarante-deux ans, remplace Gary Bertini. Il sera directeur artistique et directeur général de la musique. Il occupera dès le mois de juin des fonctions de conseiller. Martin Steinhoff se consacrera uniquement à la gestion de l'opéra à partir de septembre 1992.

En raison de l'abandon de l'actualité, le page « Dates » sera publié dans notre numéro daté mardi 21 mai 1991.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Les suites de la tournée Baker au Proche-Orient
L'étrange « optimisme » du président Bush 3

La rencontre de Weimar
Quand les diplomates français et allemands se concertent à propos de l'Est 3

POLITIQUE

La formation du gouvernement 4 à 7

Mort de M^{me} Messmer
La femme de l'ancien premier ministre avait été secrétaire du général de Gaulle 8

COMMUNICATION

Le CSA et TF 1
La chaîne contrainte de diffuser un communiqué à l'automne... 10

HEURES LOCALES

La province, éternelle oubliée
Un bain de jouvence pour Thonon • Début de concertation à Sartrouville • La seconde chance de l'usine pour déchets d'Amiens 11 à 13

CULTURE

Festival de Cannes
Anna Karamazoff, de Roustam Khamdamov ; le Livre de Prospero, de Peter Greenaway ; la Liste noire, d'Irving Winckler... 14

ÉCONOMIE

Privatisations au Brésil
La nouvelle équipe économique gouvernementale envisage de vendre vingt-six entreprises d'Etat 17

Le congrès des syndicats européens
La Confédération européenne appelle le patronat au dialogue social 17

Services

Abonnements 10
Cartes 16
Météorologie 16
Mots croisés 18
Télévision 16
Spectacles 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 mai 1990 a été tiré à 539 378 exemplaires.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

HOCINE

AÏTAHMED

PRÉSIDENT DU FRONT DES FORCES SOCIALISTES

débat animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON et Jacques AMALRIC (le Monde) Pierre-Marie CHRISTIN et Jean-Benoît VION (RTL)

صلى الله عليه وسلم